



HAL
open science

Globalisation économique, facteur d'inégalités

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

| Jacques Fontanel. Globalisation économique, facteur d'inégalités. 2019. hal-02142671

HAL Id: hal-02142671

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-02142671v1>

Preprint submitted on 28 May 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

GLOBALISATION ECONOMIQUE, FACTEUR d'INEGALITES

Jacques Fontanel

Professeur Emérite, Université Grenoble-Alpes, CESICE

Document de travail

Version provisoire

A paraître

La globalisation économique est un facteur puissant d'inégalités verticales et nationales, mais aussi d'arasement des inégalités horizontales internationales. A l'augmentation des inégalités de revenus se conjuguent les inégalités croissantes des patrimoines. Or, l'économie de marché ne fonctionne pas sans le soutien de l'Etat, lequel, indirectement au moins, en établissant les lois favorise ou soutient cette situation. Aujourd'hui, le processus de la globalisation a modifié les rapports de force. Les « possédants » disposent des moyens de communication pour valoriser leurs actions, ils justifient leurs richesses par un système de valeur discutable et ils continuent à justifier leurs richesses à des niveaux d'inégalités irrationnelles. La théorie du ruissellement n'est qu'un leurre qu'un discours qui justifie la situation actuelle par une situation meilleure pour tout le monde demain. Les organisations interétatiques sont aux ordres du libéralisme. Les entreprises restent accrochées à l'idée du maximum de profit, en appliquant des règles de management discutables. Les indicateurs (IDH, Indice de développement humain ou IBN, Indice de bien-être) et les expressions qualitatives de la pauvreté sont discutables et témoignent surtout de la pérennité de celle-ci. L'exemple de la pauvreté aux Etats-Unis est significative des relations de pouvoir (sexe, territoires, genre, etc.)

Mots clés : Inégalités, Globalisation économique, Indice de développement humain, Etats-Unis, Patrimoine, PIB, Théorie du ruissellement, pauvreté, Inequality, Economic globalisation, poverty, runoff theory

Summary : Economic globalization is a powerful factor of vertical and national inequalities, but also of a slow reduction of international horizontal inequalities. Growing inequalities in wealth compounds increasing income inequality. However, the market economy does not work without the support of the states, which, indirectly at least, by establishing the laws favours or supports this situation. Today, the process of globalization has changed the balance of power. The "possessors" have means of communication to

support their actions, they justify their wealth through a questionable value system and they continue to develop their wealth at irrational levels of inequality. The runoff theory is only a decoy that justifies the current situation by a better situation for everyone tomorrow. Inter-state organizations are under the orders of liberalism. Companies remain hooked on the idea of maximum profit, by applying violent management rules. The indicators (HDI, Human Development Index or IBN, Index of well-being) and the qualitative expressions of poverty are debatable and testify especially to the durability of this one. The example of poverty in the United States is significant of power relations (sex, territories, gender, etc.)

GLOBALISATION ECONOMIQUE, FACTEUR d'INEGALITES

Jacques Fontanel

Professeur Emérite, Université Grenoble-Alpes, CESICE

Document de travail

Version provisoire

A paraître

La thèse de l'économiste français Thomas Piketty développée dans son livre *Le capital au XXI^e siècle*¹ sur l'accroissement des inégalités met en évidence que le rendement du capital est structurellement supérieur à la croissance économique, ce qui revient à dire que les rentiers s'enrichissent plus rapidement que les autres couches de la population et qu'ils disposent d'une part excessive des richesses au regard de leur utilité sociale. Il en résulte non seulement une augmentation des inégalités de revenus, mais aussi celles des patrimoines. De nombreux facteurs affectent les inégalités de richesse, notamment le taux de retour du capital, le taux de croissance de la production, la progressivité de l'impôt ou l'hétérogénéité des taux d'épargne.

Cette analyse économique a fait l'objet de nombreuses réactions et études complémentaires. Ainsi, pour le National Bureau of Economic Research, le modèle de Thomas Picketty explore l'importance quantitative des mécanismes en mettant en relation le taux de retour du capital et le taux de croissance sur les inégalités de patrimoine et il fournit une explication rationnelle sur les mécanismes qui produisent la concentration de richesse². Cependant, l'analyse statistique mériterait un traitement élargi et sécurisé. Plus critique, une analyse de Matthew Rognlie³ a contesté l'hypothèse concernant la supériorité structurelle du rendement du capital au regard de la croissance économique, une relation qui ne fonctionne que dans le secteur du logement. Dans les autres secteurs, le rendement du capital augmente avec l'automatisation rapide du travail salarié.

¹ Piketty, T. (2013), *Le capital au 21^e siècle*, Editions du Seuil, Septembre.

² Mariacristina De Nardi, Giulio Fella, and Fang Yang (2016), *Piketty's Book and Macro Models of Wealth Inequality*, FRB Chicago – Fed Letter – January 2016 – 3 pages
<http://www.chicagofed.org/publications/chicago-fed-letter/index>
www.nber.org/papers/w21730

³ En avril 2014, Matthew Rognlie publie un message sur le blog d'économie d'inspiration libérale "Marginal Revolution". Il relaie ainsi l'avis de Paul Krugman sur les thèses du best-seller "Le Capital au XXI^e siècle".

Sans entrer plus avant dans le schéma rationnel de l'analyse, rappelons que Thomas Piketty a voulu démontrer que les inégalités pouvaient encore augmenter considérablement et qu'il fallait s'en préoccuper. Il est clair qu'au-delà d'une certaine diminution du coefficient de Gini mesurant l'hétérogénéité des revenus, tout le système est incapable de fonctionner, car la demande solvable ne sera pas au rendez-vous de l'offre disponible. Dans ce contexte, le rôle de l'Etat est essentiel, à partir du moment où la réalisation de la « main invisible » est impossible. Il est donc intéressant de percevoir le soutien des pouvoirs publics aux investisseurs (et parfois aux investissements), de souligner la responsabilité « politique » et « institutionnelle » des inégalités économiques et de fournir, in fine, un aperçu sur la situation économique et sociale fortement inégalitaire des Etats-Unis, le pays le plus puissant du monde.

Le soutien de l'Etat à l'économie de marché

Les libéraux restent convaincus (ou font semblant de l'être) que, dans des situations « normalisées », le fonctionnement du monde marchand aboutit automatiquement à une situation d'équilibre optimal de la production et à une répartition équitable des richesses disponibles, au regard de la productivité marginale de chaque facteur de production. Pourtant, sans se référer à la question de la répartition des revenus entre le capital, le travail ou la rente, ces principes auxquels il est parfois donné le nom de lois sont conjoncturels, idéologiques, statistiques, intuitifs, confortés par quelques réflexions sujettes à des hypothèses qui ne sont qu'une représentation elle-même orientée de la réalité. L'Etat est le garant du fonctionnement de l'économie de marché, il lui donne la possibilité de s'exercer sur le territoire national et, à la suite d'accords internationaux, sur l'ensemble de l'économie mondiale.

La globalisation et fonctionnement de l'économie de marché

Malgré les crises économiques et financières qui secouent l'économie mondiale, les organisations internationales considèrent toujours que le système international mis en place depuis 1945 avec le GATT, puis élargi en 1995 avec la création universaliste de l'Organisation Mondiale du Commerce, n'est ni coupable, ni responsable des crises économiques. Pour nombre d'espaces économiques insuffisamment compétitifs, l'économie de marché est encore jugée, à l'instar de ce que la démocratie l'est dans l'ordre politique, comme le moins pire des systèmes⁴.

En principe, le libre échange stimule la croissance. Le commerce international permet la spécialisation des régions dans les productions dans lesquelles elles sont les plus performantes, car elles bénéficient ainsi des

⁴ Fontanel, J. (1995), Organisations économiques internationales, Ed. Masson, Paris.

économies d'échelle relatives à l'augmentation de la production et à la mise en concurrence des fournisseurs. La part du commerce international dans le produit intérieur brut mondial a doublé en un demi siècle, mais bizarrement elle ne se réalise que très partiellement sur la base des avantages comparatifs, car les pays échangent souvent avec ceux qui disposent des mêmes structures économiques et dotations de facteurs de production. Il n'en reste pas moins vrai que sans les échanges internationaux, la croissance économique mondiale serait singulièrement ralentie, au moins dans le court terme. Les « miracles du développement national » (du Japon à la Chine en passant par la Corée du Sud), se sont appuyés sur l'exportation pour engager un processus de développement structurellement pérenne. Jeffrey Sachs et Andrew Warner ont étudié 117 politiques commerciales sur les 20 années à la fin du XXe siècle, ils ont ainsi démontré que les économies ouvertes ont connu un taux de croissance de 3 à 6 fois supérieurs aux taux des pays fermés économiquement⁵.

Les piliers du capitalisme sont la propriété privée, l'intérêt personnel, la concurrence, la mise en place des mécanismes du marché, la liberté de choix en matière de consommation, production et investissement et le rôle économique limité des pouvoirs publics. Dans ce contexte, les « libéraux américains », notamment le NCPA (National Center for Policy Analysis), réclament l'élimination des droits douaniers et des autres barrières à l'entrée (comme les subventions à la production ou au financement accordées par EximBank, par exemple), afin que les consommateurs américains achètent leurs produits moins chers et que les producteurs puissent vendre à l'étranger. Il existe encore de nombreuses barrières qui réduisent le potentiel global du développement économique. Ainsi, les subventions détruisent les initiatives innovantes des producteurs et elles créent des distorsions dans les prix. Avec la nouvelle croissance ralentie (le « low new normal growth, selon le FMI), il faut continuer à éliminer les obstacles et à prévenir l'installation de nouvelles mesures défavorables à l'essor du commerce international⁶. Cependant, les forces qui concourent au succès du capitalisme peuvent aussi entraîner sa chute. Une hypothèse et deux nouvelles contraintes, partiellement opposées, étaient alors exprimées :

- D'abord, le système politique et économique international issu de l'effondrement du bloc soviétique a favorisé l'ouverture du commerce mondial, lequel était analysé comme un facteur essentiel de progrès économique pour tous les Etats participants et comme un instrument généralisé de lutte contre la misère et la pauvreté.

⁵ Sachs, J.D., Warner, A. (1995), Economic Reform and the Process of Global Integration, http://www.brookings.edu/~media/Projects/BPEA/19951/1995a_bpea_sachs_warner_aslund_fischer.PDF

⁶ Dadush, U. (2015), The Truth About Trade, Carnegie Endowment for International Peace/Foreign Affairs – Article - November 18, 2015 <http://carnegieendowment.org/2015/11/18/truth-about-trade>

- Ensuite, le concept de développement « soutenable » ou « durable » défendu par la plupart des organisations internationales rappelait que l'amélioration à court terme des conditions de vie de chacun ne devait pas remettre en cause le potentiel de développement économique des générations futures. Cette analyse remettait indirectement en cause les valeurs « équilibrantes » et « novatrices » du marché.

- Dans ce contexte, la soif immédiate du profit doit être contrôlée par une intervention publique destinée à éviter les gaspillages, à lutter contre le changement de climat, à réduire les aléas technologiques et à maintenir un « ordre » politique et économique acceptable au regard de la violence des rapports de force, de la dégradation des écosystèmes ou de l'épuisement des ressources non renouvelables. Le rôle des pouvoirs publics ne se limite pas au seul domaine régalién (lequel d'ailleurs est un concept extensible). Cependant, les Etats n'ont pas non plus les mêmes conditions économiques et sociales pour lutter efficacement contre les excès de l'économie de marché, ce qui suppose des relations de négociation entre eux pour définir le champ du possible à court et à long terme.

Aujourd'hui, la globalisation économique n'est pas vraiment remise en cause par les économistes, elle est toujours perçue par la plupart des entités étatiques comme un processus marchand favorable au développement économique et à la lutte contre la pauvreté. Or, sans repères et mesures préventives, la croissance économique qu'elle produit n'est ni soutenable, ni favorable à l'amélioration du niveau de vie des plus démunis⁷. Ce n'est d'ailleurs pas son objectif. Derrière l'adjectif "soutenable", des valeurs intéressantes sont exprimées, plus d'ailleurs que celui de développement « durable », lequel réduit la portée des actions engagées par les pouvoirs publics à la réduction des excès auxquels conduit l'égoïsme foncier et fondateur du capitalisme. Une croissance nationale forte peut réserver ses bénéfices au plus petit nombre, dans le cadre de contraintes humaines difficilement favorables à l'épanouissement des travailleurs. La compétition généralisée produit un stress considérable dans toutes les couches de la population, stress auquel n'échappe que ceux qui disposent de revenus confortables fondés sur leur patrimoine (et encore !). De même, certaines valeurs n'ont pas instantanément de défenseurs dans une société où seul le profit des entreprises est valorisé. Ainsi, l'écologie, l'environnement, la santé, l'éducation, la sécurité mais aussi, de manière plus générale, l'épanouissement des hommes ne peuvent être respectés que par la seule volonté des Etats ou des groupes d'Etats, défenseurs (parfois !) des intérêts collectifs exprimés.

La vie humaine est porteuse de nombreuses dimensions, comme la disponibilité de la nourriture, la protection de la santé publique et privée,

⁷ Fontanel, J. (2005), La globalisation « en analyse ». Géoeconomie et stratégie des acteurs. La Librairie des Humanités, L'Harmattan, Paris.

l'éducation, mais aussi l'expression de valeurs morales, religieuses, éthiques, esthétiques, artistiques dans un environnement pacifique (ou pacifié) de démocratie participative et de libertés collectives et individuelles. Ces dernières valeurs, l'économie ne peut les synthétiser ou les représenter, et de ce fait, elles sont largement sous-estimées. La question du respect pour chaque personne de disposer des biens élémentaires à sa survie quotidienne et la mise en place de droits économiques et sociaux plus solidaires restent encore des objectifs aléatoires au regard de la notion d'efficacité économique dans un monde d'égoïsmes revendiqués. Or, les inégalités excessives et injustifiées sont au cœur même de la misère au regard des productions disponibles. La défense de la croissance capitaliste à tout prix conduit les pouvoirs publics à soutenir certains intérêts privés, quand ce ne sont pas ces mêmes intérêts privés qui influencent directement les pouvoirs publics en leur commandant et imposant les lois qui leur sont favorables.

Aujourd'hui, le processus de la globalisation a modifié les rapports de force. Les « possédants » disposent des moyens de communication pour valoriser leurs actions et continuer à justifier leurs richesses à des niveaux d'inégalités irrationnelles. En soutenant les processus d'ouverture des frontières, ils se sont affranchis des contrôles étatiques, ils arrivent même à mettre les Etats en compétition par leur attractivité fiscale ou l'application de lois favorisant leurs privilèges. Or, ce règne sans contrôle suffisant des instances publiques est un facteur de pauvreté, car la cupidité générale fondée philosophiquement sur une exégèse inadéquate de la « main invisible » définie par Adam Smith conduit à la constitution de patrimoines économiques nombreux qui se rapprochent des fameux « latifundias » qui ont ruiné l'Amérique latine. Si les inégalités entre les Etats sont intenses, elles s'accroissent aussi entre les citoyens des pays développés, notamment aux Etats-Unis, provoquant un nouvel essor des espaces de la pauvreté.

Le rôle des Etats dans les économies nationales est indiscutable. Vouloir opposer le règne du marché ou celui de l'Etat n'a pas de sens, car les deux entités doivent être complémentaires et marcher de concert. La question qui est posée porte surtout sur la place de chacun. D'abord, l'Etat⁸ fixe les règles qui permettent au marché de fonctionner, comme l'étendue des droits de propriété (entre l'usus, le fructus et l'abusus, trois notions proposées par le droit romain), la liberté d'entreprendre ou les règles relatives à l'héritage. Ensuite, la politique économique est justifiée par les dysfonctionnements des marchés. Ainsi, par exemple, sans lois antitrust, la concurrence pourrait

⁸ Barre, R., Fontanel, J. (1991), *Principes de politique économique*, L'économie en Plus, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble. Fontanel, J. (2001), *L'action économique de l'Etat*, Coll. Pour Comprendre, L'Harmattan, Paris. Fontanel, J. Samson I. (2002). *L'Etat, un agent économique contestable, mais irremplaçable. Humanisme et entreprise*, (253), 37-56. Fontanel, J., & Samson, I. (2003). *Les liaisons dangereuses entre l'État et l'économie russes*. Editions L'Harmattan.

disparaître, car l'entreprise la plus forte peut chercher à éliminer tous ses concurrents afin de conforter une situation de monopole de fait. Enfin, de nombreux biens collectifs publics s'avèrent nécessaires, comme la justice, la police, l'armée ou l'éducation. L'étendue de ces biens est discutable (faut-il, sans contrepartie du bénéficiaire, maintenir l'absence de paiement à l'entrée des Universités ?), mais c'est le type de société proposé par l'Etat qui définit l'étendue du marché. Il existe aussi des biens publics internationaux issus de négociations entre les Etats que seuls les pouvoirs publics peuvent faire respecter à l'intérieur du territoire national⁹. Le système d'économie de marché ne fonctionne que parce que l'Etat en détermine et en contrôle les contours et l'étendue, notamment en définissant les règles commerciales et financières et en assurant la sécurité interne et externe de leur fonctionnement¹⁰.

Des organisations interétatiques aux ordres du libéralisme

Pour l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), le Fonds Monétaire International (FMI) et l'Organisation des Nations Unies, la concurrence et le marché sont des facteurs de progrès économiques, de liberté et de paix. Au fond, la revendication à l'ouverture des frontières, au libéralisme et à l'essor du commerce international comme facteurs essentiels d'un développement économique capable de lutter contre la pauvreté et pour la paix¹¹, constitue l'idée maîtresse qui commande les actions et règlements de ces organisations internationales. Philosophiquement, cette idée accorde au respect et à la protection des initiatives individuelles une place déterminante qui justifie les conditions matérielles et sécuritaires des vainqueurs du marché, lieu de toutes les compétitions économiques et sociales. Sur la base du principe de primauté (supériorité du droit international sur le droit national pour les pays membres), les règles de fonctionnement de l'espace marchand, instituées par ces instances internationales, n'accordent à l'Etat qu'un rôle subsidiaire, même si certaines exceptions (en termes d'agriculture, de sécurité nationale, d'expression de biens publics régaliens, d'espaces d'intégration régionale ou continentale notamment) mettent en évidence des rapports de force entre les Etats qui avantagent les pays développés¹².

Les hypothèses admises concernant la capacité du libéralisme à développer un optimum économique équilibré n'ont jamais été réalistes au

⁹ Smith, R., & Fontanel, J. (2010). International security. Politics, Policy, Prospects Fontanel, J. (2016) La sécurité économique et sociétale : pour une conceptualisation humaniste multidimensionnelle, PSEI, Politique de Sécurité Européenne et Internationale, n° 3. <http://revel.unice.fr/psei/>

¹⁰ Smith, R., & Fontanel, J. (2010). International security. Politics, Policy, Prospects Fontanel, J. (2016) La sécurité économique et sociétale : pour une conceptualisation humaniste multidimensionnelle, PSEI, Politique de Sécurité Européenne et Internationale, n° 3. <http://revel.unice.fr/psei/>

¹¹ Fontanel, J. (2014), Le commerce international est-il un facteur de paix ? Politique étrangère, janvier 2014.

¹² La CNUCED a revendiqué la mise en place d'un système de préférence généralisé, permettant d'accorder quelques avantages aux pays les plus pauvres, les PMA, mais il y a d'importantes réticences à son application. Fontanel, J. (1995) Organisations économiques internationales, Masson, Paris.

regard des comportements concrets des acteurs économiques. Cependant, en économie, la connaissance scientifique et empirique ne pèse pas toujours bien lourd au regard de l'importance des intérêts (notamment patrimoniaux et financiers) en jeu. Si la montée en puissance des pays émergents semble attester de la capacité de la globalisation économique à diffuser la production des richesses dans de nouveaux territoires, le « mal développement » n'est pas pour autant éradiqué et il s'étale dorénavant dans certaines régions anciennement développées. En témoigne notamment la réapparition des bidonvilles en Europe, mais aussi la montée en puissance de la crainte et de l'existence du « mal logement », de la précarité ou de la pauvreté.

La CNUCED autrefois contestataire est aujourd'hui sans voix, elle a abandonné les principes soutenus par le « groupe des 77 » concernant l'organisation d'un « Nouvel Ordre Economique International » (NOEI)¹³. Elle a pourtant plusieurs fois reconnu que l'ouverture au commerce international ne constituait pas une condition nécessaire et suffisante pour réduire la pauvreté dans les pays les moins avancés (PMA) et qu'une action « volontariste » était nécessaire, ce qui suppose, a contrario, que le marché n'est pas en mesure de combattre seul la pauvreté et l'absence de développement économique. Le Parlement européen a appelé l'OMC à prendre en compte les besoins particuliers des pays en développement et des PMA, en engageant des procédures de traitements différentiels ciblées. Il a rappelé que "le commerce équitable, libre et équilibré peut servir d'outil à la croissance et contribuer à la lutte contre la pauvreté"¹⁴. Or, l'Europe est un soutien principal aux pratiques de l'OMC, qu'elle essaie par ailleurs d'élargir à l'intérieur de chaque Etat membre. Les résultats des actions des grandes organisations économiques internationales n'apparaissent pas toujours efficaces dans la lutte contre la pauvreté des pays en développement¹⁵.

De même, le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) défend certaines règles jugées fondamentales pour l'amélioration de la condition humaine, notamment l'éthique (lutte contre les violations des droits de l'homme), l'équité (réduction nationale et internationale des inégalités), l'intégration (rejet de l'exclusion et de la marginalité involontaire), la sécurité (réduction de l'insécurité systémique et l'amélioration du respect des règles collectives), la « durabilité » (la conservation de l'environnement) ou l'éradication de la misère et de la

¹³ Touatam A., Fontanel J. (2015) La CNUCED, de l'alternative au GATT à la collaboration avec l'OMC, *Annuaire Français des Relations Internationales*, AFRI, Paris. Fontanel, J., Touatam Antipas. (2002), *La myopie du FMI*, *Géoéconomie africaine*, Septembre. Fontanel, J., Touatam Antipas (2003), *The nearsightedness of the IMF*, *African Geopolitics*, n° 9, Winter, 2003.

¹⁴ Parlement européen/Actualité (2013), *Commerce international : les députés européens et nationaux demandent à l'OMC de maintenir l'approche multilatérale*
<http://www.europarl.europa.eu/news/fr/newsroom/content/20131202IPR29562/html/Commerce-international-maintenir-l'approche-multilatérale>

¹⁵ Matteudi, E., Fontanel, J. (2015), *L'action de l'OMC et de la CNUCED favorise-t-elle la réduction de la pauvreté dans le monde ?* *Annuaire Français des Relations Internationales*, Paris, 2015

pauvreté. Or, dans son fonctionnement, le système actuel exacerbe les crises d'identité, et les progrès concernant la sécurité des personnes et des Etats ne semblent pas encore s'exprimer avec efficacité dans le monde d'aujourd'hui. Au fond, les institutions internationales s'engagent dans les vœux pieux qui dépendent des aléas de l'histoire, mais certainement pas de leurs actions directes.

Dès la fin du XIXe siècle, les Etats développés ont satisfait la demande des entreprises d'exclusivité de leurs inventions à l'étranger (Convention de Berne pour la littérature et l'art, Convention de Paris pour l'industrie). L'OMPI (Organisation Mondiale de la Propriété Industrielle) ou WIPO (World Intellectual Property Organization), créée en 1967, est une institution spécialisée de l'ONU chargée d'organiser un système mondial de propriété intellectuelle fondé sur la coopération des Etats, en vue de stimuler la créativité et de protéger les « inventeurs » et « innovateurs »¹⁶. Elle établit des règles internationales applicables à tous les pays membres (presque tous les pays de l'ONU), elle règle les litiges, elle dispose de compétences et d'infrastructures techniques élaborées, elle encourage des programmes de coopération et elle est une source de référence mondiale d'information. Ainsi, des règles juridiques strictes sont mises en place pour interdire l'imitation ou la contrefaçon ou l'utilisation non marchande de techniques et produits brevetés. Il s'agit incontestablement d'une protection des entreprises capables d'innover et leur permettre de bénéficier financièrement de leurs découvertes. Il ne fait aucun doute que, dans ce cas, la compétition équilibrée n'existe plus, les pays développés disposant ainsi d'un avantage comparatif considérable au regard de leur capacité d'investissement dans la recherche-développement et de leur système de protection des marques.

Ainsi, contrairement aux idées qu'elles défendent officiellement, les grandes puissances politiques et économiques se sont développées sur la base d'une protection de leurs économies et elles conduisent toujours des politiques de type mercantiliste, en modifiant, à leur profit, les conditions d'une compétition loyale. Ainsi, dans son discours sur l'état de l'Union du 27 janvier 2000, Bill Clinton affirmait que : “ Pour réaliser toutes les opportunités de notre économie, nous devons dépasser nos frontières et mettre en forme la révolution qui fait tomber les barrières et met en place de nouveaux réseaux parmi les nations et les individus, les économies et les cultures... Nous devons être au centre de tout réseau global. Nous devons admettre que nous ne pouvons bâtir notre avenir sans aider les autres à bâtir le leur ” (sous entendu « à notre image »)¹⁷. Il s'agit alors d'étendre le commerce international à l'ensemble des marchés, avec de nouveaux standards (notamment culturels et politiques afférents) dont la grande

¹⁶ Fontanel, J. (1981, 1995), Organisations économiques internationales, Ed. Masson, Paris.

¹⁷ Clinton, B. (2000), <http://www.whitehouse.gov/WH/SOTU00/sotu-text.html>, Discours sur l'Etat de la Nation.

puissance a la maîtrise. Ensuite, les codes de conduite définis par les acteurs économiques dominants (comme les lois anti-corruption, les normes sanitaires ou la protection de l'environnement) doivent être acceptées par la communauté internationale, sous peine de sanctions économiques ou politiques. L'intérêt national du pays qui assume le leadership mondial prévaut sur la notion de bien public international. Enfin, la promotion de la démocratie et de la paix n'est admise que dans le cadre étroit de la libéralisation des économies.

Pour maintenir son leadership, les Etats-Unis ont engagés des procédures de négociation directes avec les Etats des espaces du Pacifique et de l'Atlantique. C'est dans ce cadre que l'accord quinquennal de partenariat transpacifique (TPP) signé en octobre 2015 définit avait défini les détails du plus grand projet de zone de libre-échange du monde. Douze pays étaient concernés : l'Australie, Brunei, le Canada, le Chili, le Japon, la Malaisie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, Singapour, les Etats-Unis et le Vietnam. De nombreuses dispositions étaient restées secrètes, ce qui a soulevé quelques inquiétudes concernant les faveurs éventuelles accordées aux entreprises multinationales face aux intérêts des consommateurs. Cet accord se proposait à la fois d'inciter la Chine à adopter ces nouvelles règles en matière de commerce, d'investissement et de droit commercial et à élargir les marchés des produits agricoles. La Chine apparaît souvent comme un passager clandestin dans un commerce international qu'il domine pourtant dans plusieurs secteurs. Entre les résultats des négociations pour l'entrée de la Chine en 2001 dans l'Organisation Mondiale du Commerce et la pratique de son action en 2017, l'écart reste important et pas toujours maîtrisé. La constatation de la réussite de l'industrie chinoise dans la compétition internationale reste une énigme, comment peut-elle emporter de nombreux marchés internationaux sans respecter les règles qu'elle s'était pourtant engagée à respecter progressivement¹⁸. Cette acceptation par tous les Etats d'une situation de fait témoigne de la force démographique et politique de la Chine, laquelle utilise l'OMC comme un bouclier pour protéger sa politique mercantiliste de l'innovation. Il en a résulté des avantages importants accordés, sans les contreparties promises et jamais respectées.

Aujourd'hui, Donald Trump a remis en cause cette politique, laquelle profite d'ailleurs surtout aux grandes firmes multinationales. Un comportement similaire est d'ailleurs observé à l'égard du TAFTA concernant les pays occidentaux. La question qui devrait être posée assez rapidement est de savoir si les Etats-Unis vont s'affranchir des règles de l'OMC et s'engager dans une guerre commerciale en vue de « réindustrialiser » l'Amérique.

¹⁸ Ezell, S.J., Atkinson, R.D. (2015), False Promises : The Gap Between China's WTO Commitments and Practices, Information Technology & Innovation Foundation, 1 September, 2015-false-promises-china.pdf

Le poids des organismes privés

Pour Clausewitz, deux chemins mènent à la victoire, la lutte armée ou le contrôle des ressources dont dépend la partie adverse ou ennemie. En revanche, il avait négligé l'importance de la mise en place de normes technologiques et commerciales internationales, dont le contrôle était un ingrédient important pour le leadership et la domination d'un pays. Si le contrôle des matières premières et des matières énergétiques demeure un instrument important de stratégies des grandes puissances, dans l'ère moderne la lutte armée ne produit que trop rarement les résultats souhaités face à la résistances des peuples.

Les règles internationales prêtent parfois à confusion. Il est difficile de mesurer le poids des politiques d'appauvrissement (*beggar-thy-neighbour*) de ses voisins engagées par un pays parfois ami. Les entreprises internationales ne sont pas toujours conscientes des risques inhérents aux activités mondialisées et aux règles internationales qui parfois ne reconnaissent pas les coutumes locales agréées. Par exemple, il est parfois difficile de déterminer la frontière entre le paiement d'une commission légitime, les coutumes locales et la corruption. Aux Etats-Unis, le « *Corrupt Practices Act* » a conduit les entreprises et les banques étrangères à payer de lourdes amendes.

Aujourd'hui, Apple et Google, protégés par le système des brevets constitutifs de monopoles de fait, disposent d'une valorisation boursière cumulée de plus de 1300 milliards de dollars, soit plus que le PIB de chaque pays européens, à l'exception de l'Allemagne, la Russie, la France, le Royaume-Uni et l'Italie, plus que celui de l'Espagne. Après de nombreuses procédures judiciaires concernant les brevets, Microsoft et Google (filiale d'Alphabet) ont décidé de travailler plutôt ensemble, ce qui ne peut manquer d'inquiéter. Malgré les contestations virtuelles, qui modifient la forme sans pour autant remettre en cause le fond, les règles du marché fonctionnent surtout pour protéger les puissantes entreprises, lesquelles sont capables, in fine, de faire ou défaire dans l'ombre les gouvernements, et d'influencer les instances internationales dans lesquelles, lorsque c'est nécessaire, elles puisent souvent leur personnel de direction.

Le secret des affaires ne fait pas toujours l'objet d'analyses économiques significatives, mais il concerne fortement les intérêts de la propriété intellectuelle¹⁹. Les processus de production de Coca-Cola ou de Kentucky Fried Chicken sont protégés, au même titre que des algorithmes des ordinateurs ou des techniques financières. Ces secrets offrent une valeur immense aux grandes entreprises, propriétaires d'un véritable monopole protégé par les lois nationales et internationales. La Chambre de Commerce

¹⁹ Senate Judiciary Committee (2015), *Protecting Trade Secrets: The Impact of Trade Secret Theft on American Competitiveness and Potential Solutions to Remedy This Harm*— Hearing - December 2, 2015 <http://www.judiciary.senate.gov/meetings/protecting-trade-secrets-the-impact-of-trade-secret-theft-on-american-competitiveness-and-potential-solutions-to-remedy-this-harm>

des Etats-Unis estiment à 5000 milliards de dollars la valeur des secrets des affaires. Sa protection est soutenue par les organismes officiels²⁰. Autrement dit, dans le système de marché s'instaurent des monopoles reconnus, soutenus et protégés légalement. Certes, il est souvent fait mention d'oligopoles soutenables, mais avec la notion des marques protégées il s'agit plutôt d'un monopole oligopolistique, qu'une situation d'oligopole monopolistique.

Face à ce type de critique selon laquelle la pauvreté n'est pas seulement matérielle, John Rawls²¹ a expliqué, en son temps, que le « mal développement » est souvent le résultat d'une culture politique d'oppression, de pratiques de corruption et d'institutions inadaptées fondées sur des traditions religieuses et philosophiques spécifiques. Il considère que les inégalités économiques sont alors moralement acceptables, car elles sont le résultat de choix historiques décidés librement par chaque peuple. Cette conception « minimaliste » néglige évidemment l'histoire des peuples, comme l'esclavage, le colonialisme, les génocides, les rapports de force et les oppressions, l'absence d'éducation ou plus simplement l'expression d'une culture aux antipodes du matérialisme. De ce fait, la responsabilité morale de l'extrême pauvreté limite l'action des pays développés à un simple « devoir d'assistance ».

Pour les défenseurs du fonctionnement pur et dur du marché, l'intérêt individuel est inné dans le comportement des hommes et il produit, in fine, la meilleure situation collective possible lorsque toutes les libertés sont respectées, notamment dans l'ordre économique et systémique. Cependant, par débordement ou retombées progressives, ce système, par miracle (exercice de la « main invisible » pour Adam Smith), fait accessoirement profiter à d'autres couches de la population de l'accroissement des richesses ainsi produites. La réduction de la pauvreté n'est pas l'objectif, mais elle est la conséquence d'une action fondée sur l'innovation déployée par un investisseur en vue d'améliorer d'abord ses propres conditions de vie. Pourtant, toute nouvelle innovation est aussi une cause de destructions, lesquelles entraînent des retombées négatives sur le niveau de vie des personnes dépendantes de structures à la fois anciennes et de moins en moins productrices de valeur ajoutée. Dans ce cas, si l'intervention de l'Etat pour protéger les victimes « économiques » ne doit pas être revendiquée, la lutte contre la pauvreté est donc secondarisée, elle est même jugée inefficace, car elle réduit la propension à agir des personnes aptes à innover, dont la plupart sont mus par la volonté de gagner encore et encore de l'argent, dans un monde de cupidité valorisée socialement.

²⁰ U.S. Senate (2015), Hearing on protecting Trade Secrets : The impact of Trade secret theft on American Competitiveness and Potential Solutions to Remedy this Harm, United States Committee on the Judiciary, December 2. <https://www.judiciary.senate.gov/imo/media/doc/12-02-15%20Pooley%20Testimony.pdf>

²¹ Rawls, J. (1997), A Theory of Justice, Harvard University Press, Harvard.

Dans ce cadre, les protections étatiques ne peuvent exister pour empêcher la concurrence. Or, les grandes entreprises ont réussi à obtenir des règles de droit qui condamnent, dans certaines conditions, l'imitation des produits qui n'aurait pas fait l'objet d'une contrepartie financière. Ainsi, les brevets sont protégés dans le cadre d'un monopole revendiqué. L'Etat intervient pour protéger une innovation au nom de l'intérêt individuel. En revanche, il ne peut pas théoriquement intervenir pour secourir les victimes des mutations économiques, car il défendrait alors des intérêts particuliers jugés particulièrement inaptes à l'essor des innovations. La seule contrainte qui existe dans une démocratie est d'ordre politique, les votes pour la gouvernance publique. La mise en place d'un Etat providence a permis de peaufiner la perception de la logique de la concurrence comme expression de la meilleure situation économique pour la communauté. Cependant, elle reste fragile et elle est régulièrement contestée par les pouvoirs dominants. Les dirigeants des monopoles organisés sous l'égide du bon fonctionnement du marché dominant aussi les moyens de communication et les réseaux sociaux, ils font alors prévaloir l'idée selon laquelle leurs intérêts particuliers sont toujours conformes à l'intérêt collectif.

Aujourd'hui, le mode de production actuel pose des problèmes structurels graves qu'il convient de prévenir. Les robots et les machines peuvent aider à éliminer la rareté, mais des situations de monopole créées de toutes pièces grâce à l'application de lois complaisantes conduisent à une privatisation excessive de la valeur ajoutée ainsi produite. La révolution technologique, dans sa forme la plus systématique et achevée, est susceptible d'avoir des effets considérables sur la vie des salariés, avec une forte destruction d'emplois anciens et une faible création d'emplois nouveaux²². Sans contrôle, elle conduit inexorablement, ceteris paribus, à un chômage de masse, notamment pour les travailleurs peu mobiles, aux compétences inadaptées et aux bases de formation insuffisantes. En 2017, l'économie numérique américaine produit 0,5 % des emplois disponibles. De nombreuses industries anciennes utilisent ces technologies qui réduisent drastiquement le potentiel de création d'emplois. Si en 2013, Facebook comptait un peu plus de 7000 employés, contre 430.000 pour IBM, en 2017, il y a 17.000 salariés dans Facebook, mais à peine plus de 100.000 chez IBM. Les entreprises spécialisées recrutent peu. Elles requièrent peu d'investissement de départ et le travail non spécialisé n'est sollicité qu'en quantité réduite.

Les nouvelles méthodes de programmation informatique vont aggraver les inégalités sociales, car les algorithmes ou les robots détruisent des emplois, habituellement occupés par la classe moyenne.

²² Berger, T., & Frey, C. B. (2015). Industrial renewal in the 21st century: evidence from US cities. *Regional Studies*, 1-10.

Certes, l'intelligence artificielle est incapable (pour l'instant ?) de décrire précisément l'intelligence humaine, elle ne le simule pas, elle utilise plutôt des modèles et des algorithmes statistiques sur la base de données massives traitées quasi instantanément. Elle aide le travail des hommes, c'est une assistante performante capable de fournir des informations précises sur la base de questions bien posées par le travailleur. Le paradoxe de Moravec rappelle que certaines actions simples pour nous sont compliquées à mettre en place par l'intelligence artificielle, comme marcher, monter les escaliers ou manipuler des objets. En fait, il est difficile à l'intelligence artificielle de réaliser des actions simplistes pour l'homme, à faire face aux circonstances exceptionnelles ou à définir une éthique, mais elle peut aussi aider la décision en formulant, par exemple, des diagnostic précis dans de très nombreux cas de maladies au regard des symptômes révélés et de fournir les médicaments en prenant en compte tous les contre-indications relatives aux différents composants de la thérapie. Il n'empêche que le travail répétitif était géré par des hommes qui vont ensuite perdre leurs emplois, sans contreparties s'il n'y a pas un système social qui leur permet une reconversion et un soutien financier.

Aujourd'hui, l'automatisation donne un nouveau pouvoir aux détenteurs du capital. Le nombre d'emplois va stagner puis se réduire, au point où deux économies parallèles seront constituées. L'une disposera de moyens conséquents et vivra dans une économie de marché spécifique, fondée sur des produits de luxe inabornables pour la grande majorité des personnes. Elle s'inscrira en vase clos au niveau de la consommation, mais elle utilisera, à terme, les personnes en nombre réduit capables de faire fonctionner les robots qui leur donneront un poids financier peu controversé par les employés déjà satisfaits d'obtenir un salaire satisfaisant face à une « armée de réserve » de chômeurs en déshérence psychologique, économique et sociale. L'autre s'inscrira dans une économie modeste, située quasiment au niveau du minimum vital, comme l'avaient d'ailleurs prévus les grands classiques britanniques avec l'émergence, au terme du capitalisme, d'un état stationnaire. Cette évolution est dangereuse, car elle accroît les inégalités, le chômage et même la déflation à venir du fait de la demande réduite des consommateurs. Une redistribution massive devra être mise en place dans les sociétés postindustrielles, si l'on veut éviter les émeutes et les révolutions politiques.

Depuis 1990, malgré les crises financières et l'essor de la précarité, les organisations internationales continuent à encourager la globalisation économique, en considérant que les problèmes rencontrés dans de nombreux Etats trouveront nécessairement une solution à long terme, négligeant pourtant l'avis de Keynes pour lequel « dans le long terme nous serons tous morts ». Cette félicité revendiquée par Francis Fukuyama avec sa « fin de l'histoire » n'est pourtant pas encore apparue et les crises récurrentes

commencent à inquiéter le citoyen et même les Etats. Le principe « *Trade, not aid* » cher à Washington n'a pas fonctionné pour les pays en développement. La précarité s'est installée dans nombre de pays développés. Les Etats se revendiquent du libéralisme sur une base quasi « scientifique » de l'efficacité du marché. Cependant, aussi bien pour les brevets que pour le travail les règles de ce libéralisme ne sont pas respectées. Ainsi, le recrutement « numérique » des offres d'emploi (sur la base d'enchères, favorable au « moins disant », à compétences égales des salariés) est contesté légalement, alors que les bases de la théorie néo-classique sont fondées sur la concurrence pure, et donc sur un univers d'information parfaite, que les enchères représentent au mieux, in fine. La croissance des exportations et la libéralisation des économies nationales n'ont pas été associées à une réduction significative de la pauvreté, mais plutôt à une désindustrialisation lorsque les pays étaient exposés à la concurrence internationale. L'éradication de la pauvreté n'est pas l'objectif immédiat des institutions mondiales. Les faits sont têtus, mais les intérêts des plus forts sont toujours défendus prioritairement.

Des entreprises « managées » selon des règles souvent discutables

Le management est assuré légalement par la personne physique ou morale qui est majoritaire dans la société, notamment dans les PME (petites et moyennes entreprises). Les pratiques de gestion sont hétérogènes, car elles dépendent de la formation, du milieu social et des ambitions du chef d'entreprise. Le combat syndical a cependant permis l'élaboration de règles protectrices pour les salariés, par la légalisation d'un revenu minimum, la mise en place de grilles de classification, la définition des heures de travail hebdomadaire maximum, des exigences concernant les conditions de sécurité et les pratiques légales d'exercice des rapports sociaux. Les entreprises les plus modernes s'engagent dans une stratégie plus libre, fondée sur le contrat, refusant le système unique du « top-down » pour laisser place aux actes de gestion individualisés, qui concernent aussi bien les rémunérations que les heures et les conditions de travail. Enfin, les instituts de recherche ou les « start up » ont des règles formelles établies par les pairs. Il s'agit d'un échange constant entre les principaux protagonistes, sur la base de valeurs au travail supposées partagées. La concurrence s'exprime autant sur le potentiel de valorisation personnelle au sein de l'établissement que par la fiche de paie. Ces modalités de gestion ne sont pas toujours « pures », mais elles donnent une orientation qui est accentuée ou nuancée par la connaissance des sciences de gestion.

L'apprentissage du « management » est essentiel. Il a pour objectif notamment de définir les conditions de la production, de la vente et de la gestion financière de la firme. La plupart des processus sont inscrits dans les gènes de l'économie industrielle. Ils impliquent une obéissance hiérarchique

au travail, une activité plus ou moins précise selon le degré de responsabilité (souvent fixée par une fiche d'emploi), des heures de labeur bien calibrées (parfois nationalement), des rémunérations discutées personnellement ou négociées collectivement, des calculs comptables standardisés, une direction aux responsabilités à définir entre le chef d'entreprise et les actionnaires. En fait, les individus entrent dans des entreprises déjà structurées, qu'il leur faut comprendre et respecter, rarement à définir eux-mêmes, sauf dans les PME et surtout dans certaines formes de « start-up ».

Les sciences de gestion ont pour fonction de définir les meilleures organisations possibles en vue d'un profit maximal à dégager par l'entité, ce qui implique de produire et de vendre mieux que les concurrents en direction d'un segment de marché plus ou moins ouvert géographiquement ou en termes de gammes et de produits spécialisés²³. Elles ont pour objectif d'améliorer la productivité globale de la firme, compte tenu des lois sociales (travail des femmes et des enfants, travail de nuit, droit au syndicat ou de grève, limitation de la durée du travail, salaire minimum, assurances sociales, etc.). Sur cette base, il s'agit d'une part d'organiser le travail de manière scientifique (taylorisme, par exemple) en vue d'améliorer la performance de chacun, et d'autre part de mettre en évidence les écarts entre le travail prescrit et le travail réalisé de fait²⁴. Les règles de la direction ne sont généralement pas complètement appliquées, car l'organisation du travail implique l'apparition d'impondérables qui modifient les résultats attendus. La culture et les valeurs de chaque personne intervenant dans le processus de la production et de la vente sont particulières, elles exercent une influence importante sur le processus de la vie sociale dans l'entreprise, le plaisir ou le dégoût au travail, la solidarité recherchée entre tous les membres ou leur mise en concurrence. « In fine », il est courant que les salariés connaissent mieux les outils de travail dont ils disposent que les directeurs d'entreprise pour savoir effectivement comment les utiliser dans le sens d'une performance améliorée. L'écart entre le « prévu » et le « réel » s'est accru avec l'informatisation des entreprises, notamment parce que le contrôle strict des opérations limite l'autonomie professionnelle des salariés et développe un stress peu favorable à la productivité. D'ailleurs celle-ci n'a pas été particulièrement améliorée par Internet ou par l'ordinateur. En fait ces outils sont parfois contreproductifs, quand ils empêchent les travailleurs de réagir conformément à leurs connaissances et intuitions, notamment quand ils doivent se contenter de développer leurs activités sur la base de schémas qu'ils n'arrivent pas à s'approprier.

Or, les sciences de gestion continuent à construire de nouveaux outils toujours plus efficaces, plus rationnels. Les étudiants formés dans les grandes

²³ Déry, R., Pezet, A. Sardais, C. (2015), *Le management (manuel et guide de l'étudiant)*, JFD Editions, Montréal.

²⁴ Reverchon, A. (2016), *Le règne des managers*, Le Monde, 10 Septembre..

écoles acquièrent des principes, des règles, des instruments qu'ils auront beaucoup de difficulté à remettre en cause le moment venu. Ils sont souvent convaincus qu'il y a une solution meilleure que les autres, sans prendre en compte le temps, la géographie, les réactions sociales et les événements politiques qui les entourent. Ils ont le sentiment de mieux comprendre le métier que la base, le produit n'étant qu'un moyen pour faire du profit. Pourtant, les réformes sont décidées par des experts et des conseillers en nombre limité, souvent sans discussion préalable avec les personnes qui devront appliquer ces nouvelles méthodes. Elles sont quasi permanentes, car un outil fabriqué dans une thèse remplace celui qui l'avait précédé. Les réformes sans cesse renouvelées sont souvent destructrices, elles sapent la confiance des travailleurs et créent une incertitude excessive au regard des résultats attendus, souvent d'ailleurs en excès au regard des résultats réels.

La gestion des entreprises applique des méthodes scientifiques. Si toutes les entreprises les appliquent, il y aura toujours des gagnants et des perdants, selon le principe de la concurrence. Dans ce contexte, on peut concevoir que certaines « compétences » s'apparentent à des intuitions, à la capacité à opérer un calcul mieux informé, à des données élargies, mais aussi à l'application de principes économiques et financiers qui échappent aux règles habituelles de la gestion et qui concernent l'utilisation des brevets, l'utilisation de la loi à des fins qui n'étaient pas prévues par leurs rédacteurs, au recours aux paradis fiscaux, à l'amélioration des conditions de travail et de rémunérations des salariés ou encore à la délocalisation pour réduire les coûts.

Les inégalités, justifiées par le système de valeurs

La place excessive que le sport, comme spectacle médiatisé, feuilleton à suspens et processus d'information, exerce dans la vie quotidienne des personnes dans le monde entier n'est pas anodine. Elle exprime l'avancée des règles de la mondialisation, avec la constitution d'équipes de mercenaires très bien payés, qui répondent aux lois de l'offre et de la demande, sur un marché étroit. Ainsi, il n'existe plus de préférence nationale ou locale, seules les lois de la compétence, des résultats et du profit prévalent, avec des salaires si élevés que les dirigeants d'entreprise se sentent justifiés ensuite à réclamer pour leur propre compte, au regard de leur talent supposé²⁵. Le sport est un

²⁵ Fontanel, G., Bensahel, L., Fontanel, J. (2009), Le sport, expression suprême de la mondialisation économique, in Maxence et Jacques Fontanel (Ed.) (2009), Géoeconomie du sport. Le sport au coeur de la politique et de l'économie internationales, Collection "Les idées et les théories à l'épreuve des faits", L'Harmattan, Paris. Fontanel, J. (2009), En guise d'introduction : le rôle socio-économique du sport professionnel, in Regards sur l'économie et le management du sport et des sportifs professionnels, (Jacques Fontanel, Liliane Bensahel, Pierre Chaix, Eds.), Collection Librairie des Humanités, L'Harmattan, Paris. 2009. Fontanel, J., Bensahel, L. (2001), Réflexions sur l'économie du sport, Colle Economie en Plus. PUG, Grenoble.

apprentissage du capitalisme, du principe « the winner takes all » et des inégalités entre les hommes.

Les valeurs fondamentales du système mondial d'aujourd'hui sont principalement économiques, matérielles et commerciales. L'OMS aurait pu devenir un grand centre de santé disponible pour le monde entier, mais elle doit d'abord respecter les normes internationales portant sur la liberté du commerce, la propriété industrielle et les valeurs du monde marchand. Si la concurrence est exigée dans tout le système productif, le système des brevets, des marques ou des droits intellectuels installe autant de protections de types monopolistes qui sont contraires au vrai libéralisme. La découverte d'un médicament capable de soigner toutes les personnes atteintes d'un mal n'est disponible que dans un système marchand qui sait jouer des rapports de force pour s'enrichir²⁶. Le Ciss, collectif de défense des patients, dénonce les marges « exorbitantes » des laboratoires avec les médicaments innovants et il réclame un mécanisme nouveau de fixation des prix. Les prix de ces médicaments sont fondés d'abord sur leur valeur thérapeutique, alors que le critère du coût réel n'est pas pris en compte. L'Assurance maladie n'a pas été créée pour produire des rentes financières élevées, souvent spéculatives²⁷. Les frais de marketing des industries pharmaceutiques sont deux fois plus élevés que les coûts relatifs à la recherche-développement²⁸. Dans ce contexte, il est impossible d'affirmer que le système a pour objectif de favoriser le « bien-être » des individus. L'éthique n'est que très rarement mise en avant dans les décisions des entreprises privées²⁹. Il existe deux types d'affaires, celles de l'économie réelle qui cherchent à payer des salaires décents et à déterminer des prix ouvrant des gammes disponibles pour tous les consommateurs. Il existe aussi une économie « parasite »³⁰ qui utilise généralement la misère pour diminuer les salaires, échapper à sa participation au financement des

²⁶ Du jour au lendemain, le Daraprim (Malocide en France), un traitement contre la toxoplasmose, une infection parasitaire dangereuse, notamment chez les patients avec un système immunitaire déficient est passé, sans raison évidente, de 13,50 dollars la tablette à 750 dollars plus de 5500% d'augmentation. Créé il y a 62 ans, il a été racheté en août par Turing Pharmaceuticals, une start-up dirigée par un ancien patron de fonds spéculatif, ce qui rend le coût du traitement prohibitif pour les hôpitaux et des milliers de patients. Pour l'entreprise, cette décision optimisait sa production.

²⁷ Solvadi, un médicament contre l'hépatite C, vendue par Gilead, un laboratoire américain, permet en 12 semaines de guérir à 95 % les malades, pour un coût total de 41.000 euros. Il faut presque 12 ans pour mettre au point un médicament, c'est un processus risqué car 7% des médicaments « innovants » arrivent sur le marché. Il n'en reste pas moins vrai que lorsqu'il s'agit de vie ou de mort, le prix sur le marché est toujours plus élevé, car la valeur thérapeutique est privilégiée. Sciences&Avenir (2016), Médicaments innovants : les laboratoires accusés de « marges exorbitantes », 21 Juin.

²⁸ Ligue contre le cancer (2016), Pétition Change, 7 avril.

²⁹ - Fontanel, J. (2007), Ethique, démocratie et économie mondialisée. Quelle éthique ? in « Questions d'éthique », Collection « Les idées et les théories à l'épreuve des faits », J. Fontanel, (Ed). L'Harmattan, Paris. Fontanel, J. (2007), Ethique, solidarité et économie mondialisée. Quelle éthique ? in « Questions d'éthique », Coll. « Les idées et les théories à l'épreuve des faits », J. Fontanel, (Ed). L'Harmattan, Paris. Fontanel, J. (2007), Questions d'éthique, Coll. « Les idées et les théories à l'épreuve des faits », L'Harmattan, Paris. Fontanel, J. (1994). La conversion économique du secteur militaire. Economica. Paris.

³⁰ Hanquer, N. (2016), Confronting the Parasite Economy, American Prospect – Article - May 16, <http://prospect.org/article/confronting-parasite-economy>

biens publics ou profiter des situations de monopole permises par la loi (notamment les brevets, la propriété intellectuelle et industrielle) pour accélérer « l'économie de la cupidité et de la prédation ».

La poursuite sans fin des intérêts des dirigeants d'entreprise ou des Etats conduit à des excès de pollution, à des processus de désertification ou à des dégâts environnementaux irréversibles, indépendamment des questions concernant le changement de climat, un thème de bien peu de poids au regard de la politique du profit et de la prégnance de la maximisation des intérêts personnels bien compris. Sans contrôles constants, les entreprises sont souvent conduites par leur recherche du profit à des abus qui touchent à la santé des personnes dans le secteur alimentaire (notamment avec les pesticides ou autres produits aux ingrédients discutables), mais aussi à la pollution de l'air, de l'eau, de la terre avec des incidences graves pour les populations. Pendant plus d'un an, la société Lafarge a souhaité, coûte que coûte, maintenir l'activité de la cimenterie Jilabiya, au prix de certains arrangements avec Daech, notamment le paiement d'une licence et le versement de taxes ou impôts divers. L'argent n'a pas d'odeur.

Dans le même temps, un rapport de la Banque mondiale estime que la planète comptera 100 millions de personnes supplémentaires vivant dans l'extrême pauvreté d'ici à 2030 en Afrique et en Inde si aucune action n'est prise pour limiter l'impact du réchauffement climatique. Une flambée des prix alimentaires est attendue dans des régions où la consommation alimentaire est déjà très importante, supérieure à 60 % des revenus des ménages. En Inde, les dérèglements climatiques pourraient conduire 45 millions de personnes sous le seuil de l'extrême pauvreté, du fait des chocs agricoles et de la prolifération plus rapide des maladies (notamment le paludisme et les maladies diarrhéiques) qui en résultent. Seule une action internationale peut résoudre cette question. Faut-il toujours se fier à l'intérêt individuel comme base fondamentale de l'action économique ?

L'accord de partenariat transpacifique donne une information intéressante sur l'avenir de l'accord transatlantique entre les Etats-Unis et l'Europe, qui devait être conclu en 2016, mais auquel Donald Trump a mis fin dès son arrivée à la Présidence. Les enjeux politiques s'annoncent importants au regard des oppositions qui ne manqueront pas de se manifester à l'encontre de ce libéralisme débridé, aux conséquences sociales indubitablement significatives, concernant les exploitants agricoles, les contentieux entre les investisseurs étrangers, les échanges de données à travers les frontières (accordant ainsi un pouvoir accru en faveur des firmes multinationales) ou les normes de protection des travailleurs. Le mécanisme d'arbitrage permet aux firmes multinationales d'attaquer en justice les Etats lorsque leurs intérêts sont menacés par une action publique. Nul doute que cette disposition rencontrera un mouvement de protestation suffisamment fort pour être à l'origine d'un conflit politique important dans l'ensemble des pays membres.

Les inégalités entre les Etats sont considérables. Le gouvernement des Etats-Unis dispose du privilège du dollar. La quasi-totalité des engagements extérieurs américains sont exprimés en dollars, alors que 70 % des avoirs à l'étranger sont libellés en d'autres monnaies³¹. Privilège exorbitant, une dépréciation de 10 % du dollar augmente la valeur des avoirs à l'étranger de 5,9 % du PIB du reste du monde vers les Etats-Unis, alors que le déficit commercial US équivaut à 5,3 % du PIB. La baisse du dollar bénéficie aux exportations et augmente en même temps les avoirs américains. Les acteurs économiques américains optent aujourd'hui pour des investissements étrangers de plus en plus risqués, alors même que les USA exercent le rôle d'assureur du reste du monde, en empruntant à court terme et en prêtant à long terme, avec une marge d'intermédiation significative due à l'écart entre le rendement des avoirs extérieurs et le coût de leurs engagements. Aujourd'hui, les USA font moins de prêts bancaires, mais plus d'investissements directs à l'étranger risqués, mais à haut rendement, ou de prises de participation. Le bilan des pays ressemble à celui d'une société de capital-risque. C'est très dangereux pour l'ensemble du système, notamment en cas de nouvelle crise financière.

Le fondement des inégalités ne trouve pas sa source seulement dans l'évolution des technologies ou de la globalisation. Il provient aussi de la capacité des forces privilégiées à ciseler les règles du marché qui leur conviennent. Ainsi, la globalisation industrielle et l'usage des « supply chain » impliquant des pays à faibles revenus ont élargi les inégalités nationales. De même, l'ouverture des frontières aux flux de capitaux débouche inéluctablement sur des inégalités croissantes et elle devient rapidement, selon les économistes du Fonds Monétaire International, une cause d'inéquité³². Elle est souvent la source de volatilité financière, laquelle conduit ensuite à des crises économiques qui touchent d'abord les agents économiques en situation précaire en termes de revenus et d'emplois. Or, les économistes ont souvent revendiqués cette ouverture, ils ont même incité les pays en développement ou émergents à en accepter les règles, comme au Chili ou en Argentine. En 1997 la Corée du Sud, la Thaïlande et l'Indonésie ont connu une grave crise économique, avec le retrait de capitaux partis à l'étranger. La menace de délocalisation affaiblit le pouvoir de négociation des salariés des pays développés, alors que le capital, plus mobile, bénéficie de cette opportunité³³. L'impact est encore plus fort lorsque la libéralisation s'accompagne d'une crise financière et dans les pays disposant d'institutions financières de petite taille. La libéralisation des capitaux peut avoir un effet positif si les institutions financières du pays sont prêtes à les recevoir ou si

³¹ FMI (2015), Hélène Rey, Agent provocateur 2015, Finances et Développement, Juin.

³² Furceri, D., Loungani, P. (2016), L'ouverture, cause d'inéquité, Finances et Développement, FMI, Mars. P. 43-46.

³³ Rodrik, D. (1997), Has Globalization Gone too far ? Peterson Institute for International Economic Papers, Washington.

des effets compensateurs peuvent s'exprimer³⁴. Cependant, « les chiffres confirment la diminution marquée de la part des revenus du travail à la suite de la libéralisation du compte de capital »³⁵. L'effet est plus fort dans les pays développés que dans les pays émergents. En conclusion, pour les pays développés, les avantages économiques de la libéralisation l'emportent si elle n'est pas suivie d'une crise financière, mais elle accroît toujours les inégalités internes.

La question qui se pose aujourd'hui est de comprendre pourquoi les nations avancées n'ont pas réussi à progresser et vivent dans un stress économique croissant ? Certes les technologies et la globalisation réduisent la compétitivité de ces économies, du fait du coût du travail ou des machines dirigées directement par les ordinateurs. Il est nécessaire qu'un gouvernement actif augmente les impôts pour les plus fortunés, qu'il investisse dans l'essor des écoles et universités en vue de rendre les travailleurs plus productifs et de redistribuer aux indigents. L'Etat ne doit pas réduire son action économique. On assiste cependant à une concentration de pouvoir politique dans les élites entrepreneuriale et financière et celle-ci est capable d'influer sur les règles applicables à l'économie nationale et internationale. La discussion sur le libre marché ou l'action de l'Etat n'est pas satisfaisante. Le discours sur la pression fiscale excessive est alimenté par les classes les plus aisées, en vue de réduire leur contribution à l'effort collectif³⁶.

Aujourd'hui, le marché est organisé de manière différente de ce qu'il était il y a un demi siècle, ce qui empêche d'élargir la distribution des avantages de la prospérité. L'idée selon laquelle chacun est payé en fonction de ce qu'il mérite selon les règles du marché n'est pas satisfaisante si l'on n'analyse pas aussi les institutions politiques et légales qui définissent le marché. La question est de savoir si celles-ci sont justifiées collectivement. Or, le pouvoir des groupes est ignoré dans ce type de conception et il est inutile de discuter du bon fonctionnement du marché, lequel détermine ce qui revient normalement à chacun. Alors qu'il avait augmenté pendant les 30 Glorieuses, le salaire médian des 90 % les plus pauvres a stagné pendant les 30 années qui ont suivi, malgré l'augmentation continue de la productivité. En outre, entre 2004 et 2014³⁷, le revenu médian des ménages aux Etats-Unis a baissé de 13 %, alors même que ses dépenses (logement compris) ont augmenté de 14%³⁸. L'Américain moyen est moins aisé depuis l'apparition des technologies du software, la globalisation et la numérisation détruisent de

³⁴ Otker-Robe, I., Podpiera, A.M. (2013), *The Social Impact of Financial Crises : Evidence from the Global Financial Crisis*, World Bank Policy Research Working, Paper 6703. Washington.

³⁵ Furceri, D., Loungani, P. (2016) *Op.Cit.*, p. 45.

³⁶ Joly, E. (2016), *Pour en finir avec l'impunité fiscale*, Le Monde diplomatique, Juin.

³⁷ Il semble cependant que depuis 2014, les revenus des ménages augmentent.

³⁸ Pew Charitable Trusts (2016), *Household Expenditures and Income*, The Pew Charitable Trusts Research & Analysis - Issue Brief - March 30, <http://www.pewtrusts.org/en/research-and-analysis/issue-briefs/2016/03/household-expenditures-and-income>

nombreux anciens emplois. Les ménages sont de plus en plus sensibles à la « vulnérabilité financière » lorsqu'une crise économique et financière globale apparaît ou même lorsque des facteurs imprévus dans le ménage exercent des effets pervers (santé, placements, endettement, etc.)³⁹.

Dans ce cadre, on peut se demander où va le travail humain ? De nombreuses professions sont menacées, les comptables, les vendeurs, les secrétaires ou les auditeurs. Le paradoxe de Moravec met en évidence que les activités physiques qui survivent à la numérisation sont celles qui nécessitent une bonne coordination sensorimotrice⁴⁰. L'ordinateur gagne au jeu de go, mais il ne réussit pas (encore à gagner un match de football. Les hommes doivent donc conserver un avantage dans la créativité. La classe moyenne est à la dérive, car elle traite de l'administration, du contrôle, de l'encadrement, domaines d'activité dans lesquels l'ordinateur excelle. Les managers ne sont pas encore menacés, les emplois intermédiaires le sont plus que les demandeurs d'emplois non qualifiés. Le capitalisme tend à tout donner au gagnant, c'est l'effet « Pavarotti », pourquoi acheter un autre album que celui qui est le meilleur. Les revenus des autres acteurs sont réduits, la précarité se développe, malgré de meilleurs niveaux d'éducation et de compétences. Pour les tenants du libéralisme intégral, seul le marché peut décider, justement, d'une telle situation fondée sur la méritocratie⁴¹.

La crise économique a obligé les Etats à prendre en compte la question de la pauvreté. Le contrat social est malmené, les jeunes ne trouvent plus d'emploi, en même temps que la précarité s'accroît. Les classes moyennes sont happées vers le bas. Le progrès technologique, les écarts croissants des talents et des compétences des individus, la mondialisation, la prédation bancaire et financière, la déréglementation des marchés ont favorisé cette évolution. Dans les pays émergents, la croissance économique a réduit la pauvreté. Cependant, les inégalités se sont accrues, sauf pour le Brésil, lequel a un ratio de 50 à 1 qui est le plus élevé de tous les pays de l'OCDE. Des dispositifs de protection sociale ont été accrus par des politiques sociales, mais avec un succès réduit⁴². La capacité redistributive réduite de la fiscalité et des prestations sociales n'a pas permis de combler suffisamment l'écart. Les prestations sociales ont vu leur rôle diminuer. La lutte contre l'évasion fiscale est essentielle, au même titre que la suppression des dépenses fiscales qui profitent aux classes les plus aisées et une imposition sur les formes de propriétés, transferts d'actifs compris.

³⁹ Pew Charitable Trusts (2016), Family Financial Security The Pew Charitable Trusts Research & Analysis, Issue Briefs, January. <http://www.pewtrusts.org/en/research-and-analysis/collections/2015/10/the-role-of-emergency-savings-in-family-financial-security>

⁴⁰ Cohen, D. (2015) Le monde est clos et le désir infini, Albin Michel, Paris.

⁴¹ Reich, R. (2015), The Political Roots of Widening Inequality, The American Prospect Magazine, Spring.

⁴² OCDE (2014), Inégalités et croissance, Focus, Décembre. OCDE (2015), Inégalités de revenus et pauvreté, OCDE, Paris. OCDE (2008), Croissance et inégalités, OCDE, <http://www.oecd.org/fr/els/soc/41530189.pdf>

Il a souvent été souligné que les États-Unis étaient en retard sur les autres pays avancés sur la question de leurs programmes sociaux en matière de santé et de bien-être. En tenant compte des dépenses publiques et privées, le niveau réel des États-Unis dans le secteur des dépenses sociales est comparable à celui des pays européens, mais pour des résultats encore plus médiocres. Malgré leur importance, les dépenses engagées exercent un très faible impact sur l'inégalité des revenus et sur l'amélioration de la santé publique. La politique sociale du gouvernement américain repose, à l'excès, sur des subventions fiscales (via notamment les Fondations), au détriment de la transparence, de la viabilité budgétaire et de l'équité distributive⁴³.

Il semble nécessaire d'appliquer une gestion et une surveillance plus strictes des flux de capitaux internationaux qui franchissent les frontières en un clic d'ordinateur, car ils contribuent à la déstabilisation et au déclenchement des crises. Les flux spéculatifs n'ont pas conduit au partage des risques, mais plutôt à la création de nouveaux risques. Il faut prendre des mesures de précaution, en améliorant la réglementation et la surveillance du système. Les États sont fortement endettés, le risque systémique est devenu insupportable.

La globalisation économique a profité aux grandes fortunes mondiales, mais aussi aux classes moyennes des pays émergents. En revanche, la classe moyenne des pays développés a été sacrifiée. Si les inégalités à l'intérieur des pays croissent, cela ne semble pas toujours être le cas si l'on se situe à l'échelle mondiale. Cependant, les rapports politiques restent à l'intérieur des États-Nations⁴⁴, ce qui rend les rapports quotidiens entre les acteurs économiques plus difficiles. Le problème, c'est que ces inégalités sont dorénavant connues, elles risquent de faire naître nombre de conflits sociaux, de révolutions ou de guerres. La liberté des capitaux, comme le rappelait Adam Smith ou John Mill au XIXe siècle, conduit inexorablement à la cupidité absolue de ceux qui savent les utiliser, notamment lorsqu'ils braquent en meute. La compétition entre les entreprises est moins violente que celle qui oppose les apporteurs de capitaux des travailleurs, notamment parce que les chances sont alors très inégales. Or, les classes aisées ont la mainmise sur l'ensemble du système politique, sur la presse, sur l'information en général. Le secteur financier aujourd'hui ne produit plus de la fluidité dans le système, il l'a complexifié jusqu'à le rendre inintelligible, et en profiter à des fins personnelles de classe en toute impunité. L'impôt mondial sur ces transactions réclamées en son temps par la Taxe Tobin, puis, sous une forme différente par Piketty, semble nécessaire, il permettrait une meilleure

⁴³ Kirkegaard, J.K. (2015), The True Levels of Government and Social Expenditures in Advanced Economies, Peterson Institute - Policy Brief, March 2015 - 19 pages, <http://www.piie.com/publications/pb/pb15-4.pdf>

⁴⁴ Milanovic, B. (2016), Global inequality. A New Approach for the Age of Globalization, Harvard University Press, Cambridge, Mass.

coordination internationale, notamment pour résoudre la question du changement de climat. Les économistes ne peuvent pas sans cesse réclamer l'efficacité (pour qui et pour quoi ?) sans se préoccuper d'une allocation plus équitable des ressources, des revenus et des patrimoines. De même, sur la base de leurs calculs, toutes les questions relatives aux paradis fiscaux sont omises, alors même que les réponses impliquent une réflexion statistique sur les finances publiques, mais aussi sur les fortunes placées en des lieux particulièrement protecteurs des secrets économiques et financiers des plus grande fortunes⁴⁵.

La puissance publique complice des inégalités

Pendant très longtemps, les Etats-Unis n'ont donc pas été le pays inégalitaire que l'on connaît aujourd'hui. Au début du siècle ou dans la période de l'après-guerre, le pays était même moins inégalitaire que les Etats européens. Au début du XXe siècle, environ 50% du revenu total des Etats-Unis était détenu par les 10% des Américains les plus aisés, contre 33 % en 1950. C'est au cours des trente dernières années, avec le tournant reaganien des années 1980, que les Etats-Unis sont entrés dans un cycle beaucoup plus inégalitaire. Ainsi, en 2012, les 10% des Américains les plus riches détenaient la moitié du revenu total. Certes, avec l'entrée de la Chine sur le marché mondial du travail, et l'arrivée de nombreux travailleurs peu qualifiés qui ont tiré les salaires vers le bas dans les pays riches, mais la mondialisation n'explique pas tout. Les inégalités prospèrent sans une action ferme de l'Etat. Il existe aux Etats-Unis, une forte inégalité dans le système éducatif, 50% des Américains les plus modestes sont écartés des Universités. Le revenu moyen des parents d'étudiants à Harvard correspond actuellement au revenu moyen des 2% des Américains les plus aisés.

En règle générale, les inégalités sont considérées comme un phénomène normal, lié au talent, au travail et à la réussite. Pourtant, les inégalités excessives ne sont plus liées à l'efficacité réelle d'un patron ou d'un dirigeant d'entreprise. Elles sont souvent injustes (rentes), inefficaces (avec les parachutes dorés en cas d'échec) et sans lien comparatif avec les salaires de l'entreprise. Le revenu d'un dirigeant n'augmente pas son efficacité dans les résultats de l'entreprise. Dans le monde où la cupidité est un ressort social recommandé, les dirigeants cherchent à se payer « sur la bête ».

⁴⁵ Fontanel, J. (2016), Paradis fiscaux, pays « filous », Document de travail, UGA, Université Grenoble-Alpes, EDDEN, à paraître, Grenoble.

Tableau n°1- Les individus les plus riches du monde (estimation en milliards de dollars⁴⁶) en comparaison avec les PIB de quelques pays de niveau équivalent à leur richesse⁴⁷ en 2016.

Individus	Richesse	PIB équivalent (2013)	Domaine
1) Bill Gates	75	Sri Lanka (82)	Microsoft, USA
2) A. Ortega	67	Rep. Dominicaine (67)	Zara, Espagne
3) W. Buffet	61	Ethiopie (61)	Invest., USA
4) C. Slim Helu	50	Bulgarie (49)	Télécom, Mexique
5) J. Bezos	45	Liban (47,1)	Amazon, USA
6) M. Zuckerberg	45	Tanzanie (44,9)	Facebook (USA)
7) L. Ellison	44	Tunisie (43)	Oracle (USA)
8) M. Bloomberg	40	Slovénie (42,7)	Telecom, USA
9) C. Koch	40	Lituanie (41,2)	Divers, USA
10) D. Koch	40	Jordanie (37,5)	Divers, USA
11) L. Bettencourt	36	Turkmenistan (37,3)	L'Oréal, France
12) L. Page	35	Serbie (36)	Google, USA
13) Sergey Brin	34	Congo Sem. Pop. (35)	Google, USA
14) B. Arnault	34	Bolivie (33,2)	LVMH, France
15) J. Walton	34	Bahreïn (32)	Wall-Mart, USA
16) A. Walton	32	Côte d'Ivoire (31,7)	Wall-Mart, USA
17) S.R. Walton	32	Libye (29,1)	Wall-Mart, USA
18) Wang Jianli	29	Cameroun (29)	Immobilier, Chine
19) J.P. Lenman	28	Lettonie (27)	Alimentaire, Brésil
20) Li Ka-Shing	27	Ouganda (26)	Divers, Chine
TOTAL	862	Nigeria+Norvège (869) Indonésie (862)	Divers

En 2016, les patrimoines des individus les plus riches sont anormalement élevés (Tableau 1). La femme la plus riche du monde a hérité de Wal-Mart (41,7 milliards de dollars), tout comme sa dauphine Liliane Bettencourt (40,1 milliards de dollars)⁴⁸ ou l'épouse de Steve Job (9 milliards de dollars). En 2019, avant son divorce, Jeff Bezos disposait d'une fortune de près de 180 milliards de dollars. Son ex-épouse est aujourd'hui la femme la plus riche du monde. Il est possible de constater qu'il y a des richesses importantes qui se sont créées pendant l'ère numérique. Pourtant, la fortune de certains particuliers est immense, la plupart du temps héritée, au moins en partie, sans participation à la création ou à la gestion des entreprises.

Il faut cependant proposer trois observations :

⁴⁶ JDN (2016), L'homme le plus riche du monde en 2016, Journal du Net, 3 mars.

<http://www.journaldunet.com/economie/magazine/1151133-l-homme-le-plus-riche/>

⁴⁷ World Bank (2016). GDP at market prices (current US\$) 2015,

<http://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.MKTP.CD>

⁴⁸ JDN (2016), L'homme le plus riche du monde en 2016, Journal du Net, 3 mars.

<http://www.journaldunet.com/economie/magazine/1151133-l-homme-le-plus-riche/>

- 1) Les grandes fortunes d'avant la période du numérique ne sont plus en tête du classement, car les héritages ont fractionné le capital. Les patrimoines sont souvent familiaux, toujours aussi importants, mais au moins partiellement réunis dans le cadre des décisions communes.
- 2) A l'exception de Facebook, la plupart des créateurs d'entreprise ont abandonné la gestion quotidienne de leur patrimoine. Dans les deux décennies à venir, ce seront les héritiers qui dirigeront ces empires, en partageant ce patrimoine. Il resterait a priori 20 milliards de dollars pour chacun des enfants de Bill Gates, mais il a décidé de les déshériter partiellement en faveur de sa Fondation « Living Proof », en ne leur laissant que 10 millions chacun.
- 3) Les fortunes européennes ont perdu non pas en pouvoir, mais en revenus au regard de la baisse de l'euro par rapport au dollar de l'ordre de 25 %.

Les 0,01 % les plus riches des Etats-Unis disposent de plus de 10 % de la richesse nationale. Cette tendance ne peut qu'augmenter au regard à la fois de l'importance du retour sur investissement qui dépasse le taux de croissance de l'économie, mais aussi des réductions fiscales importantes qui ont été accordées aux possédants, notamment depuis 1980. Dans ce cadre, le gouvernement américain subventionne les inégalités sur les différents types de revenus et sur les plus values lors des ventes d'éléments de richesse. Il faudrait donc établir des règles claires pour définir le revenu adéquat, sans espérer qu'il puisse se situer à plus de 50 fois le salaire minimum. Le degré d'inégalité atteint dans certains cas n'est pas uniquement injuste : il est inutile pour la croissance et même parfois nocif. Cela entraîne, en effet, des comportements de prise de risques à court terme dans le secteur financier, producteurs de décisions souvent nocives pour l'économie réelle.

1) *Inégalité des impôts selon les types de revenus*

Certains types de revenus directs ou indirects de l'entreprise sont moins taxés que d'autres, notamment le salaire. La réduction des impôts et taxes sur les gains du capital et les dividendes accroît l'importance du retour sur investissement ou du capital. Le revenu du travail est imposé à 39,6 % au maximum, mais on paie aussi les taxes sur les traitements et les salaires. Les taux d'imposition des gains du capital et des dividendes sont faibles. Les gains du capital et les dividendes ont un impôt de 23,8 %, en incluant 3,8 % de surtaxe sur investissement imposé par ACA (Affordable Care Act)⁴⁹. Pour certains analystes, il s'agit d'une subvention cachée en faveur des hauts revenus du capital versés par les entreprises. Pour d'autres, cette subvention n'est pas une volonté délibérée de favoriser les fortunes. Elle est fondée sur plusieurs arguments :

⁴⁹ Ce taux était de 26,38 % en 1992, 19,91 % en 2009. Avec Obama, il est remonté depuis à 23,8 % en 2013.

- Les impôts et taxes sur les investissements souffrent d'une double taxation, d'une part celle concernant le profit au niveau de l'entreprise et, d'autre part, celle que les actionnaires doivent payer à titre personnel (gains du capital et dividendes). Cependant, cette analyse concoctée par les experts fiscaux des grandes entreprises est habile, mais la double taxation existe pour tout le monde, avec les impôts directs et indirects.

- Les gains du capital apparents sont dus en partie à l'inflation, ce n'est pas une accumulation réelle de richesse. Cette réduction de l'impôt compense cet effet. Dans ce cas, il serait préférable de tenir compte de l'inflation, d'autant que celle-ci s'applique aussi aux autres revenus comme les intérêts et les salaires. En outre, les investisseurs peuvent reporter leurs gains en capital au sein de l'entreprise, sans payer d'impôt, jusqu'à ce qu'ils vendent l'actif lui-même.

Les 400 plus grands contribuables ont obtenu ainsi 12% de leurs gains en capital du fait de ces taux réduits d'imposition⁵⁰. Pour le CBO⁵¹ cela coûte 13,5 milliards de dollars pour chacune des 10 prochaines années, en perçoivent 68 % de ces avantages financiers pour le top 1% soit au total près de 1000 milliards de dollars sur les 10 années à venir. C'est un engrais pour les inégalités. C'est par ce canal que le retour sur investissement est plus élevé que le taux de croissance de l'économie.

2) *Des dispositions fiscales très favorables au capital lui-même*

Pour certains économistes, il faut absolument réduire l'impôt sur les revenus du capital⁵². Ils considèrent que les gains du capital ne doivent pas être assujettis à un impôt sur l'ensemble des plus values. Du fait des dispositions fiscales, les investisseurs renâclent à vendre leurs actifs et recourent aux gains d'impôts (lock-in effect) en limitant le versement des dividendes. Les dividendes ont été taxés comme les autres revenus jusqu'en 2003, mais la Présidence Bush a modifié la base d'imposition. S'il a été réclamé d'éliminer cet avantage, il a été aussi recommandé de réduire le taux maximum d'impôt à 28 % des revenus.

Est-ce que ces réductions sont favorables à l'économie nationale en encourageant l'épargne et l'investissement ? Ce type d'analyse est établi sur la base de comportements humains irréalistes, comme l'idée que l'on peut emprunter des sommes illimitées pour investir et que les investisseurs savent exactement leur rationalité à long terme de leurs décisions d'épargne. Ce n'est

⁵⁰ CBO (2013), The Distribution of Major Tax Expenditures in the Individual Income Tax System, CBO, http://www.cbo.gov/sites/default/files/cbofiles/attachments/43768_DistributionTaxExpenditures.pdf.

⁵¹ CBO (2013), "The Distribution of Major Tax Expenditures in the Individual Income Tax System" http://www.cbo.gov/sites/default/files/cbofiles/attachments/43768_DistributionTaxExpenditures.pdf.

⁵² Atkinson, A., Chari, V.V., Kehoe, P.J. (1999), "Taxing Capital Income: A Bad Idea," Federal Reserve Bank of Minneapolis, Quarterly Review 23 (3) (1999): 3-17. <http://www.minneapolisfed.org/research/qr/qr2331.pdf>.

pas évident du tout⁵³. Il n'y a aucune corrélation entre un taux faible d'imposition sur les gains de capital et la croissance économique⁵⁴. Si l'investissement est favorable au fonctionnement d'une économie nationale, il n'est pas évident que ce soit grâce à l'avantage d'imposition dans une économie globalisée où l'épargne domestique peut financer des investissements étrangers et à l'étranger. Les dispositions fiscales sont particulièrement intéressantes et leur caractère injuste peut être mis en évidence dans le soutien apporté aux héritiers (qui ne paie la plus value que sur la base des prix au moment de leur héritage et non pas de la plus value réelle des actifs sur sa durée de vie)⁵⁵. Cette disposition accroît la concentration des fortunes au sein des familles dynastiques.

Une étude publiée par la Réserve fédérale estime que les gains en capital non réalisés représentent 55 pour cent de la valeur totale des biens de propriété d'une valeur de plus de 100 \$ million⁵⁶. Cela signifie que plus de la moitié de la richesse accumulée dans les secteurs les plus riches n'est pas soumise à l'impôt. Plusieurs commissions ont appelé à abroger cette situation inégalitaire, sans succès. Pour le CBO, cette situation réduit les impôts de 644 milliards de dollars en 10 ans, dont 21 % constitue une subvention en faveur des revenus des 1% les plus riches. Du fait de l'ensemble des avantages ainsi accordés, le CBO estime la perte à près de 2000 milliards de dollars sur la période 2014-2023, soit une somme qui permettrait d'équilibrer le budget de l'Etat fédéral, intérêts de la dette non compris, alors qu'avec le statu quo la dette va croître plus vite que celle du PIB dès 2018.

Le caractère irrationnel pour la croissance économique de ces réductions d'impôts est bien connu, mais le Congrès n'a pas encore réussi à les remettre en cause⁵⁷. L'Etat n'est pas suffisamment puissant pour modifier les excès, notamment parce que les conseillers des gouvernements proviennent des mêmes modèles de formation élitiste que les dirigeants d'entreprise. Les LuxLeaks ont mis en évidence que les plus grandes firmes multinationales et les revenus les plus élevés paient proportionnellement moins d'impôts que les PME ou la classe moyenne. De quoi menacer cet

⁵³ Slemrod, J. (2003), "The Truth About Taxes and Economic Growth," *Challenge* 46 (1) (2003): 5–14.

⁵⁴ Burman, B. (2012), "No Obvious Relationship between Capital Gains Tax Rates and Economic Growth," *TaxVox*, March 19, 2012, <http://taxvox.taxpolicycenter.org/2012/03/19/no-obvious-relationship-between-capital-gains-tax-rates-and-economic-growth/>.

⁵⁵ Après l'achat d'une action 10\$ en 1980, celle-ci vaut 50\$ en 2016 au moment de sa mort. Son héritier revend cette action 55\$, soit 45\$ de plus que l'achat fait par son père, mais il ne paiera des taxes que sur les 5\$ de gains obtenus depuis le décès. Les 40\$ de plus value ne sont pas assujettis à l'impôt. Dans ces conditions, il est intéressant pour une famille de conserver tous les actifs jusqu'à la mort. Après, les ventes sont très fructueuses.

⁵⁶ Avery, B.A., Grodzicki, D., Moore, K.B. (2013), *Estate vs. Capital Gains Taxation: An Evaluation of Prospective Policies for Taxing Wealth at the Time of Death*. Working Paper 28 (Federal Reserve Board, 2013), p. 18, <http://www.federalreserve.gov/pubs/feds/2013/201328/201328pap.pdf>

⁵⁷ Stein, H. (2014), *How the government subsidizes Wealth Inequality*, Center for American Progress, June. <https://www.americanprogress.org/issues/tax-reform/report/2014/06/25/92656/how-the-government-subsidizes-wealth-inequality/>

équilibre social qui dépend fortement des politiques publiques. Une plus grande progressivité de l'impôt est devenue nécessaire aux Etats-Unis.

En Europe, le problème des inégalités est aussi à régler, notamment celui des revenus, mais aussi la propension au chômage des jeunes. Face à ce capitalisme patrimonial, Thomas Piketty⁵⁸ recommande à la fois un impôt commun pour les sociétés en Europe et une taxe globale sur la fortune. En France, les impôts ont été beaucoup trop fortement augmentés entre 2011 et 2013, en vue de réduire le déficit à marche forcée, mais cette politique a contrarié les forces de la croissance, augmenté le chômage et créé des déficits supérieurs. Cependant, selon l'OCDE, la France est devenue le pays le plus dépensier du monde pour sa protection sociale, avec des dépenses publiques qui dépassent 31 % de son PIB. Si l'on ajoute les dépenses privées, la France est aussi numéro un, juste devant les Etats-Unis. La facture des pensions publiques, (13 % du PIB) s'alourdit notamment du fait du vieillissement et de l'allongement de l'espérance de vie. Dans ce contexte, l'Etat cherche à améliorer la situation sociale de ses citoyens. Il ne s'agit pas de remettre en cause cette responsabilité, il faut sans doute plutôt s'interroger sur l'optimisation de ces dépenses au regard des engagements et de la gestion des fonds ainsi rendus disponibles.

A force d'insister sur l'idée d'une pression fiscale excessive, répercutée dans l'ensemble de la population, les privilégiés se sentent légitimes à réfuter les exigences de l'impôt, car la puissance publique les spolie. Dans cette situation, ils utilisent quatre méthodes pour réduire leurs redevances au secteur public.

- En amont, il s'agit de faire du lobbying pour réduire les taux marginaux d'imposition. Aux Etats-Unis, la tranche supérieure des revenus des plus riches était fixée à 91 % jusqu'en 1964. (83 % pour le Royaume-Uni et entre 60 et 80 % en France). En 1986, le Président Reagan a réduit le taux maximum d'impôt à payer par les particuliers les plus riches à 28 %, en fondant sa décision sur la fameuse courbe de Laffer. S'il y a trop d'impôt, l'activité économique stagne et l'impôt perçu reste faible. En réduisant l'impôt, l'activité économique s'améliore et la base de l'impôt étant plus large, les revenus de l'Etat augmentent. « Trop d'impôt tue l'impôt ».

- L'interprétation des textes n'est pas toujours lisible pour les représentants du peuple. A l'intérieur du code des impôts, des dispositions abscones sont réclamées par les entreprises au nom de la compétition internationale ; elles conduisent souvent à des réductions plus ou moins justifiées de l'imposition de certains bénéficiaires, ceux notamment qui ont la capacité financière à disposer de conseillers fiscaux. Les « niches » fiscales ne peuvent être

⁵⁸ Piketty, T. (2015), En période de récession, augmenter les impôts est catastrophique, http://www.francetvinfo.fr/economie/impots/impots/thomas-piketty-en-periode-de-recession-augmenter-les-impots-comme-la-fait-hollande-c-est-catastrophique_820267.html

choisies sans une intervention des bénéficiaires éventuels auprès des parlementaires.

- Une intervention auprès des responsables fiscaux peut avoir de l'importance, surtout quand son propre représentant est issu des mêmes services que ceux avec lesquels il traite des aménagements possibles concernant la nature même et le montant des revenus considérés. L'optimisation fiscale conduit souvent à des analyses très techniques permises par les fameuses « niches », que seuls les professionnels compétents peuvent recenser et valider.

- L'évasion fiscale est une solution relativement facile lorsque le secret devient une obligation pour les banques et lorsque la société dispose de nombreuses filiales, notamment dans les pays peu consommateurs de ressources publiques. S'ils sont pris dans la nasse des vérifications, ils ne sont pas considérés comme des « voleurs », mais comme de petits filous qui résistent aux excès de prédation des finances publiques. C'est un petit jeu des « gendarmes et des voleurs, qui ne prêtent pas conséquence d'un point de vue pénal et conduit souvent à un simple avis de réajustement⁵⁹. Ce comportement de complaisance est courant, il témoigne des relations privilégiées entre les possédants et les instances politiques et technocratiques.

Les Français sont sensibles à leurs impôts sur le revenu, mais plus de la moitié d'entre eux ne les paient pas. Concernant les impôts indirects, ils y sont relativement peu sensibles, car ils sont intégrés dans leurs comportements d'achat. Les classes aisées sont alors directement concernées, car elles paient plus qu'elle ne devraient l'être en termes de pourcentage de leurs revenus par rapport aux classes riches, les fameux 1 % qui dominent les économies nationales. Lorsque l'on insiste trop sur la pression fiscale, et qu'une réaction est attendue de l'Etat, c'est toujours les plus riches qui développent leur puissance financière, au détriment des services publics, in abstracto. Il est vrai cependant que le chantage à la délocalisation de ses revenus et de son domicile joue un rôle important dans les choix politiques, mais des règles et lois au niveau européen pourraient être mis en place pour ne pas accorder aux puissances privées des gains indus au détriment des biens publics.

Indicateurs et expressions qualitatives de la pauvreté

Malgré les moyens modernes disponibles, l'homme du XXI^e siècle subit toujours la misère et la sous-nutrition, l'espérance de vie des individus varie avec le niveau de développement et les conflits éclatent sans cesse face aux inégalités, à l'absence de tolérance généralisée et au non respect des droits de l'homme.

⁵⁹ Joly, E. (2016), Pour en finir avec l'impunité fiscale, Le Monde diplomatique, Juin.

Selon l’OMS⁶⁰, l’espérance vie de la population mondiale est de 71,4 ans en moyenne (73,8 ans pour les femmes, 69,1 pour les hommes). Elle a augmenté de 5 ans entre 2000 et 2015, grâce aux luttes contre la mortalité infantile, le paludisme ou le sida, mais aussi du fait l’amélioration de l’accès aux soins hospitaliers et médicaux. La mortalité infantile (enfants de moins de 5 ans) a été réduite spectaculairement de moitié entre 1990 et 2015, même si elle s’élève encore à 6 millions de décès par an. L’Afrique a gagné 9,4 années pour atteindre 60 ans. Cependant, les inégalités persistent encore. Les nouveau-nés de 29 pays à haut revenu ont une espérance de vie moyenne d’au moins 80 ans, contre moins de 60 ans pour 22 autres pays Afrique subsaharienne. L’espérance vie diffère entre les pays de manière spectaculaire, une Japonaise (86,4 ans) vit en moyenne 37,1 ans de plus qu’un habitant de Sierra Leone et 5,3 ans de plus qu’un Suisse, pourtant le plus résistant des hommes⁶¹. La Sierra Leone compte plus de 100 fois de professionnels de santé de moins que la Suisse pour 10.000 habitants (soit moins de 2 pour la Sierre Leone, contre 214 pour la Suisse). Les régions de l’Afrique et de la Méditerranée orientale ne disposent pas encore de la couverture sanitaire universelle, telle qu’elle est mesurée par l’indice d’évaluation de l’accès à 16 services essentiels. De plus, les dépenses de santé dans ces pays sont considérables, elles dépassent 25% des dépenses totales du ménage. Ces chiffres d’hétérogénéité sont sans doute minorés, car selon l’OMS, seuls 59 des 194 pays recensent l’intégralité des décès dans des registres officiels. Elle estime que plus de la moitié des morts dans le monde qui ne sont pas enregistrées.

Pour Amartya Sen⁶², il faut porter une attention accrue à l’inégale distribution des libertés fondamentales, les « entitlements » (les droits que chaque personne devrait bénéficier au regard de l’état de la société) et de la « capability »⁶³ de chacun. Au fond, ces fameux « entitlements » ne sont toujours pas suffisamment couverts pour une frange importante de la population mondiale. De même, la société ne peut continuer à évaluer le statut des individus sur les simples références à leur utilité « objective » (à quoi servent-ils ?), leur revenu (les riches et les pauvres) ou leurs droits (les nobles ou les roturiers, les fidèles dans les Etats théocratiques et les infidèles). Il faut orienter la réflexion vers les libertés et les opportunités d’être et de se réaliser en fonction de ce que chacun souhaite valoriser dans sa vie en termes

⁶⁰ OMS (2016), L’espérance de vie a progressé de 5 ans depuis 2000, mais les inégalités sanitaires persistent, OMS, 19 Mai. <http://www.who.int/mediacentre/news/releases/2016/health-inequalities-persist/fr/>

⁶¹ La France est classée à la 9e place avec une espérance de vie à 82,4 ans (79,4 ans pour les hommes et 85,4 ans pour les femmes), dont 72 ans en bonne santé (contre une moyenne de 63,1 ans dans le monde, 64,6 ans pour les femmes et 61,5 ans pour les hommes).

⁶² Sen, A. (1981), *Poverty and famines : An Essay on Entitlement and Deprivation*, Oxford University Press. Sen, A. (2002), *Identité et conflit. Existe-t-il un choc de civilisations ?* in J. Fontanel (direction), *Civilisations, globalisation, guerre. Discours d’économistes. Collection Débats*, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

⁶³ Sen, A. (1985) *Commodities and Capabilities*, Amsterdam : Elsevier

de qualité de vie (quality of life). Il faut prendre en compte l'hétérogénéité des individus, mais aussi le pluralisme des conceptions de la vie en société.

En fait, pour mesurer la qualité de vie, il faut percevoir les états (beings) et actions (doings) et définir l'ensemble des fonctionnements (functionings) des individus. Les fonctionnements pertinents commencent par la qualité de certains états (comme être en bonne santé ou avoir à manger) en direction de comportements plus complexes (comme l'action dans la vie communautaire, la dignité au regard de ses objectifs, le respect des autres). L'ensemble des fonctionnements potentiels que l'individu peut réaliser constitue la « capabilité » (capability), la liberté de fonctionnement d'un individu. « La capabilité se présente comme « un ensemble des vecteurs de fonctionnements, qui indique qu'un individu est libre de mener tel ou tel type de vie »⁶⁴. Il ne s'agit donc pas de percevoir l'individu en fonction de critères économiques simplistes, mais de mettre en évidence les opportunités réelles qui s'offrent à lui, en vue de mener le type de vie qu'il s'est choisi. De ce fait, il n'existe pas une seule liste d'éléments capable de définir le caractère équitable d'une société. En revanche, certaines « capabilités » devraient nécessairement être couvertes, concernant notamment la satisfaction des besoins de base, la défense de la liberté de pensée ou de croire, le respect des règles collectives définies démocratiquement, mais aussi la protection et la sécurité à accorder à tous les citoyens, quelles que soient ses origines, ses fonctions et ses caractéristiques

Le PIB, objectif compulsif des politiques économiques

Il existe des marqueurs concernant le progrès économique et social à long terme, notamment l'espérance vie ou l'essor des technologies. Cependant, depuis près de deux décennies, il y a un sentiment général d'un arrêt de ce développement et même, dans certains secteurs ou régions, un recul. Les questions des inégalités et du prix à payer à l'environnement ne sont pas prises en compte dans les schémas explicatifs de l'évolution économique et sociale de nos sociétés. La mesure du PIB constitue l'indicateur principal pour déterminer le niveau de développement d'un pays et il a bien servi jusqu'à présent à tracer les lignes du progrès. Cependant, il ne fournit qu'une estimation approximative de cette production nationale, souvent inexacte pour définir la situation réelle d'un pays en termes de progrès, de bien-être ou, plus généralement, de son état économique et social. Aujourd'hui, sa mesure pose de nombreux problèmes, certains d'entre eux ayant déjà fait l'objet de débats. Simon Kuznets et Colin Clark se sont interrogés sur le pont de savoir s'il fallait calculer la mesure du bien-être (welfare) ou simplement l'activité économique elle-même. Le choix du second agrégat été le résultat conjoncturel de la nécessité de construire un

⁶⁴ Sen, A. (1992) *Inequality re-examined*, Oxford : Clarendon Press, Repenser l'inégalité, Paris : Seuil, 2000, p. 66.

plan de reconstruction économique après la guerre et des efforts à exiger des agents économiques, notamment aux ménages⁶⁵.

Le PIB représente la somme de la valeur ajoutée totale, mais son calcul implique de nombreuses hypothèses ou conventions⁶⁶. A côté des biens produits, il y a des « bads » (nuisance ou inconvénient), dont les définitions restent complexes et conventionnelles. Si les activités polluantes exercent des influences négatives qui ne sont pas pris en charge par le PIB, on peut légitimement s'interroger sur le caractère de « bad » des dépenses de sécurité, selon que l'on soit philosophiquement imprégné de la philosophie de Jean-Jacques Rousseau, ou s'il l'on est plutôt convaincu que sans organisation étatique la loi du « far west » prévaut⁶⁷. Dans le premier cas, les dépenses de défense ou de sécurité intérieure constituent des « bads », dans l'autre cas ce sont des services obligatoires pour qu'une économie fonctionne. Autre ambiguïté ou perte d'information importante, le PIB donne un poids égal aux dépenses de consommation courante et aux investissements. Il ne produit aucun indicateur de « soutenabilité » et ne permet pas de mettre en évidence l'importance des objectifs actuels en vue de satisfaire les dotations des générations futures

En outre, il faudrait tenir compte de l'importance des stocks de richesses économiques, naturelles et humaines d'un pays, du capital productif « reproductible » net, du capital non reproductible comme la valeur de la terre, du niveau global d'éducation et du capital santé de la population. Cette référence n'est que très rarement mise en avant. Cependant, même sur le terrain de sa mesure statistique, les limites du PIB comme indicateur économique central sont soulevées par l'ensemble des comptables nationaux.

D'abord, de nombreuses activités essentielles pour une société, n'appartenant pas au monde marchand des chiffres, sont jugées improductives et elles sont alors ignorées. Elles concernent les activités de bénévolat ou le travail domestique. L'échange monétaire « officialisé » est généralement requis et le travail domestique n'est validé que s'il s'agit d'un travail marchand. Ainsi, une mère de famille qui conserve son emploi et paie une nurse pour un salaire équivalent au sien permet au PIB d'un pays d'augmenter de manière factice. L'économie informelle est particulièrement difficile à estimer, non seulement parce qu'elle peut s'organiser sous forme de troc,

⁶⁵ Coyle, D. (2014) Is GDP still useful?, Better Life Index, May 16, <http://www.oecdbetterlifeindex.org/blog/is-gdp-still-useful.htm>

⁶⁶ La consommation de l'Etat est ainsi inscrite dans le PIB, alors que le travail « à la maison » ne l'est pas.

⁶⁷ Fontanel, J. (2016) La sécurité économique et sociétale : pour une conceptualisation humaniste multidimensionnelle, PSEI, Politique de Sécurité Européenne et Internationale, n° 3. <http://revel.unice.fr/psei/>. Fontanel, J. (2015), La base des données des dépenses militaires recueillie par l'Organisation des Nations Unies : origine et évolution. United Nations Standardized Instrument for Reporting Military Expenditure (2015) In Paix et sécurité européenne et internationale, <http://revel.unice.fr/psei/>

mais aussi parce qu'elle n'est pas déclarée. Son importance dans les pays en développement et les pays émergents est particulièrement élevée⁶⁸. D'autre part, les services collectifs comme la santé publique, l'éducation ou la justice sont comptabilisés sur la base des dépenses publiques allouées à leur fonctionnement. Or, il suffit de constater les prix marchands pratiqués par les grandes universités privées américaines pour constater l'excellent rapport « qualité-prix » des universités publiques, indépendamment du respect qu'elles offrent à une plus grande égalité des chances des citoyens face à leur niveau d'éducation. Le système privé de santé est plus onéreux que le service public pour une qualité que l'on peut juger équivalente. L'apport d'un médecin hospitalier est mesuré sur la base de son salaire, et non pas de sa capacité à prolonger l'espérance de vie de ses patients. Le niveau de privatisation gonfle le PIB.

Ensuite, les estimations du PIB font l'objet souvent de conventions statistiques qui ne favorisent pas toujours l'exactitude des informations chiffrées. Deux exemples parmi d'autres peuvent ainsi être évoqués : la fragmentation internationale de la production et les activités illégales. L'attractivité des facteurs de production, les fiscalités hétérogènes et le positionnement compétitif sur les chaînes de valeur mondiales exercent aujourd'hui un rôle déterminant dans les échanges. La fragmentation de la production a permis l'essor de réseaux internationaux de production et d'échange qui transforment la réalisation des avantages comparatifs nationaux. Les pays sont souvent spécialisés par segments productifs et non plus sur la base de la seule exportation d'un bien final, ils cherchent à améliorer leur capacité d'insertion dans les chaînes de valeur. Du fait même de ces échanges difficilement contrôlables pour la production d'un même produit, l'entreprise multinationale fera surgir le maximum de valeur ajoutée dans le pays qui sera le moins disant fiscalement. Dans ces conditions, les résultats de la production de valeur ajoutée réelle sont alors estimés différemment en fonction des intérêts fiscaux des firmes. Enfin, le Système de comptabilité nationale (SCN) recommande l'inclusion des activités productives illégales dans le PIB, mais celles-ci se déplacent au fil du temps (faut-il légaliser le haschich ?)⁶⁹.

En outre, de nombreux services « online » sont aujourd'hui disponibles et cette offre commence à se développer dans toutes les dimensions de la vie de l'homme moderne⁷⁰. Il est possible d'accéder à un bien par un simple click sur son Smartphone, de partager des services, des expertises, des plateformes collaboratives. Nécessairement, ces innovations vont changer la nature des

⁶⁸ Bensahel, L., & Fontanel, J. (2006). *L'économie souterraine: L'exemple de la Russie*. Editions L'Harmattan.

⁶⁹ Ces revenus peuvent en effet être consacrés à l'achat de biens et de services légaux. Cependant, toutes les activités illégales ne sont pas jugées productives comme l'extorsion de fonds contre protection.

⁷⁰ PewResearchcenter (2016), *Shared, collaborative and On Demand ; The New Digital Economy*, May 19. <http://www.pewinternet.org/2016/05/19/the-new-digital-economy/>

emplois et modifient déjà la vie des clients, des utilisateurs ou des usagers dans leur vie quotidienne. Elles concernent aujourd'hui les achats de produits d'occasion, des ventes de billet, des biens artisanaux, des distributions de produits de toutes sortes, du co-voiturage,, des locations d'objets ou véhicules divers des plateformes d'échange d'appartement, des espaces de travail à distance, des projets de « fundraising », etc. La concurrence avec les points de vente traditionnels s'est développée et oblige ceux-ci à utiliser eux-mêmes ces techniques de vente. Dans certains cas, l'échange se réalise à des prix inférieurs au commerce traditionnel. Pour les utilisateurs, ils ont parfois l'impression de « sortir » du domaine marchand, par le simple fait que, dans d'autres occasions, sans se déclarer commerçants ou artisans, ils pourraient offrir un service similaire à d'autres personnes. Certains de ces échanges peuvent être gratuits, très peu onéreux ou similaires à un échange marchand, mais ils modifient singulièrement les conditions de vie des personnes. Avec ces activités, le produit national pourrait être directement concerné, et plutôt vers le bas, alors même que les services rendus sont moins onéreux et améliorent la parité de pouvoir d'achat des consommateurs par rapport à leurs revenus. Il est probable que les personnes pourront dorénavant exercer une activité annexe qui ne sera sans doute pas retranscrite dans les chiffres du PIB, notamment dans le cadre des échanges de service. La structure des emplois va en être modifiée, ainsi que le contenu du PIB.

Enfin, il faut rappeler surtout que la comptabilité nationale met en évidence les flux économiques, elle ne fait aucunement référence au patrimoine. Celui-ci est alors supposé constant ou gratuit. Dans le PIB, tout ce qui appartient au monde marchand crée de la valeur et augmente la richesse. Ainsi, l'exploitation des ressources énergétiques vers leur disparition définitive dans un ou deux siècles est toujours considérée comme une production positive (PIB), même si celle-ci détruit des ressources non renouvelables (comptabilité patrimoniale). Il en va de même pour les productions hautement polluantes qui favorisent les maladies comme le cancer. Dans ce cas, trois activités vont être disponibles, à savoir la richesse produite dans le monde marchand par l'activité productive initiale, la marchandisation des mesures anti polluantes et l'augmentation des dépenses de santé. Peu importe que le système soit dangereux pour l'homme, la production existe et elle est supposée accroître la richesse nationale. Le PIB ne fait aucune distinction concernant la qualité de ce qui est produit, et même de son utilité. Tout ce qui se vend devient un facteur de richesse, que l'on vende des antidépresseurs (pourtant parfois liés aux conditions de la production), des produits non renouvelables ou des services utiles au terrorisme ou aux guerres. Les productions comme les embouteillages, la pollution, les problèmes climatiques associés, certains services bancaires et juridiques, l'obsolescence programmée ou les coûts du logement en zone urbaine augmentent le PIB tout en réduisant le bien-être collectif. Il en va de

même pour les productions hautement polluantes qui favorisent les maladies comme le cancer. Dans ce cas, trois activités vont être disponibles, à savoir la richesse produite dans le monde marchand par l'activité productive initiale, la marchandisation des mesures anti polluantes et l'augmentation des dépenses de santé. Peu importe que le système soit dangereux pour l'homme, la production existe et elle est supposée accroître la richesse nationale.

Le PIB ne fait aucune distinction concernant la qualité de ce qui est produit, et même de son utilité. L'ambiguïté de certaines productions ne manque pas de d'interpeler. Si l'augmentation du nombre d'hôpitaux peut être considérée comme un progrès lorsqu'elle permet de maintenir la santé publique à un niveau optimal, elle peut être aussi analysée comme le résultat de nouvelles maladies produites par le système productif. Quelques pays à fort niveau de croissance ont, en même temps, connu une baisse du pouvoir d'achat de leurs employés, des conditions de travail difficiles, une sécurité des personnes réduite ou des pollutions nouvelles. Le PIB n'explique pas les inégalités de revenus et de patrimoine, la pauvreté relative ou absolue ou l'égalité des chances à l'intérieur d'une société. Même en augmentation, il ne met jamais en évidence les facteurs de violence et de conflit à l'intérieur d'une société. En outre, le PIB ne fait aucunement référence à la maintenance du patrimoine naturel. Celui-ci est alors supposé constant ou gratuit. L'exploitation des ressources énergétiques est toujours considérée comme une production positive, même si celle-ci détruit des ressources non renouvelables (comptabilité patrimoniale). Ce qui permet à l'Arabie Saoudite ou au Koweït de disposer de PIB très élevés, tout en réduisant constamment le potentiel des ressources énergétiques de leur sous-sol. Ainsi, l'exploitation des ressources énergétiques vers leur disparition définitive dans un ou deux siècles est toujours considérée comme une production positive, même si celle-ci détruit des ressources non renouvelables (comptabilité patrimoniale).

Les taux de change⁷¹ peuvent être définis comme les prix d'échange des monnaies. Ils affectent les prix des importations et des exportations, ainsi que les flux d'investissements. Certains gouvernements, notamment celui de la Chine, engagent des politiques monétaires en vue de bénéficier d'avantages commerciaux en manipulant la valeur de leur monnaie à la baisse. La question est de connaître les fondements de ces prix comparatifs, qui ne dépendent pas uniquement du marché non régulé des devises. Une devise faible favorise l'exportation et réduit les importations, ce qui conduit éventuellement à la création d'emplois. Dans ce cas, les entreprises étrangères perdent leur compétitivité dans l'économie protégée par la manipulation de son taux de change. En revanche, les consommateurs des pays importateurs peuvent bénéficier d'une meilleure concurrence et donc de produits moins onéreux. Le FMI engage les pays à ne pas procéder à cette action déloyale au regard des

⁷¹ Nelson, R.M. (2015), Current debates over Exchange rates : Overview and Issues for Congress, Congressional Research Service, September 7. Washington.

conditions concurrentielles acceptées dans le cadre de l'OMC, mais il n'est jamais intervenu depuis 1994 à l'encontre de la Chine. Il justifie son « inertie » en considérant que ces pays n'ont pas violé les accords internationaux et qu'il est de toute manière difficile de déterminer un équilibre marchand des devises. Il est difficile de définir le degré de « manipulation » monétaire d'un pays, mais sans intervention négociée, une guerre commerciale peut en résulter. TPA (Trade Promotion Authority ou Fast Track) legislation (juin 2015) se propose de prévenir les manipulations de devises à l'aide de plusieurs instruments comme le renforcement des règles, la transparence, la surveillance, les rapports ou des mécanismes de coopération. Des actions publiques pourraient intervenir lorsque les devises sont fondamentalement sous-évaluées. Les « manipulateurs » peuvent conduire à une guerre commerciale.

Le concept de PIB donne la part belle au système de production, sans se préoccuper outre mesure de son intérêt pour la collectivité nationale. De nombreux éléments favorables à la croissance ne sont pas des facteurs de bien-être. Dans ce contexte, son essor n'est pas nécessairement un facteur de bien-être collectif accru. James Tobin et William Nordhaus⁷² avaient proposé l'introduction de deux nouveaux concepts, les « biens regrettables » (les biens qui créent des aménités négatives) et les « dépenses défensives » (activités rémunérées qui n'ont pour objet que de réparer les dégâts provoqués par d'autres activités productives). Les dépenses finales effectuées pour des raisons de sécurité, de prestige ou de diplomatie se rangeaient notamment dans ces catégories. En fait, cette conception n'est acceptable que si l'on suppose que la bonne entente entre les individus et les peuples constitue une donnée intangible. Or, toute l'histoire des peuples laisse augurer, au contraire, de l'importance du respect des lois, des règles et de la sécurité, sans lesquelles les autres productions sont constamment compromises. Dans ce cas, il s'agit de considérer ces dépenses comme des consommations intermédiaires et non pas comme un produit final à valoriser dans le PIB. Retenir le PIB tel qu'il est conçu aujourd'hui témoigne de la capacité productive d'un pays, mais non pas de sa production réelle, laquelle devrait tenir compte des valeurs patrimoniales, sociétales et humaines ainsi consommées. Une augmentation du PIB n'est pas synonyme d'un progrès humain, si elle s'accompagne de la libéralisation de la vente de la drogue ou de la prostitution, de l'augmentation des dépenses de santé consécutives à des productions socialement inadaptées ou polluantes et de l'exploitation éhontée des ressources naturelles et énergétiques. En outre, la guerre a souvent constitué un facteur d'enrichissement pour certains peuples au détriment des autres. L'esclavage permettait de disposer d'une force de travail très peu onéreuse. La croissance

⁷² Nordhaus W., Tobin J., « Is Growth Obsolete ? » in , The Measurement of Economic and Social Performance, Studies in Income and Wealth, National Bureau of Economic Research, vol.38, 1973.

économique n'est pas souhaitable si elle ne profite qu'à quelques personnes au détriment de l'ensemble des citoyens. En revanche, le travail bénévole ou les services publics peuvent avoir un grand intérêt pour la population, en termes de réduction de la précarité, d'équipements collectifs importants concernant notamment l'éducation ou la santé. La privatisation des activités conduit parfois à l'augmentation des services rendus, ce qui n'améliore pas vraiment le bien-être, contrairement au chiffre du PIB. En outre, l'obsolescence programmée améliore le PIB, mais pas la richesse des personnes, sinon celles de entreprises coupables. Enfin, de nombreuses productions sont indiscutablement des « maux publics », comme les embouteillages, la pollution, les problèmes climatiques associés, certains services bancaires et juridiques, ou les coûts du logement en zone urbaine⁷³.

Le PIB n'explique pas les inégalités de revenus et de patrimoine, la pauvreté relative ou absolue ou l'égalité des chances à l'intérieur d'une société. Il est difficile statistiquement de prendre en compte les « richesses humaines » qui n'ont pas de valeur marchande généralisée. Il s'agirait alors de tenir compte des solidarités, des degrés de liberté réels, des valeurs démocratiques et, plus généralement, de la qualité de la vie quotidienne des personnes, entre les nécessités productives en lien avec la consommation, et le potentiel de réalisation d'une vie individuelle et sociétale épanouie. En négligeant une part importante de ce qui fait la vie des hommes, le PIB réifie l'image du bien-être à l'expression de sa simple évolution, produisant ainsi des effets positifs ou négatifs sur la réalité de la situation des personnes. Les effets pervers sont alors considérables. Un pays qui dispose d'importantes ressources économiques, sociales et humaines, qui offre une plus grande protection sur le marché du travail, qui a l'occasion d'améliorer gratuitement son potentiel intellectuel et sa réflexion philosophique et qui peut s'approprier un temps aux activités ludiques non marchandes, peut alors se considérer dans une mauvaise situation parce que son PIB, pendant quelques années, n'a pas évolué aussi vite que celui de ses partenaires. Le monde marchand ne peut traiter que les questions de très court terme, alors que le système économique et social et le bien-être des personnes impliquent des décisions structurelles de long terme. Aujourd'hui, les indicateurs environnementaux mettent en évidence un dépassement des principaux seuils d'alerte, notamment en termes de changement de climat.

Pour Kuttner⁷⁴, dans les modèles économiques, les marchés sont toujours considérés comme les plus efficaces. Il n'y a pas de pouvoir, car la compétition naît partout où le profit se développe. La question qui se pose cependant est de savoir si les règles du jeu du marché sont fondées sur le pouvoir politique ou sur l'efficacité du marché ? Pourtant, on peut constater

⁷³ Dès 1949, Kuznets s'intéressait déjà aux « coûts gonflés de la civilisation urbaine.

⁷⁴ Robert Kuttner (2016), The New Inequality Debate, The American Prospect magazine - Winter 2016. <http://prospect.org/article/new-inequality-debate-0>

que les inégalités brutes ne sont pas fondées sur l'efficacité, il existe une large zone d'indétermination des salaires et traitements de toute sorte qui n'ont rien à voir avec la force de la performance économique. Si la libéralisation de l'économie des marchés financiers a permis de produire 10.000 milliards de dollars de coûts supplémentaires, les bénéfices sont bien difficiles à mettre en évidence, tout comme la justification du milliard de dollars par jour offerts aux traders dont le comportement n'est pas exactement celui qui satisfait le bien-être économique général. Cette constatation doit être faite.

Pour les comparaisons internationales du PIB, le calcul des PIB par le taux de change n'est pas satisfaisant. Plusieurs instruments statistiques ont été mis en place pour limiter cet effet aléatoire, fondé parfois sur une simple activité spéculative conjoncturelle. Le système des parités de pouvoir d'achat est sans doute celui qui est le plus recommandé. Il s'agit de constituer un panier de produits significatifs, de le valoriser dans les monnaies de chaque zone et ainsi de déterminer la « vraie » valeur du taux de change, hors système monétaire et financier. Cependant, même cette procédure reste discutable, au moins sur trois points. D'abord, pourquoi donc seul le pouvoir d'achat serait pris en compte, ce qui maintient l'idée selon laquelle la richesse n'est dépendante que du monde marchand. Ensuite, quel panier de produit faut-il choisir, étant entendu que les achats effectués dans les différents pays, malgré la mondialisation, ne sont pas équivalents. Si l'on retient un panier « type » américain, on augmentera ainsi la valeur du dollar en parité de pouvoir d'achat. Le choix est donc capital. Enfin, les prix des produits font l'objet de constantes modifications, liées à la diversité des marques ou des ingrédients, mais aussi à des périodes très hétérogènes de pays à pays des tensions inflationnistes.

Le produit intérieur brut (PIB) est un indicateur utile, mais trop centré sur les valeurs économiques marchandes. Certes, le PIB par habitant, les inégalités des revenus et des patrimoines, les dettes publiques et privées et le taux de chômage sont des indicateurs intéressants de l'évolution de la vie économique d'un pays, cependant d'autres critères au moins aussi importants doivent être appliqués, notamment l'espérance de vie en bonne santé, le degré de satisfaction des individus ou groupes de personnes dans leur vie d'aujourd'hui, le degré de pollution et la protection environnementale. Plutôt que de laisser les éternels « experts », souvent eux-mêmes « engagés » par leurs propres analyses, quand bien même elles s'avèreraient erronées tout ou partie, présenter les indicateurs idoines, il serait intéressant de réfléchir avec un panel de citoyens qui présenteraient leurs satisfactions et leurs difficultés, en vue de vérifier leur adéquation entre les objectifs collectifs. Les indicateurs statistiques souffrent de la nécessité de leur permanence, alors même que leur signification n'a plus la même précision au regard des nouveaux événements et des cultures qui se transforment. Il faut donc à la fois les utiliser, mais aussi en modérer le poids par d'autres indicateurs, plus récents, peut-être appelés à

se maintenir, le temps pour eux de perdre aussi progressivement de leur qualité d'information dans un monde en perpétuel changement.

L'estimation du bien-être ou du développement humain

La croissance du PIB peut être un mirage numérique qui cache une crise économique à venir. Aujourd'hui, les indicateurs environnementaux mettent en évidence un dépassement des principaux seuils d'alerte. Le monde marchand ne peut traiter que les questions de très court terme, alors que le système économique et social et le bien-être des personnes impliquent des décisions structurelles qui le dépassent. Compte tenu de ces inconvénients, est-ce que le PIB doit être abandonné comme critère du progrès économique d'un pays ? S'il faut une mesure générale de l'activité économique totale, il remplit imparfaitement ce rôle. Il ne peut pas être le seul indicateur car il ne mesure pas le bien-être. Plusieurs propositions ont été faites, du calcul de l'Indice de Développement Humain de l'ONU, à celles d'une « Mieux Vivre » de l'OCDE, en passant par les propositions du rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi ou du Conseil économique et social en France. A priori, il semble préférable aujourd'hui d'emprunter une approche de type « Tableau de bord », avec plusieurs indicateurs significatifs.

Les calculs du PIB

Le Tableau 1 met en évidence les prévisions du PIB pour 2016, ainsi que l'indicateur IDH (indice de développement humain). Selon les hypothèses utilisées, les résultats sont différents, mais ils ne mettent pas en évidence les inégalités sociales qui existent dans les pays concernés. Ajoutons que le concept même de PIB devrait être rediscuté en vue d'introduire l'appauvrissement des ressources naturelles, le coût des actions favorables au réchauffement climatique ou le caractère non marchand de nombre d'activités économiques utiles⁷⁵.

Sur la base du Tableau 1, on constate que la notion de PIB est discutable, s'il est calculé en parités de pouvoir d'achat (PPA) ou en dollars courants. D'autre part, le PIB par habitant, sur la base des PPA met en évidence l'écart « moyen » de la production des richesses « apparente » par habitant. D'autre part, l'Indice de développement humain⁷⁶, pour ces pays aux niveaux de développement très différents, produit des résultats relativement homogènes au regard du PIB par habitant (PPA), sauf pour les Etats-Unis.

⁷⁵ Fontanel, J., Guilhaudis, J-F. (2019), Les effets pervers de l'usage du PIB pour la décision politique et les relations internationales. Comment en sortir ?, AFRI (Annuaire Français des Relations internationales), Paris.

⁷⁶ L'indicateur de Développement Humain se propose de mesurer le niveau de développement des pays, en retenant des indicateurs complémentaires à l'estimation du PIB. Il fait la synthèse de trois séries de données, l'espérance vie, le niveau d'instruction (durée moyenne de scolarisation et le taux d'alphabétisation) et le PIB réel corrigé. Calculé par le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) offre une information plus précise du développement d'un pays, mais il ne permet pas d'intégrer des facteurs qualitatifs importants concernant notamment les inégalités sociales, la précarité ou l'importance des libertés politiques et le respect des droits de l'homme.

Tableau 1 - Prévisions des PIB pour 2016 (dollars courants, PPA, par habitant) et IDH

Pays	PIB milliards de dollars courants	PIB (PPA) en milliards dollars	PIB par habitant (PPA)	IDH (2014)
USA	18399	18400	57000 (1)	0,915(2)
Chine	12125	20778	8600(9)	0,727(9)
Japon	4136	4866	38300(5)	0,891(5)
Allemagne	3421	3900	47300(2)	0,916(1)
Royaume-Uni	2919	2710	41700(3)	0,907(3)
France	2448	2676	41360(4)	0,888(4)
Inde	2346	8629	6650(10)	0,609(10)
Brésil	1731	3086	15050(8)	0,755(8)
Russie	1214	3411	24000(6)	0,798(6)
Mexique	1189	2273	17900(7)	0,756(7)

Le calcul de l'IDH

Les pays en développement dispose d'un IDH en légère croissance, ce qui met en évidence une meilleure intégration dans l'économie mondiale entre 1990 et 2016, à l'exception de plusieurs pays africains.

Les comptes nationaux proposent le calcul d'indicateurs de bien-être, avec la construction de comptes satellites, mais leur impact médiatique et politique demeure relativement faible. Le « tout PIB » semble faire partie du « consensus de Washington ». Par ailleurs, si l'Indicateur de Développement Humain proposé par Amartya Sen et le PNUD donne des résultats intéressants, il est aussi parfois difficile à interpréter. Si un pays dispose de plus de lits dans les hôpitaux est-ce un signe d'une meilleure prise en compte des soins collectifs nécessaires ou est-ce dû au développement de nouvelles maladies, notamment psychiatriques ? Le progrès humain ne dépend pas de la production indéfinie des marchandises et des services payants. Il faut rappeler en outre que l'idée même d'un développement économique de « rattrapage » est remise en cause avec le concept de développement « soutenable ». Une croissance économique « à l'américaine », trop consommatrice de matières premières et trop polluante, ne peut pas constituer un objectif pour les autres économies nationales, sans même mettre en évidence les questions irrésolues aujourd'hui concernant le climat, les inégalités sociales excessives ou l'apparition rapide de nouvelles raretés.

Aujourd'hui, l'indicateur du développement humain du PNUD retient trois critères, « la longévité, le savoir et le niveau de vie », mais d'autres

choix auraient pu être retenus, notamment les libertés politiques, le droit des femmes ou les solidarités collectives. Il est aisé de constater que la mondialisation de l'économie n'a pas vraiment bénéficié aux Pays les Moins Avancés (PMA), malgré l'ouverture de leurs frontières économiques au système commercial et financier international. Les nouvelles opportunités économiques ne sont accessibles qu'aux organisations disposant à la fois de moyens logistiques importants, de ressources humaines de qualité et innovatrices, de l'appui de leurs gouvernements et de moyens financiers conséquents. La mondialisation conduit à une logique de spécialisation dans quelques produits d'exportation, ce qui accroît la grande vulnérabilité des pays au regard des aléas internationaux de la fluctuation des prix et des facteurs d'innovation. Lorsque les pays pauvres se révoltent, les institutions internationales invoquent le principe « volenti non fit injuria » selon lequel il n'y a pas d'injustice là où il y a consentement, notamment celui d'appartenir (ou non) à l'OMC. Cependant, avec l'application de la clause de la nation la plus favorisée, la signature des pays pauvres est contrainte par le non respect de cette règle par tous les membres de l'OMC en cas de refus. DE ce point de vue, l'IDH ne met pas suffisamment en avant la domination subie par les pays pauvres aux règles et injonctions définies dans les pays riches.

Le rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi

L'analyse du bien-être fait l'objet de nouvelles études intéressantes, qui méritent encore de nombreux efforts de précision et de méthode. Le rapport Stiglitz, Sen, Fitoussi⁷⁷ a proposé plusieurs recommandations pour améliorer cette analyse. Il met en évidence que le bien-être est pluridimensionnel. Son analyse suppose des indicateurs fiables concernant les conditions de vie matérielles (revenu, consommation et richesse), la santé publique et individuelle, l'éducation, les activités personnelles, la qualité du travail, la participation à la vie politique et à la gouvernance, les liens et rapports sociaux, les questions environnementales et l'insécurité économique et physique (Tableau 2).

Dans la même orientation, l'indice de bien-être (IBE) développé par Osberg et Sharpe était sans doute plus représentatif de la réalité économique et sociale des pays. Il s'agissait alors d'intégrer plusieurs variables comme les flux de consommation courante consommation des biens et services, services et production non marchands, loisirs), les stocks de richesse (biens corporels, biens de consommation durable, accumulation de capital humain et social, coûts environnementaux), la répartition des revenus (inégalités et pauvreté économiques) et le degré de sécurité économique et sociale liée au chômage, à l'âge, à la maladie, etc.). Ce calcul réalisé sur 6 pays (Etats-Unis,

⁷⁷ Stiglitz, J., Sen, A., Fitoussi, J-P. (2009) Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès sociale, INSEE, http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/dossiers_web/stiglitz/doc-commission/RAPPORT_francais.pdf

Royaume-Uni, Canada, Australie, Norvège et Suède) met en évidence des distorsions entre le PIB par habitant et la perception statistique du bien-être de leurs citoyens⁷⁸. Si la Norvège allie correctement pendant la période d'étude le progrès économique et le bien-être, pour le Royaume-Uni le bien-être économique stagne à partir de 1980, puis baisse jusqu'en 1991, avant de remonter pour atteindre le niveau de 1980 au début des années 2000. Autrement dit, en 20 années de croissance économique le bien-être particulier et collectif des Britanniques n'a pas été amélioré.

Tableau 2 : Les recommandations du rapport Stiglitz, Sen, Fitoussi

- 1) Dans le cadre de l'évaluation du bien-être matériel, il est préférable de se référer aux revenus et à la consommation plutôt qu'à la production
- 2) Mettre l'accent sur la perspective des ménages
- 3) Prendre en compte le patrimoine en même temps que les revenus et la consommation
- 4) Accorder davantage d'importance à la répartition des revenus, de la consommation et des richesses.
- 5) Élargir les indicateurs de revenus aux activités non marchandes.
- 6) La qualité de la vie dépend des conditions objectives dans lesquelles se trouvent les personnes et de leur « capacités » (capacités dynamiques). A cette fin, il s'agit d'améliorer les mesures chiffrées de la santé, de l'éducation, des activités personnelles, des conditions environnementales, des relations sociales, de la participation à la vie politique et du sentiment national d'insécurité.
- 7) Les indicateurs de la qualité de la vie devraient fournir une évaluation exhaustive et globale des inégalités.
- 8) Des enquêtes devront être conçues pour évaluer les liens entre les différents aspects de la qualité de la vie de chacun.
- 9) Les instituts de statistiques devraient fournir les informations nécessaires pour agréger les différentes dimensions de la qualité de la vie, et permettre ainsi la construction de différents indices.
- 10) Les mesures du bien-être, tant objectif que subjectif, fournissent des informations essentielles sur la qualité de la vie. Les instituts de statistiques devraient intégrer à leurs enquêtes des questions visant à connaître l'évaluation que chacun fait de sa vie, de ses expériences et priorités.
- 11) L'évaluation de la « soutenabilité » nécessite un ensemble d'indicateurs bien défini. Les composantes de ce tableau de bord devront avoir pour trait distinctif de pouvoir être interprétées comme des variations de certains « stocks » sous-jacents.
- 12) Les aspects environnementaux de la « soutenabilité » méritent un suivi séparé reposant sur une batterie d'indicateurs physiques sélectionnés avec soin. Il est nécessaire, en particulier, que l'un d'eux indique clairement dans quelle mesure nous approchons de niveaux dangereux d'atteinte à l'environnement (du fait, par exemple, du changement climatique ou de l'épuisement des ressources halieutiques).

⁷⁸ Lars Osberg et Andrew Sharpe, « Une évaluation de l'indicateur de bien-être économique dans les pays de l'OCDE », Séminaire de la DARES, 15 Octobre 2002. OCDE, Du bien-être des nations, le rôle du capital humain et social. Paris. 2001. Sharpe A., Méda. D, Jany-Catrice F. et Perret B (2003), "Débat sur l'indice de bien-être économique", Travail et Emploi, n° 93, Janvier 2003.

Les propositions du Conseil économique et social et de France Stratégie

Le Conseil économique, social et environnemental (Cese)⁷⁹ et France Stratégie⁸⁰ proposent la présentation de dix indicateurs en complément du PIB pour servir de support annexé au projet de loi de finances⁸¹. Un panel de citoyens a testé les thèmes et indicateurs pour en vérifier l'adéquation avec leurs préoccupations. Les choix ne sont pas opérés ne sont pas indiscutables, notamment parce que chaque indice « quantitatif » ne donne qu'une vision restrictive de la réalité à représenter. Cependant, il faut choisir des indicateurs pertinents et compréhensibles pour informer les choix de politique publique, notamment en termes de « soutenabilité » (Tableau 3).

Tableau 3 - 10 indicateurs complémentaires au PIB

Inégalités de revenus	Rapport de la masse des revenus détenue par les 10 % les plus riches et les 10 % les plus pauvres
Climat-énergie	Empreinte carbone
Investissement	Actifs productifs physiques et incorporels en % du Produit Intérieur Net
Travail-emploi	Taux d'emploi de la population active (15 – 64 ans)
Education	Taux de diplômés de l'enseignement supérieur parmi les 25-34 ans
Santé	Espérance de vie en bonne santé à la naissance
Biodiversité	Indice d'abondance des oiseaux
Capital financier	Dettes des différents agents économiques non financiers (administrations publiques, entreprises, ménages) rapportée au PIB
Gestion des ressources	Taux de recyclage des déchets
Bien-être	Satisfaction à l'égard de la vie (Enquête SRCV/SILC)

⁷⁹ CESE est organisme consultatif composé de représentants sociaux (patronat, syndicats, associations)

⁸⁰ France Stratégie est un organisme rattaché au Premier ministre, il formule des recommandations au gouvernement. Cf. Pouchard, A. (2015), Au-delà du PIB, 10 indicateurs pour mesurer autrement le progrès, Le Monde, 10 Juillet.

⁸¹ CESE, France Stratégie (2015), Le CESE et France Stratégie proposent 10 indicateurs phares complémentaires au PIB. <http://www.lecese.fr/content/le-cese-et-france-strat-gie-proposent-10-indicateurs-phares-compl-mentaires-au-pib>

Plusieurs remarques peuvent être faites concernant ce Tableau et ces indicateurs.

- L'inégalité des revenus est un problème économique, mais aussi politique, car elle alimente les revendications et les frustrations et elle participe à la définition d'un bien-être collectif. Les inégalités ont un prix, celui du gaspillage des ressources dans le cadre de groupes très riches dont l'optimisation de la fortune n'est guère possible, conduisant à une gestion de type « latifundium »⁸². Ce n'est donc pas seulement une valeur qui exprime des inégalités, c'est aussi un indicateur d'efficacité potentielle concernant le potentiel de « soutenabilité » politico-sociale, mais aussi économique de cette distribution des revenus.

- L'accès à l'emploi est important dans la situation économique et sociale de la France, laquelle est moins bien placée que l'Allemagne ou le Royaume-Uni dans les statistiques. Une analyse plus fine mériterait cependant d'être engagée, concernant notamment la précarité des emplois et les contrats « zéro heure » de Londres⁸³. Une réflexion sur la signification de l'indicateur est alors nécessaire, surtout si l'on compare la protection des travailleurs en France et les conditions de l'indemnisation du chômage avec celles de leurs voisins. En élargissant le débat, notons qu'il y a une grande misère des services sociaux anglais. Les personnes dépendantes et les retraités ou seniors sont directement concernés, car les règles sont devenues de plus en plus strictes, limitant le temps des soignants avec chaque patient

La mise en avant de la dette publique (endettement des administrations publiques) n'est sans doute pas toujours à privilégier, il faut aussi tenir compte de la dette privée (entreprises et ménages). En 2015, la dette publique de la France avoisine aujourd'hui la valeur de son PIB, mais la dette privée s'est aussi développée, un peu plus des deux tiers du PIB pour les entreprises et 55,5 % PIB pour les ménages. En comparaison, le Royaume-Uni a un endettement des ménages plus élevé (85,8 %) pour les ménages et 54,7 % pour les entreprises⁸⁴.

L'investissement mesure l'accumulation des moyens de production transmis d'une génération à l'autre. Le taux d'investissement calcule les actifs physiques (machines, équipements, infrastructures, cheptel, forêts, etc.) et immatériels (brevets, œuvres artistiques et littéraires, logiciels, recherche et développement, etc.) qu'il rapporte au produit intérieur net (PIB –

⁸² Un latifundium est un domaine agricole important exploité de manière extensive, sur la base d'une très forte concentration de la propriété foncière. C'est un exemple de gestion économique à la fois peu concentrée sur l'optimisation de la production et sur l'exploitation des ouvriers agricoles, généralement journaliers, dans les pays en développement.

⁸³ Ridet, P.(2015), Droit du travail : des « mini-jobs allemands au contrat « zéro heure » britannique, Le Monde, 15 Juin.

⁸⁴ Banque de France, Taux d'endettement des agents non financiers. Comparaisons internationales, Stat Info, 2^e Trimestre 2015. https://www.banque-france.fr/uploads/tx_bdfstatistiquescalendrier/2015-T2-stat-info-taux-d-endettement-des-anf-comparaisons-internationales.pdf

consommation du capital pendant la période). Supérieur à 400% en France en 2015, ce taux a augmenté de plus de 12 % en dix ans.

L'espérance vie en bonne santé (sans limitation d'activités et sans incapacités) est l'indicateur le plus important pour les Français. L'espérance vie en bonne santé est sans doute la meilleure en Europe, notamment pour les femmes. Les champions de l'espérance de vie en bonne santé ne sont pas forcément ceux qui disposent de l'espérance de vie la plus élevée.

L'indicateur de satisfaction à l'égard de sa vie est subjectif, et évolutif selon les périodes de stress ou de calme national ou international⁸⁵. Les Allemands se déclarent plus heureux que les Français, mais les Japonais se sentent encore plus malheureux⁸⁶. Cet indicateur peut évoluer rapidement en fonction de facteurs dont l'émergence dépend de la connaissance des relations internationales, du terrorisme, de l'influence des médias, de la précarité, mais aussi de valeurs éducatives ou religieuses. Il dépend aussi de la pyramide des âges. Les Français sont souvent considérés comme râleurs, ayant de la difficulté à définir les priorités de la vie pour ne retenir que ce qui ne va pas.

Les inégalités sociales sont un facteur de frustration et souvent d'injustice. En utilisant le coefficient de Gini, on peut constater que l'Espagne et l'Italie sont les pays les plus inégalitaires et que la France l'est moins que le Royaume-Uni mais plus que l'Allemagne. Cependant, il faudrait aussi mettre en évidence l'importance de la classe moyenne, pour comprendre la fluidité de la progression sociale, et son évolution. Le taux de pauvreté aurait aussi pu être introduit, car il suppose une réflexion spécifique sur cette question cruciale. Le calcul du coefficient de Gini aurait pu aussi être appliqué.

La qualité du système éducatif d'un pays mesure aussi le niveau de progression d'un pays. L'OCDE utilise les indicateurs PISA, malheureusement fournis tous les trois ans. Le Royaume-Uni est plus avancé que la France, mais l'Allemagne et l'Italie sont plus en retard encore. La question est plutôt de s'interroger sur la classe d'âge (25-34 ans), même si celle-ci représente la formation des cadres de haut niveau du futur proche. Cependant, on peut légitimement s'interroger à la fois sur la nature de la formation d'enseignement supérieur, sur le niveau réel de la formation et sur

⁸⁵ L'OCDE utilise déjà les données collectées par le Gallup World Poll, sondage mondial interrogeant des milliers de personnes dans de nombreux pays et décrit par l'étude comme « le meilleur candidat en raison de ses caractéristiques statistiques, de son ancienneté et de la possibilité qu'il offre de faire des comparaisons internationales ». Les sondés doivent répondre à la question suivante : « Imaginez une échelle de onze échelons où la valeur la plus basse (0) représente la pire vie possible pour vous et la valeur la plus haute (10) représente la meilleure vie possible pour vous. Sur quel échelon vous sentez-vous personnellement à l'heure actuelle ? ».

⁸⁶ L'OCDE utilise déjà les données collectées par le Gallup World Poll, sur la base de la question suivante : « Imaginez une échelle de onze échelons où la valeur la plus basse (0) représente la pire vie possible pour vous et la valeur la plus haute (10) représente la meilleure vie possible pour vous. Sur quel échelon vous sentez-vous personnellement à l'heure actuelle ? » Les Français se situent globalement dans la moyenne des pays de l'OCDE (6,5 contre 6,6)

l'adéquation (recherchée ou non) avec les emplois d'aujourd'hui ou de demain.

Le taux de recyclage est important. Le recyclage des déchets tend à faire baisser l'empreinte carbone et à mettre en évidence l'importance de la responsabilité collective dans le refus du gaspillage des ressources naturelles. La France est très en retard (37,6 % des déchets municipaux sont recyclés) contre 64,665 % en Allemagne et 43,5 % au Royaume-Uni. D'autres critères auraient pu être retenus, mais celui-ci témoigne de la capacité d'un pays à s'investir dans une opération de service public citoyen.

L'évolution de la diversité est mise en avant comme critère, sur la base de l'abondance des oiseaux⁸⁷. Sur cette base, la biodiversité est supposée en baisse en France. Ce critère n'est sans doute pas suffisamment robuste, car il représente l'ensemble de la biodiversité. Un gouvernement pourrait alors engager une action spécifique sur les oiseaux pour témoigner de sa capacité à défendre la biodiversité, sans engager d'autres actions similaires dans les autres secteurs de l'environnement.

L'intégration des questions environnementales dans la mesure du progrès est nécessaire. L'empreinte carbone mesure la quantité de gaz à effet de serre nécessaire à la satisfaction des besoins annuel des citoyens. Sur ce point, la France est en avance sur les autres pays européens avec 12 tonnes d'équivalent CO₂ par personne et par an, contre 13 pour l'Espagne et l'Italie, 15 pour l'Allemagne et 17 pour le Royaume-Uni.

Les analyses de l'OCDE

La mesure du bien-être place l'humain au cœur de l'évaluation. L'OCDE⁸⁸ se propose de mettre en évidence les conditions de vie des personnes, lesquelles ne peuvent être représentées par les seuls indicateurs produits par le Produit intérieur brut d'un pays. D'autres critères doivent être retenus, à la fois des éléments quantitatifs objectifs, mais aussi des indicateurs subjectifs qui expriment le ressenti général des individus sur la qualité de leur vie. Evidemment, des chiffres synthétisés donnent une idée du bien-être de la population d'un pays, ils soulignent les forces et les faiblesses de la qualité de vie quotidienne des citoyens. Des études plus poussées rendent aussi compte de l'évolution du bien-être de catégories significatives, comme l'âge, le sexe ou l'importance des revenus. L'étude de l'OCDE s'appuie notamment sur le rapport Stiglitz, Sen-Fitoussi⁸⁹ et sur le Groupe de travail CEE-

⁸⁷ Le choix des oiseaux a été dicté par le fait qu'ils sont en fin de chaîne alimentaire et que la raréfaction ou la disparition d'autres espèces a un impact sur leurs populations.

⁸⁸ OCDE (2016), Comment va la vie ? 2015 : Mesurer le bien-être, Editions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/how_life-2°16-fr ; Boarini, R. L'initiative Vivre Mieux de l'OCDE, OCDE, Better Life Initiative, ocde-borini-30-mai-12pdf

⁸⁹ Stiglitz, J., Sen, A., Fitoussi, J-P. (2009) Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès sociale, INSEE, http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/dossiers_web/stiglitz/doc-commission/RAPPORT_francais.pdf

ONU/Eurostat/OCDE sur les statistiques du développement durable, pour prendre en compte à la fois les indicateurs immédiats (ici et maintenant) et prospectifs (stocks de ressources disponibles pour les générations futures), mais aussi les retombées d'une décision d'un pays sur le bien-être d'un autre pays. Jusqu'à présent, la qualité de l'enseignement était définie à partir des dépenses engagées par chaque pays.

L'approche par l'indice de l'OCDE « Mieux-Vivre »⁹⁰, sous forme de Tableau de bord, est intéressante, car il contribue réellement à comprendre le bien-être social et les compensations et relations entre les indicateurs significatifs. Certes, des progrès conséquents doivent encore être entrepris dans ce domaine. Il s'agit notamment de déterminer des indicateurs de « soutenabilité », lesquels ne sont pourtant pas en mesure de mettre en évidence les chemins et voies que prendront les technologies, les conflits et les comportements humains de demain. Ils permettent cependant de mesurer les progrès à accomplir et de définir des indicateurs qui fournissent quelques informations sur les conséquences à long terme des choix d'aujourd'hui.

Le Tableau 2 indique à la fois les thèmes utilisés dans la définition du niveau de vie et les indicateurs choisis. Dans l'analyse de l'OCDE, il s'agit plutôt de dévoiler les compétences acquises à la suite d'un processus éducatif. Certains chiffres sont rapidement disponibles. Il est cependant à noter que, au classement des thèmes, la santé, la satisfaction à l'égard de l'existence, l'éducation, la sécurité, l'équilibre vie privée sont les facteurs les mieux valorisés par les citoyens bien avant l'engagement civique ou les liens sociaux, mais aussi avant le revenu, l'emploi ou le logement.

En 2015, le revenu moyen par habitant de l'OCDE atteint 27000 dollars, pour un patrimoine de 54.000 dollars, mais le revenu d'activité moyen se situe à 40.600 dollars. Les pays au niveau supérieur en termes de revenus enregistrent de bons résultats sur le plan du bien-être (Luxembourg, Norvège, Suisse, Etats-Unis, Pays-Bas, Autriche, Australie, Suède, Danemark, Allemagne, Canada), mais ils n'ont pas de résultats satisfaisants concernant la sécurité de l'emploi, la victimisation, les compétences des adultes, les loisirs, l'espérance vie, la durée du travail, la mortalité par agression. Pour les Etats à revenu moyen, l'espérance vie est largement favorisée, ainsi que les valeurs relatives aux loisirs ou la durée de travail.

Le Tableau 4 met en évidence certains indicateurs complémentaires au PIB. Certains d'entre eux sont discutables. Ainsi, l'engagement civique et la gouvernance représentée par le taux de participation électorale constituent une proposition qui fait débat. Le caractère démocratique d'une société ne peut plus être représentée par la seule participation aux élections. La qualité et la diversité de l'information produite et disponible sont des indicateurs

⁹⁰ OECD (2016), Better Life Index. Edition 2016. <http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=BLI>
OECD (2016), Better Life Index. Edition 2016 ; Definitions.
<http://www.oecd.org/statistics/OECD-Better-Life-Index-2016-definitions.pdf>

essentiels de la vie politique. Les citoyens fortunés peuvent, dans le cadre d'une démocratie sans garde-fous, accaparer le pouvoir au sommet de l'Etat, soit directement, soit par collaborateurs interposés.

Tableau 4 - Tableau des indicateurs de l'OCDE

Facteurs de bien-être	Indicateurs
Revenus et patrimoines - Revenu des ménages - Patrimoine financier	- Revenu disponible ajusté net des ménages (RDAN) en USD, PPA 2010, par habitant - Patrimoine financier net des ménages (USD PPA courants) par habitant
Emplois et salaires - Emploi - Salaire - Sécurité de l'emploi - Chômage longue durée	- Taux d'emploi ⁹¹ - Salaire annuel brut moyen plein temps (PPA) - Probabilité du chômage ⁹² - % population active au chômage depuis un an ou plus.
Equilibre travail/Vie privée - Durée de travail - Temps de loisir	- % salariés travaillant 50H par semaine ou + - heures/jour pour employés à plein temps.
Logement - Nombre de pièces par personne - Accessibilité financière au logement - Equipements sanitaires de base	- Nombre moyen de pièces par personne ⁹³ - Dépenses de logement ⁹⁴ en % revenu (RDAN) - % de personnes dans des logements sans équipement sanitaire
Qualité environnement - Qualité de l'eau - Qualité de l'air	- % de satisfaction de la population totale - Exposition au PM25 pondéré par habitant
Etat de santé - Espérance vie - Santé perçue	- Espérance vie à la naissance - % de personnes se déclarant en bonne santé
Education et compétences - Niveau d'études - Compétences cognitives - Compétences des adultes	- % adultes diplômés 2 ^e Cycle du secondaire - PISA (OCDE) - Score moyen au PIAAC (OCDE)
Liens sociaux	- % de personnes se déclarant soutenu par des proches en cas de coup dur
Engagement civique et gouvernance	- Taux de participation électorale
Sécurité personnelle - Mortalité par agression - Victimisation autodéclarée	- Mortalité par agression - % personnes se déclarant victime d'une agression au cours des 12 derniers mois.
Bien-être subjectif	Satisfaction de son existence (échelle de Cantrill, sur la base de 10 niveaux de satisfaction)

⁹¹ Salariés de 15 à 64 ans en pourcentage de la population de cette tranche d'âge.

⁹² Flux annuel d'entrées dans le chômage (en points de pourcentage)

⁹³ hors salle de bain, toilettes, cuisine, arrière cuisines, buanderies ou garages)

⁹⁴ Entretien compris

En outre, les résultats sont parfois étonnants (Tableau 5). Les Etats-Unis ont un niveau élevé de mortalité par agression, mais les Américains affirment que leurs rues sont sans danger, alors que la France, qui dispose d'un taux faible de mortalité par agression, se sent particulièrement en insécurité le soir en marchant dans les voies publiques. En outre, les indices de pauvreté et l'importance des inégalités de patrimoine ne sont pas suffisamment intégrés dans cette présentation. Le patrimoine productif se définit comme l'ensemble des actifs physiques et immatériels d'un pays susceptible d'une transmission d'une génération à une autre. Aujourd'hui, il est 4 fois supérieur au Produit intérieur net (PIB moins le capital fixe consommé pendant la période), en progression constante depuis 2000.

Tableau 5 – Quelques résultats significatifs

Pays	Points forts	Points faibles
Allemagne	Qualité de l'eau Sécurité de l'emploi Revenus des ménages	- Qualité de l'air, - Perception de la santé - Accessibilité au logement
Royaume-Uni	- Victimisation, - Equipements sanitaires de base - Emploi - Patrimoine financier	- Accessibilité au logement, - Durée de travail, - Compétences des adultes - Taux de participation électoral
France	- Temps de loisir (le plus important de l'OCDE), - Revenu des manages, - Espérance vie, - Participation électorale - Equipements sanitaires de base	- Emploi (sécurité de l'emploi, chômage de longue durée) - Santé perçue, - Soutien social, - Qualité de l'eau - Victimisation autodéclarée - Satisfaction à l'égard de l'existence
Grèce	-Espérance vie, - Equipements sanitaires de base, - Santé perçue - Durée du travail,	Tous les autres indicateurs sont en dessous de la moyenne de l'OCDE
Etats-Unis	Victimisation Tous les autres indicateurs sont plus élevés que ceux de la moyenne de l'OCDE	- Espérance de vie, - Durée du travail, - Temps de loisir, - Compétences des adultes, - Compétences cognitives à 15 ans - Mortalité par agression

Plusieurs études complémentaires ont été engagées qui préjugent d'autres innovations relatives à la prise en compte réelle du bien-être. Ainsi, le bénévolat semble améliorer, dans tous les pays, la satisfaction à l'égard de la vie, mais il n'est pas démontré qu'il y ait pour autant une relation de cause à

effet⁹⁵. Si l'on compare les dépenses de recherche-développement par habitant et les produits de la propriété intellectuelle, les résultats sont parfois discordants⁹⁶. Le Tableau 6 fournit une estimation des pays selon l'importance du patrimoine moyen et médian.

Tableau 6. Classement des pays par patrimoine par habitant

Pays	Classement	Classement
	patrimoine moyen	patrimoine médian
Luxembourg	1	1
USA	2	18
Canada	3	7
Australie	4	3
Allemagne	5	4
Espagne	6	2
Belgique	7	5
Italie	8	6
OCDE	8bis	8bis
Autriche	9	16
Corée du Sud	10	8
France	11	11
DEU	12	17
Portugal	13	12
Pays-Bas	14	18
Norvège	15	13
Grèce	16	10
Finlande	17	15
Slovaquie	18	14

L'élargissement territorial de la pauvreté dans le monde

Après l'effondrement du bloc soviétique, l'ouverture du commerce mondial est alors présentée comme un facteur de progrès économique pour tous les pays participants et un instrument de lutte contre la misère et la pauvreté. Cependant, au moins trois critiques peuvent être présentées à ce tableau idyllique.

⁹⁵ Tableau 5-8. OCDE (2016), Comment va la vie ? 2015 : Mesurer le bien-être, Editions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/how_life-2°16-fr

⁹⁶ La Finlande investit le plus dans la R-D, mais elle est largement dépassée par la Suède, les Etats-Unis et le Danemark pour les produits de la propriété industrielle. La Grèce en revanche n'est performante ni dans l'un ni dans l'autre. La France se situe dans la moyenne de l'OCDE, ce qui dans ces secteurs très inégalitaires, la situe parmi les premiers rangs.

- D'abord, l'équilibre optimal et équilibré soutenu par les théoriciens néo-classiques dans le cadre d'une généralisation du marché n'est qu'une hypothèse réfutée par une simple démonstration mathématique.
- Ensuite, depuis la création de l'OMC et l'appartenance de l'ensemble des pays aux Fonds Monétaire International, les crises économiques et financières se sont succédées à un bon rythme, avec son lot d'injustices et de misères.
- Enfin, le concept de développement durable met en évidence la nécessité de l'intervention de l'Etat, car la recherche du profit maximum des individus conduit à réduire le potentiel de développement économique des générations futures. Il s'agit alors d'intervenir en vue d'éviter les gaspillages, la dégradation des écosystèmes, les aléas technologiques ou l'épuisement des ressources non renouvelables⁹⁷.
- Dans les pays émergents, la croissance économique a réduit la pauvreté, mais les inégalités se sont accrues, sauf pour le Brésil, lequel a un ratio de 50 à 1 qui est le plus élevé de tous les pays de l'OCDE. Les inégalités salariales sont incriminées, au même titre que le progrès technologiques qui implique des adaptations au travail hétérogènes, la « mondialisation » et la « délocalisation » des recrutements, la déréglementation des marchés, l'essor des trusts, holdings ou firmes multinationales aux comptabilités souvent secrètes, des politiques sociales gommées par la concurrence, le moins-disant international et la moindre redistribution fiscale. Dans les économies émergentes, il existe un vaste secteur informel qui échappe au système de protection sociale. D'autre part, la fourniture des services publics gratuits n'est pas toujours assurée, ce qui réduit le potentiel de « welfare » collectif.
- L'OCDE⁹⁸ a reconnu l'accélération des écarts des revenus entre les riches et les pauvres. Dans les pays de l'OCDE, les 10 % les plus pauvres disposent de 7000 USD, contre 6000 dollars USD pour les Etats-Unis et 8000 USD pour l'Europe. Respectivement, les 10 % les plus riches gagnent respectivement 25 fois plus au Mexique, 17 fois en Turquie, 14 fois aux USA, 9 % en Europe et 5 % en Finlande. Globalement, dans les économies avancées, le revenu moyen du décile le plus riche de la population est neuf fois plus élevé que le décile de la population la plus pauvre. Cette tendance est apparue presque partout, même dans les pays traditionnellement les plus égalitaires comme l'Allemagne, le Danemark ou la Suède⁹⁹. Les salaires, qui représentent les ¾ des revenus sont principalement mis en accusation. Dans les pays émergents, la croissance économique a réduit la pauvreté, mais les inégalités se sont

⁹⁷ Fontanel, J. (2005), La globalisation « en analyse ». Géoéconomie et stratégie des acteurs. La Librairie des Humanités, L'Harmattan, Paris. Fontanel, J., Henriques, P. (2007), A Globalização em «análise»: geoeconomia e estratégia dos actores. Piaget Institut, Lisboa.

⁹⁸ OCDE (2015), Inégalités de revenus et pauvreté, OCDE, Paris.

OCDE (2014), Inégalités et croissance, Focus, Décembre.

OCDE (2008), Croissance et inégalités, OCDE, <http://www.oecd.org/fr/els/soc/41530189.pdf>

⁹⁹ Quelques pays ont connu un sens inverse, mais les écarts dans ces pays étaient très élevés, supérieurs à 25 fois dans le même référent de comparaison., comme le Chili et le Mexique.

accrues (sauf pour le Brésil, qui présente cependant le ratio le plus élevé de tous les pays de l'OCDE, soit 50 à 1). Faute de réformes des retraites, la classe moyenne croissante en Amérique Latine va devenir vulnérable à l'âge de la retraite, car un grand nombre de travailleurs dans le secteur informel ne cotisent pas (45 %). Pour combler ce déficit de couverture, des subventions réduisent les inégalités et la pauvreté, mais pose un grave problème pour les finances publiques. Aujourd'hui, il y a 8 personnes en âge de travailler pour une retraite, bientôt ce ratio va descendre à 4, puis à 2,9 en 2050¹⁰⁰.

- L'augmentation des inégalités se retrouve dans toutes les sociétés, dans tous les pays. Pour la Russie, sur la base d'un PIB par habitant de 12500 dollars les inégalités se sont considérablement accrues des deux dernières décennies. Ainsi, le coefficient de Gini était proche de celui de la Suède en 1990 (0,26), il est aujourd'hui de 0,42. Les 10 % les plus riches gagnent 17 fois plus que les 10 % les plus pauvres (contre 4 fois en 1990) et les 1% de la population possèdent 71% de la richesse du pays¹⁰¹. En 2012, le Produit intérieur brut par habitant des régions les plus riches était dix fois plus élevé que celui des régions les plus pauvres. En Russie, la situation sociale et économique des individus dépend essentiellement de leur position sur le marché du travail¹⁰². Le taux de chômage n'est pas bien connu, car il y a une grande différence dans les estimations entre celles du gouvernement (3,3 % en 2009) et celles du BIT (8,8 %, en 2009). Il est vrai que le travail informel prend une place importante. Pour faire face à la crise du complexe militaro-industriel¹⁰³, l'Etat a toujours soutenu les entreprises pour leur éviter de disparaître et a soutenu la réduction du temps de travail comme palliatif à la crise. Il existe un salaire minimal, des pensions de retraite, des assurances médicales, des soutiens spécifiques pour les plus pauvres ou les handicapés et un revenu minimum garanti. Cependant, les sommes allouées sont inférieures au minimum vital. En 2009, le salaire minimum, dont 30% des salariés étaient bénéficiaires, représentait 79% du minimum vital, un niveau qu'il n'a atteint qu'au cours des deux dernières années. En 2015, la situation est encore plus préoccupante avec la crise économique, les sanctions occidentales et la baisse du prix des ressources énergétiques exportées. L'allocation chômage ne représente que 10 % du minimum vital estimé. En 1991, la Russie était le pays le moins inégalitaire d'Europe, il est devenu le plus élevé. L'Etat n'exerce plus ses fonctions régulatrices, même au niveau des régions qui souffrent de très fortes inégalités de développement et de la localisation rurale ou urbaine de ses habitants. Les couples avec un ou deux enfants et les personnes seules sont majoritaires parmi les ménages pauvres.

¹⁰⁰ FMI (2015), Pourriez-vous vivre avec 1,25\$ par jour ?, Finances et Développement, Juin.

¹⁰¹ Observatoire des Inégalités (2014), les inégalités s'accroissent en Russie, 21 Juillet. http://www.inegalites.fr/spip.php?page=breve&id_breve=993

¹⁰² Prokofieva, L. "Pauvreté et inégalités en Russie", CERISCOPE Pauvreté, 2012, [en ligne], consulté le 20/11/2015, URL : <http://ceriscope.sciences-po.fr/pauvrete/content/part5/la-pauvrete-et-l-inegalite-en-russie>

¹⁰³ Fontanel, J. (1994), La conversion économique du secteur militaire. Economica, Paris.

Le contrat social est malmené, les jeunes ne trouvent plus d'emploi, en même temps que la précarité s'accroît. Les classes moyennes sont happées vers le bas. La pauvreté resurgit dans les pays développés, du fait principalement des inégalités salariales croissantes, de progrès technologiques qui excluent du marché de l'emploi les individus sans formation adaptée, ou de la déréglementation des marchés. La mondialisation a permis aux dirigeants et banquiers de percevoir des revenus parfois extravagants. La culture du « jackpot » qui permet aux gagnants de rafler toute la mise est indûment justifiée par les lois. Parallèlement, les dispositifs de protection sociale ont été parfois améliorés, mais la capacité de redistribution réduite de la fiscalité et des prestations sociales n'a pas permis de combler suffisamment l'écart¹⁰⁴. D'autre part, face à l'endettement public croissant, la fourniture de services publics gratuits n'est plus toujours assurée, la priorité étant souvent réservée à l'efficacité concurrentielle des marchés nationaux dans la compétition internationale. Si les pays en développement arrivent souvent à améliorer leurs performances économiques relativement à celles des économies développées, les écarts de revenus à l'intérieur des Nations continuent à se creuser.

Il est intéressant, dans ces conditions, de fournir quelques chiffres concernant l'évolution des inégalités de revenus aux Etats-Unis, la grande puissance mondiale durant ce dernier tiers de siècle.

La pauvreté des pays, parente pauvre des actions internationales collectives

Il devient difficile aujourd'hui pour un Etat d'assurer une croissance régulière à l'économie nationale, d'une part parce que les grands groupes économiques savent se mouvoir dans une économie globalisée pour optimiser leurs profits et, d'autre part, parce que la spéculation internationale généralisée sur l'ensemble des ressources (biens et services ou patrimoine) produit des résultats aléatoires au regard des interactions géopolitiques des Etats caractérisées le plus souvent par l'aléa moral, l'opportunisme, les accords de circonstance et le poids excessif des lobbyings privé des grandes firmes multinationales sur les décisions publiques nationales ou internationales¹⁰⁵. Jusqu'en 2012, les succès économiques du groupe BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) ont souvent été montrés en

¹⁰⁴ Ces actions réduisent d'un quart les écarts, avec un pourcentage plus grand dans les pays nordiques et inférieurs aux Etats-Unis ou en Suisse. La progressivité de l'impôt sur le revenu, l'importance de l'évasion et des dépenses fiscales, et la suppression de l'impôt sur le patrimoine, expliquent cette évolution. Il faudrait aussi améliorer l'emploi et l'employabilité, ce qui passe par une amélioration des qualifications de la main d'œuvre. Enfin, dans les économies émergentes, le vaste secteur informel échappe au système de protection sociale.

¹⁰⁵ Coulomb, F., Fontanel, J. (2006), Spéculation et instabilité financière internationale, in « Des flux et des territoires. Vers un monde sans Etats ? ». Sous la direction de Bernard Jouve et Yann Roche, Presses de l'Université du Québec, Montréal. Fontanel, J. (2006), Spéculation internationale et géopolitique, Annuaire Français des Relations Internationales, Vol. VI. 2006.

exemple pour justifier l'intérêt du libre échange international. Si cette organisation puissante promeut le dialogue et la coopération, la paix, le développement économique et la sécurité collective, elle revendique aussi un partenariat mondial plus équilibré, moins dépendant de feu le colonialisme. Elle propose la mise en place de politiques macroéconomiques responsables, de nouveaux accords commerciaux, technologiques, scientifiques et financiers entre ses membres et un fort engagement en faveur du développement durable.

Cependant, les membres du BRICS subissent depuis lors de profondes difficultés structurelles spécifiques, appelant à des solutions collectives hétérogènes. Le groupe BRICS est en crise d'identité interne et externe. La Chine souffre à la fois de la structure schizophrénique du pouvoir entre le monde politique et la sphère économique, du creusement des inégalités et de difficultés économiques particulières dans un commerce international aux évolutions difficilement maîtrisables. Cette situation ne peut manquer à terme de soulever de graves problèmes sociétaux. La Russie subit de plein fouet à la fois la crise internationale qui conduit à un abaissement drastique du prix du pétrole, de l'absence de soutien de ses partenaires concernant ses opérations ukrainiennes¹⁰⁶, mais aussi des sanctions économiques qui lui ont été imposées principalement par l'Union européenne et les Etats-Unis. Le Brésil connaît aujourd'hui une crise économique grave, dans une société gangrénée par un niveau de corruption élevé et une fracture violente entre les classes aisées et les citoyens en grande difficulté économique. L'Inde ne s'engage dans le développement que dans quelques régions. Le pays doit d'abord résoudre la question de l'économie souterraine (25 % du PIB) et de la corruption. Le gouvernement a supprimé 86 % des coupures en circulation en démonétisant les billets de 500 et 1000 roupies. Au delà de 4000 roupies, tout doit être déclaré dans une banque. L'effort demandé est important, les résultats attendus dépendront en grande partie de la confiance accordée au gouvernement Nodri et à la capacité de l'administration fiscale (3 % de la population paie l'impôt sur le revenu) à contrôler les circuits financiers officiels, officieux et la possession des billets de banque¹⁰⁷. Enfin, l'Afrique du Sud, dernier invité de ce cartel, n'a pas encore résolu ses problèmes raciaux, son insécurité chronique et l'inégalité considérable des revenus entre les citoyens. Le pays souffre du sida (six millions de personnes sont séropositives), même si le taux de mortalité dû au virus a été singulièrement

¹⁰⁶ Echinard, Y, Fontanel, J., Fontanel, M. (2013), BRICS, un concept d'origine statistique devenu l'expression d'un puissant groupe de pression dans les relations internationales d'aujourd'hui, Annuaire Français des Relations internationales.

¹⁰⁷ Seules des coupures de 100 roupies (1,4 euros) ont encore une valeur d'échange, et l'utilisation de la carte bancaire se développe. Il a été possible de revendre ses coupures obsolètes au 2/3 de leur valeur sur les marchés de la capitale. Les pots-de-vin prennent aujourd'hui des chemins plus sophistiqués. L'amnistie fiscale pour l'argent caché à l'étranger (estimé à plus de 400 milliards d'euros) n'a produit que 8 milliards de retour.

réduit. En 2015, le pays a subi sa pire sécheresse depuis trente ans, cinq provinces se sont déclarées en état de catastrophe naturelle. Le chômage concerne entre 25 et 40% de la population active et 30 à 40 % de la population vit avec 1 euro par jour.. En avril 2015, des émeutes ont ciblé les étrangers, accusés de prendre les emplois des sud-africains.

Pour la Chine, l'année 2016 se présente mal, avec une perte des réserves de change de près de 100 milliards de dollars au mois de janvier¹⁰⁸ et un yuan qui a été déprécié par le gouvernement chinois (de l'ordre de 5% en un an), en application d'un mécanisme du change plus respectueux des mécanismes du marché,. La confiance qui lui était accordée par les opérateurs internationaux s'est clairement émoussée et s'est transformée en inquiétude. Les tergiversations du gouvernement chinois dans sa politique économique impliquant le passage d'un développement fondé sur les exportations et une nouvelle croissance plus tournée vers la consommation intérieure n'est pas toujours comprises ou admises. Les choix entre une nouvelle dose de libéralisme, suivie d'un retour vers certaines formes de dirigisme (notamment les restrictions imposées aux grands détenteurs d'actions) déroutent les opérateurs. Les efforts accomplis depuis 2006 par la Chine pour limiter sa politique monétaire fondée sur un yuan sous-évalué, semblent aujourd'hui être remis en questions. Sur le marché des changes, le yuan est déprécié et la Banque populaire de Chine cherche à freiner les tensions baissières. Cependant, il faut aussi empêcher la sortie des capitaux et convaincre les investisseurs de rester dans le pays. Si le marché fonctionnait, il est probable que les fonds spéculatifs joueraient à une perte considérable de la valeur du yuan. Une guerre des monnaies internationales n'est pas exclue, notamment si la Banque populaire de Chine n'intervenait plus et si, devant l'importance du choc, d'autres monnaies dévalueraient pour conserver la compétitivité de leurs exportations et réduire le potentiel d'importations. En fait, le gouvernement doit à la fois soutenir les efforts de relance de l'économie, sans pour autant négliger les contestations sociales croissantes. Le choix implique un fort pari sur l'avenir et la question de l'ouverture de ses marchés de capitaux n'est pas sans un grand risque systémique. Dans ces conditions, les agents financiers réagissent excessivement, face à la réduction de la croissance, à l'érosion marquée du yuan et de la stratégie évolutive du gouvernement. Le yuan, partiellement convertible, perd sa crédibilité comme monnaie internationale.

Les responsables politiques des pays développés ne cherchent pas à éradiquer la pauvreté dans le monde. Ils donnent concrètement une priorité aux intérêts immédiats de leurs citoyens, ils modifient les règles du jeu du commerce et des finances internationaux à leur profit et ils influencent les politiques nationales des PMA en apportant leur soutien aux dirigeants qui ne

¹⁰⁸ Les réserves de change sont encore considérables, plus de 3.230 milliards de dollars.

s'opposent pas à leurs intérêts. Les écarts de revenus et de patrimoines entre les riches et les pauvres de la planète croissent¹⁰⁹ dangereusement, le système étant incapable de corriger les inégalités¹¹⁰ excessives dans le cadre d'une économie de marché au comportement erratique. Aux Etats-Unis, la classe moyenne consomme 95 % de ses revenus, contre 65 % pour les riches¹¹¹. La propension marginale à consommer des plus riches est de 2,2 %, pour 1000 dollars de revenus en plus, ils en consomment 22 dollars. Or, la taille du patrimoine des 10 % les plus riches représente 50.000 milliards de dollars, soit un impact sur la consommation considérable. Entre 2003 et 2013, 71 % de la hausse de la consommation leur est imputable. Selon le Boston Consulting Group, les millionnaires détiennent 47 % du patrimoine mondial et 62 % des richesses des Etats-Unis. Or, ces fortunes continuent de prospérer plus rapidement que la moyenne et devraient atteindre 52 % du patrimoine mondial en 2020, avec un rythme de 7% par an pour les fortunes supérieures à 100 millions de dollars¹¹².

Les riches ont une telle importance dans l'économie moderne, que les fluctuations de leurs biens bouleversent l'économie. Les patrimoines appartiennent à une couche très fine de la population. Dans les pays en développement, ils appartiennent souvent à quelques personnes qui se préoccupent d'abord de leur enrichissement personnel et qui placent ainsi les profits récoltés dans les banques à l'étranger. Il est fréquent que les droits des individus se heurtent aux besoins de la société. La grande richesse des latifundiaires empêchait le développement économique des régions dans lesquelles se trouvaient leurs propriétés, principalement parce que leur propension à investir était érodée, au regard des profits engagés par ailleurs et de la complexité d'une politique optimale d'un patrimoine dans une situation d'opulence. Les grandes richesses modernes semblent produire les mêmes effets.

L'écrasement progressif de la classe moyenne exerce des effets négatifs sur la croissance économique des pays. En effet, elle a souvent été à l'origine de la création des nouvelles entreprises, à condition d'avoir les moyens d'offrir à ses enfants un pécule de base et une formation adaptée. Elle dispose d'une propension à innover plus importante que les autres classes, car elle s'engage résolument dans le processus de capillarité sociale, en cherchant à atteindre le niveau de vie de « l'upper class ». Or, sa contraction réduit le potentiel de création nationale d'entreprises et, compte tenu des efforts de formation insuffisants, ceux qui s'engagent dans la voie des entreprises

¹⁰⁹ Bourguignon, F. (2012), La mondialisation de l'inégalité, Co-édition Seuil. République des Idées, Paris.

¹¹⁰ Picketty, T. (2013), Le capital au XXIe siècle, Editions Le Seuil, Paris.

¹¹¹ Bakker, B., Fellman, J. (2015), Les riches et la grande récession, in FMI, Finances et Développement, Juin.

¹¹² C'est en Suisse et au Liechtenstein qu'il y a la plus grande densité de millionnaires. En 2015, les fortunes des personnes disposant de 100 millions de dollars dans région Asie Pacifique ont connu une croissance de 21%

innovantes ne choisissent pas toujours les bonnes opportunités¹¹³.

L'expression de la pauvreté est souvent synthétisée par un chiffre, 1,25 ou 2 dollars par jour et par habitant pour survivre.¹¹⁴ Or le développement humain n'est pas fondé sur les seules conditions matérielles, il concerne aussi le refus de l'exclusion sociale, des inégalités du savoir et des revenus, de l'hétérogénéité de l'espérance de vie en bonne santé et la qualité de la vie en général. Il s'agit d'encourager l'autonomie des personnes et de réduire leurs liens de dépendance.

De même, les inégalités économiques et sociales excessives portent en elles les germes essentiels de la pauvreté, laquelle ne peut être mesurée que sur un territoire déterminé. Un ménage américain est considéré comme « pauvre » si son revenu annuel par personne se situe en dessous de 15000 dollars, soit une somme bien supérieure à ce que perçoivent près de 2,6 milliards de personnes dans le monde. Sur la base de la définition donnée à la grande pauvreté par la Banque mondiale plus de 1,2 milliards de personnes en 2014 sont concernées, mais le rapport annuel du PNUD publié en juillet 2014¹¹⁵, ajoute 1,5 milliards de personnes réparties dans 91 pays en voie de développement en situation de carences en matière de santé, d'éducation et de niveau de vie. « La lutte contre la pauvreté passe aussi, tout ou partie, par une réflexion à la fois intégrée (prenant en compte l'ensemble des besoins de chaque individu) et territoriale du développement (prenant en compte les spécificités économiques, sociales et culturelles de chaque société locale) »¹¹⁶.

Si l'on se réfère aux objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), la qualité de la vie a progressé partout dans le monde. La mortalité infantile et la pauvreté absolue ont fortement reculé et le nombre de personnes vivant avec 1,25 dollars par jour a été divisé par deux¹¹⁷. Il y a avait cinq indicateurs de base :

- Réduire de moitié la proportion de la population vivant avec moins d'un dollar par jour. Aujourd'hui, proportion des habitants des pays en développement vivant avec moins de 1,25 dollars a diminué de moitié de 34 % à 17 %, surtout grâce à la Chine (de 451 millions à 84 millions de personnes concernées).
- Assurer l'éducation primaire aux garçons comme aux filles. Le taux de scolarisation est passée de 58 % à 77 % (74 % pour les filles) et l'extrême pauvreté est passée de 58 à 47 % dans les pays en développement subsahariens.

¹¹³ Mondragon-Vélez (2015), How Does Middle-Class Financial Health Affect Entrepreneurship in America? Center for American Progress, Report May 21, 38 pages

<https://cdn.americanprogress.org/wp-content/uploads/2015/05/MiddleClassEntrepreneurs-5.7.pdf>

¹¹⁴ Fontanel, J. The economic effects of military expenditure in Third World Countries, Journal of Peace Research, Vol. 27, n° 4, November 1990

¹¹⁵ PNUD (2014), Rapport sur le Développement humain 2014 ? Pérenniser le progrès humain : Réduire les vulnérabilités et renforcer la résilience, ONU, NY et Geneva.

¹¹⁶ Matteudi, E. (2012), « Les enjeux du développement local en Afrique », L'Harmattan, Paris

¹¹⁷ Charles, K. (2015), Un monde ambitieux, in FMI, Finances et Développement, Juin.

- Réduire aux trois quarts la mortalité maternelle et des deux tiers la mortalité des enfants de moins de 5 ans (elle a baissé de 8,4 à 5 % et de 15,6 à 9,2 % en Afrique subsaharienne.) ;
- Enrayer la propagation du VIH/sida et la paludisme ;
- Rechercher un développement durable et instaurer un partenariat mondial pour le développement. Le monde en développement est un acteur essentiel de la durabilité. Il produit les deux tiers des émissions annuelles de gaz carbonique et il dispose de l'immense majorité de la biodiversité mondiale.

Les objectifs pour le développement durable insistent sur la lutte contre la pauvreté, les maladies, l'analphabétisme, l'inégalité de sexes, les pollutions l'insécurité et les gouvernances non démocratiques. L'endettement des pays en voie de développement a diminué de 5,9 % du PIB en 2000 à 3,1 % en 2013, avec une inflation mieux maîtrisée. Il faut enfin lutter contre les pandémies dès leur apparition.

La crise des producteurs de matières premières s'intensifie avec la baisse des taux de croissance de la plupart des pays dans le monde, notamment celui de la Chine. Le Nigéria, le Venezuela (-10 % en 2 ans) ou le Brésil (-4 % en deux ans), subissent une récession économique grave. Il en va de même pour l'Azerbaïdjan, l'Argentine, l'Algérie, la Libye, le Ghana, l'Égypte ou la Cameroun. Les finances publiques de ces pays connaissent des déficits importants, la financiarisation des matières premières ayant aggravé la situation car de nombreux investisseurs étrangers se sont débarrassés de ces actifs. Cette situation conduit à la sortie rapide des capitaux, souvent rapatriés vers les paradis fiscaux¹¹⁸ ou les États-Unis. Dans ces conditions, les efforts de ces pays pour améliorer le niveau de vie de leurs citoyens sont condamnés à l'échec, sauf à modifier le système de répartition nationale des revenus.

Si l'on en croit Larry Summers¹¹⁹, l'un des tenants du système libéral, même pour les États-Unis, le monde n'a pas vraisemblablement abandonné le taux de croissance proche de zéro sur une période longue. Il y a même deux chances sur trois que les USA expérimentent des taux de croissance nuls, voire négatifs dans les 5 années à venir. Pourtant, les États-Unis semblent disposer d'une économie en expansion, avec un taux de chômage de 5 % (longtemps jugé comme le taux d'expression réel du plein emploi) et la capacité industrielle tourne correctement. Le déficit public va croître durant les dix prochaines années, ce qui est inquiétant au regard d'une dette publique qui va bientôt atteindre 20.000 milliards de dollars¹²⁰, au regard des déficits publics qui s'accumulent et sont en mesure de produire une crise fiscale

¹¹⁸ Fontanel, J. (2016), Paradis fiscaux, pays filous, *Economica*, à paraître.

¹¹⁹ Larry Summers (2015), Low Real Rates, Secular Stagnation, and the Future of Stabilization Policies, Blog Larry Summers – November 20, 2015 – 35 pages. <http://larrysummers.com/wp-content/uploads/2015/12/LarrySummers-Central-Bank-of-Chile.pdf>

¹²⁰ CBO (2015), Summary of the Budget and Economic Outlook: 2016 to 2026 CBO – January 19, 2015 https://www.cbo.gov/sites/default/files/114th-congress-2015-2016/reports/511292016_Outlook_Summary.pdf

majeure. Il faudrait faire l'inverse de ce qui est recommandé par Lawrence Summers, l'ancien conseiller d'Obama, qui souhaitait une petite (et non pas une grande) relance en 2009, sans restructurer Wall Street. La fameuse « stagnation séculaire » dont il fait état met en évidence la vulnérabilité des bulles financières et l'endettement des consommateurs pour maintenir la demande globale. Aujourd'hui, la croissance économique n'est pas suffisamment soutenue pour créer des emplois au niveau élevé souhaité. De même, la recherche d'une meilleure éducation¹²¹ (dans une économie à la recherche de nouvelles compétences) et l'amélioration des technologies¹²² souvent recommandées ne sont pas des panacées¹²³. Les problèmes éducationnels et technologiques ne concernent qu'une frange très étroite du marché du travail, et ils peuvent être compensés en quelques mois. En outre, quelle éducation ? Des mathématiques pour créer des algorithmes susceptibles de faire la fortune de Wall Street en créant des risques insensés à l'ensemble du système financier mondial ? Des physiciens pour construire de nouvelles armes ? De nombreuses personnes compétentes ne trouvent pas d'emplois décents ou au niveau auquel elles pourraient briguer.

L'aggravation tendancielle des inégalités de patrimoine et de revenus constitue un frein à la croissance économique, elle a, en outre, des conséquences importantes sur l'action publique. Les « retombées » de la croissance ne sont pas égales pour toutes les catégories sociales, certaines même peuvent en obtenir de forts avantages quand d'autres n'échappent plus à la pauvreté. Les nantis disposent de nombreux moyens pour justifier leurs revenus et leurs patrimoines, notamment une théorie économique dorénavant bien accommodante avec la richesse des uns et moins tolérantes pour la pauvreté des autres (souvent identifiée à une incompetence ou à un refus du travail), des médias contrôlés par des tycoons souvent en bande organisée, une structure politique élue grâce à leur soutien et l'utilisation des avantages conférés par une globalisation bienvenue pour choisir les meilleurs pistes d'atterrissage pour conforter cette armée puissante qu'est la richesse pour maintenir ses privilèges et pouvoirs. Quand un Ministre des Finances souhaite que l'enrichissement soit l'objectif des jeunes nationaux, il néglige le fait pourtant bien avéré que les inégalités « excessives » et les injustices ressenties constituent des freins à la croissance économique. Les pouvoirs publics doivent soutenir les catégories défavorisées. Le renforcement des services publics (sécurité, justice, éducation, santé, formation, dépenses sociales ou infrastructure) permet de réduire les effets centrifuges des solidarités nationales et universelles.

¹²¹ Autor, D. (2014), Skills, éducation, and the rise of earnings inequality among the « other 99 percent », Science, 23 May, Vol.344, Issue 6186, pp.843-851.

¹²² Goldin, C., Katz, L.F. (2010), The Race between Education and Technology, Harvard University Press, Cambridge, MA.

¹²³ Mishel, L., Biven J., Gould, E., Shierholz, H. (2011) The State of Working America, Economic Policy Institute, 12nd Ed. Washington.

Aujourd'hui, la croissance indéfinie de la capacité à innover s'adresse principalement à la population riche ou aisée, elle s'applique de manière très accessoire aux grands problèmes humanitaires qui subsistent avec violence dans ce monde dit « en crise » qui n'a jamais été aussi opulent. La croyance dans la capacité indéfinie des technologies à résoudre les problèmes sociaux constitue un obstacle à la réalisation des nécessaires solidarités. Les théories sur les notions de guerre économique sont évidemment aussi éloignées d'une conception " humaniste " de l'économie¹²⁴. De même, les pays développés s'estiment insuffisamment développés pour offrir une aide humanitaire globale aux pays les moins avancés. Ils se limitent à les inciter seulement à respecter les règles qui prévalent dans les grandes démocraties occidentales. Enfin, les inégalités des revenus et des patrimoines commencent à briser l'esprit communautaire et citoyen à l'intérieur de chaque pays, mais aussi au plan international. Une croissance soutenue n'est pas nécessairement synonyme de progrès social. Si elle est forte et équilibrée, son intérêt est affirmé si elle est socialement équitable et bénéficière à l'ensemble de la population¹²⁵. La violence peut s'abattre sur un monde qui accepte un fonctionnement de continuel rapports de force et se préoccupe trop peu de l'épanouissement des hommes, de tous les hommes¹²⁶.

Inégalités et pauvreté dans les pays riches. L'exemple des Etats-Unis

Selon le courant de pensée économique dominant, la globalisation économique produite par la généralisation de l'économie de marché conduit à long terme à une situation d'équilibre optimal de la production et à des revenus fondés, en toute équité, sur la productivité marginale de chaque facteur de production. Or, les actionnaires, les propriétaires de brevets, les dirigeants d'entreprise, mais aussi les sportifs de haut niveau ou les actionnaires voient leurs revenus sans cesse augmenter, sans que la productivité marginale des bénéficiaires soit évoquée. De même, sans se référer à la question de la répartition des revenus entre le capital, le travail ou la rente, la règle supposée d'une rémunération à l'efficacité du producteur est

¹²⁴ Coulomb, F., Bensahel, L., Fontanel, J. (2007), The concepts of economic war and economic conflicts in a global market economy, in « Arms, War, and Terrorism in the global economy today, Ed. Wolfram Elsner, Ed. LIT Verlag, Bremen Schriften zur Konverzion, Band 13, Hamburg. 2007

¹²⁵ Mlachila, M., Tapsoba, R., Tapsoda, S. (2015), Pour une croissance de qualité, in FMI, Finances et Développement, Juin.

¹²⁶ Fontanel, J., Corvaisier-Drouart, B. (2014), For a general concept of economic and human security, in Bellais, R. The evolving boundaries of defence : an assessment of recent shifts in defence activities, Emerald, Bingley, U.K., 2014. Fontanel, J., Coulomb, F., Bensahel, L. (2014), Economists' controversies about the causality between war and economic cycles, Frontiers of peace economics and peace science, Editors Chatterji, M., Chen Bo, Missra, R. Contributions to Conflict Management, peace economics and development, Vol. 16, Emerald, Bingley, U.K. Coulomb, F., & Fontanel, J. (2003). War, peace, and economists. Economics of peace and security. In Encyclopedia of life support systems, (EOLSS). Developed under the Auspices of the UNESCO, EOLSS Publishers, Oxford, UK, retrieved April, 3, 2007.

clairement ignorée dans le cadre des travailleurs détachés. L'Union européenne comprend aujourd'hui plus de 2 millions de salariés étrangers installés à 50 % dans trois pays, l'Allemagne, la Belgique et la France. Or, ces travailleurs sont souvent payés deux à trois fois moins que leurs homologues autochtones. Cette question a déjà beaucoup irrité les syndicats et les Etats concernés qui dénoncent une concurrence déloyale et la Commission européenne a déposé un texte en vue de réduire ces inégalités. Les pays qui bénéficient du système s'y opposent, au même titre que le patronat européen. Ce dumping social, lequel ne respecte pas les lois d'un pays et permet d'embaucher des personnes dans des conditions d'exploitation anormale pèse sur de nombreux secteurs, notamment dans le bâtiment, le transport ou l'agriculture¹²⁷. La mondialisation favorise tous les systèmes du « moins disant », que les entreprises non bénéficiaires ont vite fait de déceler¹²⁸. Cependant, malgré l'opposition de 11 de ses membres, Bruxelles et l'axe franco-allemand¹²⁹ ont engagé une mesure de révision de la directive de 1996 sur les « travailleurs détachés », à l'origine de nombreux abus et à la mise en place d'une concurrence déloyale. Il s'agit de réduire les différences de coût du travail entre les salariés exerçant dans un même pays¹³⁰. En outre, la mondialisation favorise les excès dans la gestion des personnels. C'est ainsi que l'entreprise polonaise Fructofresh exporte des salades de fruits en Europe, en ajoutant de additifs interdits et en employant une main d'œuvre nord-coréenne dans des conditions proches d'un travail forcé¹³¹. Les profits justifient tout.

Les Etats conduisent des politiques de rigueur pour réduire l'endettement public, mais dans le même temps plusieurs milliards de revenus échappent à l'impôt, souvent illégalement. Les exigences de respect des normes financières sont appliquées aux uns, négligées pour les autres, les plus aisés. Cette course aux inégalités n'a pas d'autre justification que l'appât du gain et la comparaison des revenus. Aucune mesure sérieuse n'est prise à l'encontre des rémunérations des uns et des autres. Les liens entre la rémunération des dirigeants et la performance des entreprises que revendique la théorie économique ne sont pas vérifiés dans la pratique¹³². De même, les hauts salaires ne garantissent pas l'efficacité des cadres. Les inégalités de

¹²⁷ Stroobants, J-P. (2016), *Travailleurs détachés : une réforme qui divise l'UE*, Le Monde, 18 Mai, p.3. Belouezzane, S., Ducourtieux, C. (2016), *Travailleurs détachés, la France veut se faire entendre*, Le Monde, 10 septembre.

¹²⁸ Fontanel, J., Henriques, P. (2007), *A Globalização em «análise»: geoeconomia e estratégia dos actores*. Piaget III y aurait ainsinstitut, Lisboa.

¹²⁹ En 2014, l'Allemagne, la France et la Belgique comptaient ainsi respectivement 400.000, 200.000 et 180.000 travailleurs détachés. C'était une motivation supplémentaire de certains électeurs britanniques pour quitter l'UE.

¹³⁰ Cette décision ne sera effective que si une majorité qualifiée du Conseil et du Parlement européen s'exprime en sa faveur.

¹³¹ Le Monde « Fruits défendus », 27 Janvier 2017, Enquête, page 14.

¹³² En 2015, le patron de BP a obtenu une augmentation de 20 % de sa rémunération (20 millions de dollars), contre l'avis des actionnaires, alors que l'entreprise a cumulé les pertes.

revenus ne sont pas la résultante de l'efficacité des acteurs économiques, c'est la conséquence d'un réseau de lois et de règles économiques qui favorisent des actions économiques ciblées et certaines couches de la population au détriment des autres. Depuis 1990 et l'émergence accélérée de la globalisation économique et financière, la pauvreté s'est accrue dans les pays développés, malgré une croissance plus ou moins régulière du PIB par habitant. Elle n'est pas restée principalement confinée dans les pays en développement anciennement colonisés, elle s'est installée dans l'ensemble des pays du monde, avec son lot de précarité et d'aides sociales aussi hétérogènes qu'inefficaces à long terme. Si les dirigeants qui ont augmenté leurs revenus avaient été plus efficaces pour la collectivité, le résultat n'aurait pas dû exprimer cette paupérisation relative.

L'importance des inégalités de revenus aux Etats-Unis

Pendant très longtemps, les Etats-Unis n'ont donc pas été le pays inégalitaire que l'on connaît aujourd'hui. Au début du siècle ou dans la période de l'après-guerre, le pays était même moins inégalitaire que les Etats européens. Au début du XXe siècle, environ 50% du revenu total des Etats-Unis étaient détenus par les 10% des Américains les plus aisés. En 1950, cette part avait reculé pour se situer approximativement à un tiers du revenu total national. Dès le début des années 1980, avec la politique de Ronald Reagan, les Etats-Unis sont entrés dans un cycle beaucoup plus inégalitaire. Ainsi, en 2012, le premier décile des Américains les plus riches détenaient 48,16% du revenu total aux Etats-Unis.

En même temps, en 2015, le revenu médian des ménages est resté bien en deçà de ceux d'avant la crise de 2008, et plus de la moitié des Américains estiment qu'ils n'ont pas encore rattrapé financièrement le niveau d'avant la crise¹³³. Le taux de croissance des salaires nominaux est moins élevé que celui de l'inflation ou de la productivité. La différence ne s'exprime pas nécessairement sur la croissance de l'économie, car par la part du travail dans la croissance décline nettement depuis 15 ans¹³⁴. En outre, la classe moyenne reste encore la plus importante (50 % de la population en 2015, contre 61 % en 1971)¹³⁵, avec un écart qui a cru pendant cette période. La classe des revenus plus élevés est passée de 14 à 21 %, alors que les plus pauvres représentent dorénavant 29 % de la population (25 % en 1971). Les revenus les plus élevés proviennent de la finance, de l'exploitation des ressources

¹³³ Lisa Barry P. Bosworth (2015), Limited Gains in Living Standards Caused by a Supply-Side Recession, Brookings - Opinion - December. <http://www.brookings.edu/research/opinions/2015/12/18-supply-side-recession-limited-living-standard-gains-bosworth>

¹³⁴ Barrow and R. Jason Faberman (2015), Wage Growth, Inflation, and the Labor Share, FRB Chicago - Fed Letter no 349 - December, CFL No. 349 in EPUB Format

¹³⁵ Pew Research Center (2015), The American Middle Class Is Losing Ground, December 9, 2015 http://www.pewsocialtrends.org/files/2015/12/2015-12-09_middle-class_FINAL-report.pdf

naturelles et des responsables exécutifs et les managers¹³⁶. Les revenus les plus faibles naissent dans les ventes de détail, des opérateurs, les cols bleus des industries manufacturières¹³⁷. Plusieurs voix et analyses se font entendre pour mettre en place un plan généralisé de lutte contre la pauvreté¹³⁸. Le niveau de vie de l'Américain moyen stagne. La crise financière de 2008 n'est toujours pas digérée, le rattrapage est long. Cette dernière décennie constitue une perte de standard de vie pour des millions de ménages américains et les prévisions de la prochaine décennie ne sont pas très optimistes sur ce plan, au regard de l'endettement privé et public des Etats-Unis, sauf si les inégalités excessives venaient à être combattues¹³⁹.

Un nouveau rapport publié en Septembre 2015 par le « United States Status Bureau » fournit d'importants renseignements statistiques sur les inégalités de revenus des Etats-Unis et leur évolution¹⁴⁰. Les chiffres sont révélateurs d'écart de revenus qui croissent, alors même que les économistes tablaient à terme sur un tassement des inégalités de revenus du fait même du développement économique¹⁴¹. En revanche, les 20 % les moins rémunérés ne reçoivent pas plus de 15.200 dollars annuels. Dans ce contexte, si le revenu moyen a augmenté, le revenu médian a baissé de 5 %, (9 % pour les hispaniques, 1 % pour les Blancs), ce qui est le signe d'un accroissement des inégalités. Le revenu des ménages médian était proche de 53.700 dollars en 2014 (en baisse de 8 % en 10 ans). Par rapport à 2007, juste avant la crise financière, il a baissé de 6,5 %. Par rapport à 1999, le revenu médian a diminué de 7,2 %, alors même que la croissance économique américaine a augmenté de 33 % en dollars constants. Les 3% des Américains les plus riches reçoivent 30,5 % du revenu total (contre 27,7 % en 2010) et ils disposent de 54,4 % de la richesse globale (contre 44,8 % en 1989).

¹³⁶ Fontanel, J. (2016), La Finance, prédatrice des richesses, Document de Travail, Université Grenoble-Alpes, EDDEN, Grenoble, à paraître..

¹³⁷ DeSilver, D. (2015), America's Middle Class Is Shrinking. So Who's Leaving It? Pew Research Center - Fact Tank - December 14, 2015. <http://www.pewresearch.org/fact-tank/2015/12/14/americas-middle-class-is-shrinking-so-whos-leaving-it>

¹³⁸ David Neumark (2015), Reducing Poverty via Minimum Wages, Alternatives, FRB San Francisco - Economic Letter - December 28, <http://www.frbsf.org/economic-research/files/el2015-38.pdf>. Brookings Institution (2015), Opportunity, Responsibility, and Security: A Consensus Plan for Reducing Poverty and Restoring the American Dream, AEI-Brookings Working Group – Report – December.. http://www.aei.org/wp-content/uploads/2015/12/opportunity_responsibility_security_doar_strain_120315_FINAL.pdf.

¹³⁹ Mishel, L., Biven J., Gould, E., Shierholz, H. (2011) The State of Working America, Economic Policy Institute, 12nd Ed. Washington.

¹⁴⁰ DeNavas-Walt, C., Proctor, B.D. (2015), Income and poverty in the United States : 2014. Current Population Reports, United Census Bureau, U.S. Department of Commerce, September

¹⁴¹ Le Monde indique un montant nettement supérieur. Il indique que les revenus des 10 % des ménages les plus riches ont augmenté de 10 % entre 2010 et 2013 pour se situer à près de 400.000 dollars par an. On peut considérer, pour expliquer cet écart, que dans un cas il est fait référence au revenu disponible et dans l'autre cas des revenus bruts. Cf. Le Monde (2014), Les inégalités continuent de se creuser aux Etats-Unis, 5 Septembre.

Quintiles	Revenus disponibles
1	< 21.432
2	< 41.186
3	< 68212
4	< 112.262
5	> 112.263

Plusieurs facteurs expliquent et aggravent ces différences : les diplômes, le métier, l'âge, le sexe, la citoyenneté, la race, le type de revenus, la situation matrimoniale, la syndicalisation.

Les diplômés

Il y a, aux Etats-Unis, une évolution structurelle à la hausse des inégalités, qui se poursuit. Cette augmentation est due à des facteurs de différentes natures, notamment à une très grande inégalité dans le système éducatif. Les investissements dans les universités publiques sont limités et les droits d'inscription sont devenus très élevés dans les établissements privés. Le revenu moyen des parents d'étudiants de l'Université d'Harvard correspond actuellement au revenu moyen des 2% des Américains les plus aisés. Pourtant, si l'on exclue les Universités privées mondialement recommandées et dont les diplômés sont de véritables visas vers la richesse et la grande aisance, selon les indices et les mesures du bien-être et les choix de carrière, les jeunes diplômés ont de meilleures performances avec des années d'éducation moindres. Avec le coût exorbitant des collèges et l'endettement croissant des étudiants, un débat existe sur l'efficacité et le retour sur investissement de l'éducation. Cependant, les détenteurs de diplômes sont généralement employés à plein temps (3% de chômeurs) contrairement aux salariés les moins éduqués (12,2 % de chômeurs).

En comparaison, la France qui a longtemps été fière de son système d'enseignement supérieur gratuit offre de moins en moins de place à la méritocratie. Les chances de s'élever au dessus de son milieu d'origine sont faibles. A l'ENA, 70 % des élèves ont un père exerçant une profession de cadre supérieur, contre 45 % en 1960. Les grandes écoles reprennent le modèle américain de budgets plus importants que ceux d'une Université aux moyens trop faibles au regard des attentes collectives des citoyens. Si la dette « éducative » aux Etats-Unis dépasse 1200 milliards de dollars aux Etats-Unis, les fils de bonne famille qui suivent les études dans les grandes écoles en France peuvent obtenir cette éducation gratuitement, la plupart du temps sans obligation d'aucune sorte, ce qui peut les conduire à exporter leur compétence à l'étranger sans avoir à rembourser les efforts des contribuables français.

Le type de revenus

Pendant les crises boursières, les revenus des plus riches diminuent. Par exemple, les années 2008 et 2009 n'ont pas été favorables à l'exercice des stocks-options. Cependant, si les crises financières ont un effet de court terme, elles ne modifient pas pour autant les évolutions structurelles. Dès 2012, 51% du revenu total était perçu par les 10% des Américains les plus aisés, ce qui constitue le record historique absolu pour les Etats-Unis. Les portefeuilles en Bourse et même l'immobilier ont plus rapporté que le travail. Cet effet richesse a été accru par les injections considérables de liquidités de la FED (Federal Reserve Bank), en vue de relancer l'économie nationale, avec des taux d'intérêt quasiment nuls qui ont favorisé les investissements dans l'immobilier et les actions réalisés principalement par ceux qui disposent d'une capacité financière reconnue par les banques (On ne prête qu'aux riches). Il est aisé de constater que la plupart des décisions prises par le gouvernement américain sont fondées sur l'idée selon laquelle la croissance économique dépend de l'optimisme et du dynamisme des entrepreneurs et des actionnaires, ce qui explique que ces deux catégories soient toujours protégées. Sans un système fiscal redistributif, les écarts ne pourront que croître en faveur des rémunérations des dirigeants (lesquelles sont de moins en moins reliées à la notion de salariat) et des actionnaires. Pourtant, Barack Obama a souhaité lutter contre la pauvreté. L'augmentation du salaire minimum fédéral (7,25 dollars de l'heure) dispose aujourd'hui d'un fort soutien populaire, notamment chez les Démocrates. 73 % des Américains souhaitent même sa revalorisation à 10,1\$ par heure¹⁴² (le niveau du salaire minimum en France). Certains Etats ont établi eux-mêmes leur propre salaire minimum, car cela dépend du niveau de vie. En fait, selon les niveaux de vie hétérogènes des Etats fédérés, le niveau du salaire minimum n'a pas la même signification. Il faut tenir compte du niveau de vie nécessaire à une vie satisfaisante dans un Etat, la localisation à New York étant bien plus onéreuse que celle de Denver¹⁴³. Cependant, certaines études considèrent que les augmentations du salaire minimum fédéral conduisent aussi à l'augmentation du chômage¹⁴⁴, ce qui a été réfuté par les études de David Card¹⁴⁵, lequel a aussi mis en évidence les effets parfois positifs (mais pas généralisables) de l'émigration sur les revenus des salariés.

L'âge

¹⁴² PewResearchCenter (2014), Most See Inequality Growing, but Partisans Differ over Solutions, PewResearchCenter, January 23, 2014, <http://www.people-press.org/2014/01/23/most-see-inequality-growing-but-partisans-differ-over-solutions/>

¹⁴³ DeSilver, D. (2016), Cost-of-Living Disparities Within States Complicate Minimum-Wage Debate, Pew Research Center – Fact Tank - April 7, 2016, <http://www.pewresearch.org/fact-tank/2016/04/07/cost-of-living-disparities-within-states-complicate-minimum-wage-debate/>

¹⁴⁴ Clements, J., Wither, M. (2015), **The Minimum Wage and the Great Recession**: Evidence of Effects on the Employment and Income Trajectories of Low-Skilled Workers, Cato Institute – Research Brief – March 18, 2015 – 3 pages. <http://object.cato.org/sites/cato.org/files/pubs/pdf/research-brief-22.pdf>

¹⁴⁵ Walker, P.J. (2016), David Card, pourfendeur d'idées reçues, Finances & Développement, Mars. P.3.

Un tiers des Américains sont aujourd'hui âgés entre 18 et 34 ans (Millennials), cette classe d'âge a dépassé la Génération X (de 35 à 50 ans). Bien peu de teenagers sont entrés dans le monde du travail en comparaison avec leurs homologues des années 1970 (dont beaucoup d'entre eux trouvaient aussi un travail pendant l'été, alors qu'aujourd'hui à peine un tiers peut en bénéficier). Les plus hauts revenus vont aux ménages de 45 à 54 ans (66.700\$), puis à ceux âgés de 25 à 34 ans (60.580\$). La moitié des personnes appartenant aux tranches d'âge 25 à 34 ans et de plus de 65 ans perçoivent au moins 54.000\$. Entre 18 et 24 ans, le salaire médian atteint 34.000 dollars.

Il y a plusieurs manières de concevoir l'endettement public. Pour de nombreux auteurs, il s'agit d'un vol sur les doits que les enfants ont acquis à leur naissance¹⁴⁶. C'est la première fois que les jeunes Américains sont ainsi spoliés par leurs parents, ils auront un niveau de vie global qui sera impacté par l'ampleur de l'endettement en faveur des plus âgés. Les « seniors » ont bénéficié des programmes sociaux, lesquelles conduisent le gouvernement à la banqueroute. Ils sont certes attristés par la difficulté de leur progéniture à trouver un emploi et à vivre une situation dégradée en termes d'opportunités économiques, sans penser qu'ils en sont les principaux responsables. Le système social est de plus en plus coûteux, ce qui favorise l'endettement public et les coûts cumulatifs afférents. Pour y remédier, il faudrait bénéficier d'une croissance économique élevée, une baisse substantielle des impôts et des coupes significatives dans les dépenses. Les jeunes paient plus cher leurs assurances santé que les plus vieux au regard de leur consommation propre, et ils paient ainsi pour la santé des Américains les plus vieux, ce qui est un paradoxe. De même, l'éducation est de plus en plus onéreuse et les places intéressantes sur le marché sont réduites.

Les retraités ont le temps pour organiser un appareil de lobbying politique efficace. L'American Association of Retired Persons (AARP) est très puissante et elle lutte pour que la trajectoire des programmes « d'entitlements » soit maintenue, même si elle n'est pas « soutenable ». ou « durables ». Elle défend ses membres, même si la « Social Security » est constamment menacée d'insolvabilité. Medicare est soutenu par the « National Committee to Preserve Social Security and Medicare », une ONG très influente en termes politiques pour son lobbying et ses dons électoraux. Les syndicats du secteur public veulent conserver les avantages acquis, lesquels seront payés par leurs enfants. Ils négocient avec les instances politiques, mais en oubliant les contribuables et les jeunes qui devront acquitter cette dette. Il en va de même pour la définition du salaire minimum

¹⁴⁶ Furchtgott-Roth, D., Meyer, J. (2015), *Desinherited : How Washington is Betraying America's Young*, Encounter Books, New York, May

ou des systèmes de régulation qui favorisent l'entrée sur le marché des personnes sous qualifiées. Comment organiser un système qui soit plus loyal et soutenable ? Les jeunes sont sceptiques concernant le rôle de l'Etat qu'ils jugent inefficaces et gaspilleur. La candidature de Bernie Sanders témoigne de cette première contestation. Il faut rendre ces programmes plus efficaces, en mesurant les coûts d'opportunité des actions engagées, non seulement ceux qui pèsent sur le présent, mais aussi ceux qui obèrent le futur.

Inégalités générationnelles

Les technologies ont changé les modes de vie et les emplois des Américains, notamment ceux des Millénaires¹⁴⁷, ces jeunes adultes nés dans les années 1980 et 1990. L'ordinateur et le téléphone portables sont devenus des « outils de vie » indispensables, les ouvrant à une masse d'informations considérable qui impacte à la fois leurs vies personnelles et leurs compétences au travail. Les jeunes restent plus longtemps dans les écoles et universités et ils entrent dans la vie active plus tard. Ils dépensent plus en éducation et ils s'endettent. En 2015, l'endettement a atteint plus de 35.000 dollars en moyenne par étudiant¹⁴⁸, soit 2000 dollars de plus qu'en 2014 et 15.000 de plus qu'en 2000, pour 70 % des étudiants. Une combinaison de salaires stagnants, des fonds fédéraux et fédérés en déclin et l'augmentation des frais de scolarité (tuition) ne laissent que deux choix aux familles, l'emprunt ou l'envoi des enfants dans les écoles les moins chères. Il reste aussi l'épargne préalable. Or, avec le déficit budgétaire, aucune amélioration ne semble possible dans le court terme, au regard de la volonté des Républicains de réduire le budget de l'Etat. Il faut de plus en plus d'éducation, surtout scientifique et de business, mais à un prix de plus en plus élevé. 32% des femmes obtiennent le « bachelor degree » contre 24 % pour les hommes. Or, 65 % des emplois requièrent une éducation post secondaire, mais les échecs dans ce domaine toucheront 3 millions d'emplois en 2018.

Pour l'enseignement supérieur, plus d'un tiers des étudiants de 24 à 28 ans ont des actifs inférieurs à l'ensemble de leur passif. 44 % des diplômés récents sont sous-employés, au regard de leur niveau d'étude et 42 % seulement ont un emploi justifié par le domaine spécifique de leurs études. En outre, les salaires ont plutôt diminué pour cette catégorie. Il y a de moins en moins d'entrepreneurs, car il est très onéreux pour s'installer et la compétition des grandes entreprises a un effet décourageant. 60 % des jeunes adultes reçoivent une aide financière de leurs parents. Il existe une inégalité générationnelle croissante, et les jeunes adultes se marient plus tard. Ils paient plus pour les fonds publics qu'ils n'en reçoivent.

¹⁴⁷ Joint Economic Committee (2015), Millennials' Slow Start Down the Road of Life, https://www.legistorm.com/stormfeed/view_rss/856899/office/33.html

¹⁴⁸ MarketWatch (2015), Class of 2015 has the most student debt in U.S. History, <http://www.marketwatch.com/story/class-of-2015-has-the-most-student-debt-in-us-history-2015-05-08>, May 9, 2015.

Inégalités face aux soins médicaux

Au delà des considérations politiques ainsi exprimées, les programmes de santé et de retraite pour les personnes âgées, la sécurité sociale et Medicare développent un fardeau fiscal massif que devront supporter les nouvelles générations, ce qui paralysera le pays avec des dettes qui le rendront insolvable. Aujourd'hui, l'endettement public est de l'ordre de 18.000 milliards de dollars, mais si l'on tient compte des obligations engagées, ce chiffre passe à un niveau insoutenable, près de 200.000 milliards de dollars. Le système de la sécurité sociale sera insolvable dans 19 ans et Medicare dans 15 ans. Pour couvrir ces frais, en 2050 les travailleurs auront à payer un tiers de leurs revenus seulement pour couvrir les obligations fiscales, soit deux fois plus qu'aujourd'hui. Dans ce cas, la plupart des salariés ne pourront pas épargner pour leurs propres retraites. Les seniors pensent que c'est un droit puisqu'ils ont payé pendant toute leur vie active à cette fin. Cependant les retraités entre 2000 et 2010 recevront une moyenne de 3\$ et 7\$ pour chaque dollar payé dans Medicare de plus que s'ils avaient investis dans les marchés privés. C'est la même chose pour la sécurité sociale. Du fait de promesses infondées, il n'est plus possible de recevoir des intérêts du fait des paiements à satisfaire pour les retraités actuels. Ces paiements sont simplement jugés trop généreux.

Les collectivités locales américaines ont géré les pensions de retraite de leurs employés sur les marchés financiers, en tablant sur un rapport de 7 à 8%. C'est une vraie bombe à retardement. Le système de retraite était endetté de 3400 milliards de dollars en 2014, aujourd'hui, il devrait être en nette hausse. Les municipalités empruntent à leurs employés en leur promettant de rembourser leur dette lorsqu'ils partent à la retraite. Les financements s'élèvent à presque 1500 milliards de dollars. Avant, les municipalités plaçaient l'argent sur des obligations aux intérêts faibles, mais certains. Aujourd'hui, des villes comme Chicago, Dallas, Philadelphie ou la Nouvelle-Orléans ont de graves problèmes de recettes au regard de leurs dettes, mais c'est aussi valable pour les Etats de l'Ohio, du Kentucky ou de l'Arizona.

Ces programmes conduisent aussi les pauvres à payer pour les riches. La Sécurité sociale concerne 65 % des seniors, mais la richesse des seniors est 47 fois plus importante que celle des adultes de moins de 35 ans, alors qu'en 1980 ce chiffre était de 10 %. Il faut donc une réforme aujourd'hui. En 1940, 60 % des Américains vivaient 14 années après leur 65^e anniversaire. Aujourd'hui le pourcentage est passé à 80 % et plus de 20 ans en moyenne, ce qui est un bon résultat, mais le système doit être réadapté car il y a trois travailleurs pour chaque retraité, un chiffre qui va diminuer progressivement, mais certainement. Les Américains fortunés n'ont pas besoin de la Sécurité sociale ou de Medicare au regard de leurs revenus. Il y a là un transfert de

revenus des jeunes plutôt pauvres vers les vieux plutôt riches qu'il convient de restaurer. Il faut revoir cette situation, c'est une nécessité.

Compétences inadéquates

L'économie est vulnérable aux bulles financières et aux prêts de consommation excessifs pour soutenir la demande, mais elle n'est pas capable de générer des emplois adéquats. On parle de cette stagnation séculaire, laquelle prédite au début du XXe siècle, n'a pas été vérifiée du fait des guerres. Cependant, la libéralisation du secteur financier a permis aux plus riches de capturer une part croissante du produit social, ce qui constitue aujourd'hui un frein incontestable au développement économique et à la résolution des questions du chômage.

Selon la théorie de la technostructure de John Kenneth Galbraith¹⁴⁹, les cadres dirigeant, engagés pour leur compétence, participent à la gestion et à l'administration des entreprises. Avec la complexité accrue des décisions, la direction des grandes entreprises leur a été confiée par les familles des fondateurs. Leur pouvoir s'accroît au détriment des propriétaires, mais aussi des clients auxquels ils imposent leurs choix, grâce notamment à la publicité et aux activités de marketing (théorie de la filière inversée). Dans ce contexte, la technostructure cherche à pérenniser le niveau de bénéfice, à développer les parts de marchés et à contrôler l'environnement social. Avec l'arrivée au pouvoir de Ronald Reagan et du monétarisme friedmanien, les actionnaires ont repris provisoirement le contrôle des entreprises. La compétence technique ne modifie en rien la légitimité du pouvoir de l'actionnaire. Aujourd'hui, de nombreux patrons sont en même temps les créateurs de leurs entreprises, notamment dans le cadre de la révolution informatique, puis numérique, et la technostructure, toujours nécessaire, doit satisfaire leurs propres exigences. Cependant, les nouveaux patrons d'entreprise ont repris un pouvoir qui leur avait été contesté. Sur les questions des rémunérations, même lorsque les actionnaires votent contre une augmentation de la direction, les règles du contrat de travail protègent la nouvelle « technostructure », souvent quels que soient les résultats obtenus. Le patron de WPP a pu ainsi recevoir 90 millions d'euros en 2015, soit près de 50.000 euros de l'heure. Pendant trois années consécutives, le patron d'Oracle n'a eu l'aval des actionnaires concernant sa rémunération, sans aucune incidence sur le versement intégral des sommes perçues. Au fond, la technostructure se propose aujourd'hui de défendre ses propres intérêts, persuadés de leur supériorité. Aux Etats-Unis le rapport entre ce que gagne un patron par rapport à un salarié est de l'ordre de 303, il était de 20 un demi siècle plus tôt¹⁵⁰. En France, en juin 2016, un article proposé en Commission de l'Assemblée Nationale prévoit le principe

¹⁴⁹ Galbraith, J.K (1968) *Le nouvel Etat industriel*, Gallimard, Paris.

¹⁵⁰ Albert, E., Lauer, S. (2016), *Les actionnaires enragent, les patrons engrangent*, La Monde, 18 mai, p. 5.

d'un accord préalable public et contraignant de l'assemblée générale des actionnaires sur les rémunérations versées aux dirigeants d'entreprise.

Les fonds de pension et les investisseurs institutionnels se sont mêlés des affaires des sociétés, en donnant des incitations précises aux dirigeants d'entreprise. Pour éviter la collusion des intérêts des managers et des subordonnés, de nouvelles formes de gouvernances ont été organisées. Les rémunérations sont dorénavant indexées sur les performances à la Bourse (notamment par les stocks-options) ou sur d'autres critères de rentabilité (parts de marché). Dans ce contexte, si les salaires sont « trop » élevés, la valeur des actions est poussée vers la baisse et la compétitivité de l'entreprise, même rentable, n'est pas optimisée.

L'économie a de plus en plus intensivement besoin de compétences (skills), l'éducation devient centrale et constitue un remède contre la récession. Cette analyse de David Autor¹⁵¹ est contestée par Kuttner, lequel ne trouve aucune évidence d'un changement historique de trend dans ce domaine, ainsi que Katz et Goldin¹⁵² (The Race between Education and Technology). La période la plus intense de l'économie digitale a été relativement égalitaire, car en période de plein emploi. Si l'emploi existe, alors les hommes s'entraînent pour le prendre. L'absence de compétences ne concerne, selon Krugman, qu'une fraction du marché du travail. Il y a des raisons qui justifient l'amélioration de ces compétences en math et sciences, mais le remède ne résoudra pas le problème des inégalités ou des salaires stagnants pour la grande majorité. Des personnes très compétentes dont des fraudeurs de Wall Street et agissent pour faire s'effondrer l'économie.. Certaines personnes très compétentes ne trouvent pas d'emploi à leur niveau et de plus en plus d'individus ayant un diplôme de collège ont des emplois qu'une compétence de High School suffirait.

Aujourd'hui, le progrès est organisé autour de l'informatique de la science de la communication, elle est accompagnée d'une révolution financière extrêmement vorace, qui consomme énormément de ressources produites et valorise les inégalités et la mondialisation qui a modifié l'organisation de la chaîne des valeurs avec l'externalisation et la sous-traitance. Les règles établies, l'éthique qui participait aux échanges et aux alliances et les solidarités traditionnelles se sont érodées rapidement. L'entreprise n'est plus devenue une institution locale, elle s'est déterritorialisée, abandonnant ainsi toute ses fonctions protectrices développées pendant l'ère du fordisme. Les emplois n'ont plus pour rôle complémentaire d'être épanouissants, ils créent la concurrence interne, les inégalités de revenus et de traitement, la précarité. Les hommes tombent en

¹⁵¹ Autor, D.H. (2014), Skills, Education, and the Rise of Earnings Inequality Among the "Other 99 Percent", *Science*, 23 May 2014: 344 (6186), 843-851.

¹⁵² Goldin, C. D., & Katz, L. F. (2009). The race between education and technology. Harvard University Press. Cambridge, MA.

panne plus souvent que les machines, avec l'essor du fameux « burn out » dans la vie stressante et précaire du travail d'aujourd'hui.

L'ouverture des frontières a permis à certains pays en développement de recevoir du travail et de nouveaux revenus, au détriment des pays développés. Cependant, dans ce cas, les standards des conditions de travail et de rémunération ne sont pas respectés. La concurrence sur les hommes ressemble au marché des esclaves, sous une forme plus moderne. Une répartition normale des gains de productivité n'est fondée sur la technologie, la compétence ou la globalisation, il faut renforcer la part du travail, contraindre les grandes richesses et soutenir un gouvernement démocratique. Sans volonté politique, ce n'est pas l'éducation ou les compétences qui restaureront les revenus des classes moyennes ou ouvrières. L'action gouvernementale est essentielle pour l'essor des biens collectifs et le contrôle de la cupidité et du pouvoir des élites financières, des barons voleurs qui concentrent la richesse. La globalisation industrielle et l'usage des « supply chain » impliquant des pays à faibles revenus ont élargi les inégalités nationales.

Aujourd'hui, comme hier, les machines sont accusées d'être responsable du chômage. Marx considérait qu'elles étaient un instrument de pression des capitalistes sur les travailleurs en vue de réduire constamment les salaires pour lutter contre la baisse et l'égalisation tendancielle du profit. Dioclétien déjà avait lui-même, dans un système qui n'était pas celui du marché, interdit l'utilisation d'une machine capable de limiter les emplois et de créer une misère factice. En revanche, les économistes ont toujours soutenu l'innovation par les machines, beaucoup plus que l'innovation sociale. Pendant les Trente Glorieuses, les machines étaient portées au pinacle par leur capacité à augmenter la productivité du travail et à accélérer les processus de la croissance et du développement économiques. Or, aujourd'hui, la question est de savoir si ces machines, au lieu d'être complémentaires, ne se substituent pas aux emplois ou impliquent la recherche de nouveaux emplois plus qualifiés, mais en nombre réduit. Erik Brynjolfsson and Andrew McAfee¹⁵³ mettent en évidence comment les machines digitales obligent les individus à se mouvoir à un rythme accéléré, mais ce mouvement a toujours existé depuis la révolution industrielle du capitalisme. Cependant, l'impact de l'automation sur le travail est considérable, créant une véritable anxiété chez les salariés, même s'il s'agit incontestablement d'un progrès. Il y a une forte anxiété sur cette question. La question de « timing » est essentielle. Est-ce que l'automation s'imposera rapidement ou plus graduellement ? Les machines ne sont pas encore capable de satisfaire les tâches mentales et physiques complexes, lesquelles peuvent être accomplies de manière aisée et peu onéreuse par les êtres humains. Tout

¹⁵³ Brynjolfsson, E., & McAfee, A. (2014). *The second machine age: work, progress, and prosperity in a time of brilliant technologies*. WW Norton & Company.

dépend aussi du type d'automation, entre celui d'une usine et celui d'un ordinateur qui sert à la recherche, à écrire des rapports ou qui traduit les conversations. La question est de savoir s'il faut comparer les chevaux de trait des années 1900, juste avant l'arrivée du moteur, avec les travailleurs d'aujourd'hui. Il est certain que les activités de moyenne compétence sont de moins en moins nombreuses, avec une perte de l'ordre de 15 % des parts de marché en 30 ans. Cela explique en partie les raisons pour lesquels les salaires des classes moyennes stagnent.

La question est plutôt de savoir comment les fruits de productivité nouvelle sont distribués. Il faut aussi installer des mécanismes de redistribution comme un fonds mutuel national, plus d'investissements en termes d'infrastructures, des programmes d'emploi du gouvernement et des bons pour les biens de grande nécessité. La libéralisation du capital a rendu peu efficace les redistributions nationales nécessaires. Les économistes, unanimement, réclament une éducation de plus en plus élaborée et adéquate, mais de nombreux diplômés se trouvent ensuite au chômage. La question n'est pas seulement l'éducation, mais plutôt quelle éducation, pour en faire quoi dans l'ordre économique d'aujourd'hui et de demain ? Les super élites ont alors eu la capacité à capturer une part de plus en plus importante du produit social, bien au-delà de leur propre productivité et efficience. Cependant, si le « breakthrough » de l'automation n'est pas encore pour demain, les écarts des inégalités croissent du fait de la substitution rapide du travail par le capital, mais aussi de la menace que les machines font peser, aujourd'hui et demain, à la compétitivité du travail, toutes choses égales par ailleurs.

Même si l'automation ne va pas aussi vite que les pessimistes veulent bien le dire, les êtres humains de travaux de qualité intermédiaire sont de moins en moins requis dans le processus de la production. Parfois, cependant, il s'agit d'instrument qui renforce leur productivité sans remplacer l'emploi des hommes pour autant. Il est indéniable que certains métiers vont disparaître rapidement comme la tenue des livres comptables, le travail de bureau et les tâches répétitives sur une ligne d'assemblage disparaîtront. Dans la prochaine décennie aussi bien les cols bleus que les cols blancs seront concernés, directement sur leur propre site, ou indirectement devant la raréfaction de la demande marchande du travail. En revanche, les travaux hautement payés qui réclament de la créativité et une capacité à régler les problèmes, à l'aide d'ailleurs des ordinateurs, devraient se développer. Les activités à forte compétence sont résistantes à l'automation, alors que les emplois peu qualifiés vont recevoir des salaires stagnants sur le marché d'un type d'emploi en recul. La reconversion des compétences sera alors l'une des clefs du problème.

La question est plutôt de savoir comment les fruits de productivité nouvelle sont distribués. Les auteurs réclament une éducation de plus en plus élaborée

et adéquate, mais il faut aussi installer des mécanismes de redistribution comme un fonds mutuel national, plus d'investissements en termes d'infrastructures, des programmes d'emploi du gouvernement et des bons pour les biens de grande nécessité. La libéralisation du capital a rendu peu efficace les redistributions nationales nécessaires. Les super élites ont alors eu la capacité à capturer une part de plus en plus importante du produit social, bien au-delà de leur propre productivité et efficacité. Il faut faire renaître les mécanismes de redistribution, les investissements publics, les emplois gouvernementaux et les aides sociales. La part de la valorisation du travail a été considérablement affaiblie.

La question de l'automation doit se poser ainsi. L'automation peut rendre la population capable de satisfaire ses besoins avec moins d'efforts physiques, de travaux répétitifs, de travaux dépourvus de sens. La question n'est donc pas technique, elle est dans la redistribution des revenus nouveaux potentiels ainsi générés. Autrement dit, l'essor de l'automation va dans le sens du progrès humain, mais elle ne peut avoir de réponse positive des citoyens que si la question de la redistribution des gains est non seulement envisagée, mais décidée. Il est certain que les règles du capitalisme ne sont pas adaptées à l'automation généralisée. Les réticences à modifier le système de prédation des riches sur les richesses produites ne seront plus acceptables socialement et démocratiquement. Le refus de composer avec cette nécessaire évolution, voire révolution intellectuelle, produira de nouveaux espaces de famine, une violence sociale généralisée et l'émergence de guerres aux conséquences catastrophiques pour l'ensemble de l'humanité.

La « race »¹⁵⁴

En 1973, pour un revenu médian de l'ordre de 45.000 dollars pour l'ensemble des Américains, ces revenus étaient respectivement de 51.000 dollars pour les Blancs, 39.000\$ pour les Hispaniques et 31.000\$ pour les Noirs. En 2014, les Asiatiques ont un revenu médian de 74.300 dollars, à comparer au revenu de 60.256\$ (18% d'augmentation par rapport à 1973) pour les Blancs non hispaniques, 42.500\$ (en augmentation de 9 %) pour les Hispaniques et de 35.400\$ (en augmentation de 14 %) pour les Noirs. Or, le PIB par habitant a doublé entre 1973 et 2014, passant de 23.500 à 46.000 dollars (dollars 2005)¹⁵⁵. Ces chiffres soulignent l'importance de l'accroissement des inégalités de revenus. D'autre part, le rattrapage des différences entre les différentes races n'est pas évident. La politique d'immigration met en évidence à la fois les salaires plus faibles des hispaniques en comparaison de ceux perçus par les Blancs de souche (cela est

¹⁵⁴ Rappelons qu'il n'existe pas de races humaines différentes, seulement des pigmentations de la peau différentes.

¹⁵⁵ Kolesnikov, I. (2015), GDP Statistics from the World Bank, <http://knoema.fr/mhrzolg/gdp-statistics-from-the-world-bank>

due aussi à l'immigration clandestine). Au contraire, l'immigration blanche et asiatique reçoit des revenus supérieurs à ceux des Américains de souche, ce qui met en évidence le caractère élitiste de cette immigration. Il est possible ensuite de mettre en évidence que les ménages qui ont immigré, à condition ensuite d'avoir pris la nationalité américaine, reçoivent des revenus supérieurs en général à ceux des citoyens non naturalisés¹⁵⁶.

Le sexe

De 2010 à 2013, si le salaire des femmes travaillant à plein temps n'a pas changé, pour les hommes il a diminué de 2,2 %. L'écart entre les hommes et les femmes est resté le même à heures travaillées constantes (79 cents pour 1 dollar), mais les femmes depuis 2007 ont augmenté leur quota de travail à plein temps, alors que celui des hommes est resté inchangé. De ce fait, aujourd'hui les femmes reçoivent 83 dollars quand les hommes en perçoivent 100. De 25 à 34 ans, elles reçoivent 91 cents pour 100 cents aux hommes pour le même travail. Les femmes ont des difficultés à rattraper leurs retards de salaires par rapport à ceux des hommes, même si pour la population la plus jeune les écarts se réduisent. L'amélioration est nette, mais l'égalité des hommes et des femmes n'est pas encore établie.

Situation matrimoniale, la situation géographique et la syndicalisation

Le revenu médian des ménages américains se situe à 81.000 dollars en 2013. Le taux de pauvreté croissant des ménages est surtout lié au célibat. Les femmes seules perçoivent un revenu médian de 36.100 dollars contre 53.700 dollars pour les hommes dans la même situation¹⁵⁷. De 2009 à 2012, 57,1 % des ménages restent dans le même quintile, alors que les autres progressent ou régressent. Dans tous les cas, le degré d'éducation améliore le quintile.

Dans une ville, le revenu médian atteint 61.600 dollars, contre 45.500\$ dans les zones rurales. Aujourd'hui, le salaire minimum est fixé par l'Etat fédéral, mais certaines villes l'ont augmenté au regard du coût de la vie supérieur dans leur zone. Los Angeles a notamment décidé de l'augmenter pour atteindre 15 dollars de l'heure en 2020¹⁵⁸.

Le nombre de syndiqués est passé de 35 % en 1954 à 11 % en 2014, de moitié depuis 1985, avec une accélération accrue depuis 2000. Si le droit américain est plutôt favorable à la syndicalisation, les classes sociales supérieures lui sont opposées, même si elles le sont un peu moins pour le travail en usine.

¹⁵⁶ DeNavas-Walt, C., Proctor, B.D. (2015), Income and poverty in the United States : 2014. Current Population Reports, United Census Bureau, U.S. Department of Commerce, September

¹⁵⁷ DeNavas-Walt, C., Proctor, B.D. (2015), Income and poverty in the United States : 2014. Current Population Reports, United Census Bureau, U.S. Department of Commerce, September

¹⁵⁸ Libération (2015), Le salaire minimum à 15 dollars l'heure fait rage, http://www.liberation.fr/futurs/2015/07/06/le-salaire-minimum-a-15-dollars-fait-rage_1344546

Le déclin du travail industriel

La part du travail dans les usines a diminué relativement à l'ensemble des emplois disponibles et notamment à celui des services publics et privés. Or, les salaires des ouvriers sont généralement plus élevés que celui des employés, ce qui produit globalement une perte de revenus pour l'ensemble des travailleurs¹⁵⁹. Le travail dans les services est présumé moins difficile et moins physique que celui des ouvriers d'usine, ce qui serait une explication à ces écarts de revenus.

Philosophiquement, il a souvent été affirmé que les inégalités sont un phénomène normal, lié au talent, au travail et à la réussite. D'autres causes, au moins aussi importantes, doivent être mises en évidence. Si l'inégalité semble parfois être justifiée par une plus grande productivité, celle-ci ne peut être distinguée du travail des autres personnes subordonnées. L'importance des écarts est donc déterminée sur la base d'autres critères non écrits, dont la valeur n'est pas fondée dans l'ordre économique. De ce fait, les catégories au départ défavorisées pourraient contester cet ordre établi.

Aperçu de la pauvreté aux Etats-Unis

La pauvreté est à la fois un état plus ou moins violent d'absence de satisfaction de besoins ou désirs fondamentaux, et une situation comparative. En parités de pouvoir d'achat, le revenu moyen des Américains est 40 % supérieur à celui de la France. Or, le PIB par habitant des deux pays est de l'ordre de 30 %. Il en résulte que les pauvres sont beaucoup plus pauvres aux USA. La politique de la France au sortir de la deuxième guerre mondiale a conduit à une réduction progressive de la plupart des précarités avec la mise en place de la protection du travail et du travailleur, le remboursement des soins de santé grâce à la Sécurité sociale, l'établissement des régimes de retraite et la citoyenneté reconnue des femmes par le droit de vote, puis, plus tardivement, l'allocation parentale et la parité politique, permettant l'égal accès aux mandats électoraux. Aujourd'hui, certains de ces acquis sont au centre des discussions sociales, entre ceux qui souhaitent une plus grande privatisation, un code du travail plus clément pour les entreprises, la remise en cause d'une sécurité sociale publique ou l'allongement de l'âge de la retraite, et ceux qui défendent des droits acquis pas toujours légitimes au regard des conditions offertes aux autres travailleurs. Dans ce cadre, le salaire médian des ménages est sans doute un peu inférieur. La pauvreté est un état spécifique de la vie.

¹⁵⁹ Sorkin, I. (2016), What Does The Changing Sectoral Composition of The Economy Mean For Workers? FRB Chicago, Fed Letter, May, 5 pages <https://www.chicagofed.org/publications/chicago-fed-letter/2016/358>

Quelques chiffres significatifs

En mars 2017, le chômage aux Etats-Unis est tombé à 4,5% ? mais c'est oublier un peu trop vite que de nombreuses personnes sans emploi n'apparaissent plus dans les statistiques. Or, aux Etats-Unis, le taux de participation au marché du travail est bas. Il n'y a que 63 % des personnes qui souhaitent disposer d'un emploi qui en sont aujourd'hui pourvus, concernant notamment les personnes ayant plus de 55 ans. La participation au marché du travail de la classe 25-54 ans est inférieure à celle des pays développés, de l'ordre de 82 %. En réalité, l'économie américaine ne trouve pas d'emplois pour au moins un tiers des personnes en âge de travailler jusqu'à 60 ans, ce qui favorise l'essor de la pauvreté.

Les estimations officielles des Etats-Unis, il y aurait 47 millions de pauvres. Le seuil de pauvreté représente aujourd'hui 14,8 % de la population (contre 12,7 % en 2007), mais surtout un tiers des Américains passent, à un moment de leur vie, en dessous du seuil ainsi défini, indicateur inquiétant de la précarité de certains citoyens. 21 millions de personnes gagnent moins de la moitié du revenu considéré comme le seuil de pauvreté. De 2007 à 2013, au moins 35 % de la population a connu la pauvreté au moins pendant deux mois. En revanche, la pauvreté chronique sur 4 ans concerne moins de 3 %, de la population. La méritocratie fonctionne finalement mal, même les personnes disposant d'un « bachelor degree » sont aujourd'hui concernées, tout comme les familles de couples mariés.

Plus inquiétant, plus de 21 % (15 millions) d'enfants sont concernés (dont 26,2 % d'enfants noirs, 23,6 % d'Hispaniques et 10 % de Blancs non hispaniques), à comparer avec les taux de 13,5 % pour les personnes âgées de 15 et 64 ans et 10 % pour les personnes âgées. Pour les enfants qui vivent avec une femme seule, le taux de pauvreté monte à 46,5 %, et même à 55,1 % pour les enfants de moins de 7 ans.

13,4% des hommes sont pauvres contre 16,1% des femmes. Ce problème de genre est encore plus prononcé chez les personnes âgées de plus de 64 ans (7,4 % pour les hommes et 12,1 % pour les femmes). Notons que si le taux de chômage officiel n'a cessé de baisser depuis 2010, il n'informe pas sur le fait que de plus en plus d'Américains renoncent à rechercher un emploi. Presque 7 % des travailleurs sont pauvres contre 33,7 % des chômeurs.

Le taux de pauvreté est plus élevé chez les personnes qui ne sont pas nées aux USA (14,2 % pour les natifs et 18,5 % pour les autres). Cependant, 11,9 % des étrangers naturalisés sont concernés contre 24,1 % pour ceux qui ne sont pas Américains.

28,9 % des personnes âgées de 25 ans ou plus, sans diplôme de high school, sont pauvres, il est de 14,2 % pour ceux qui n'ont pas atteint le collège et 10,2 % pour ceux qui ont obtenu ce niveau.

Enfin, c'est dans le Sud qu'il y a le plus haut taux de pauvreté (16,5 %). Ajoutons que la maladie facilite l'effondrement vers la misère (28,5 % des malades).

En conclusion, aux Etats-Unis, il vaut mieux ne pas être une femme noire, seule avec des enfants de moins de 7 ans, malade, habitant le Sud, sans diplôme et âgée de moins de 24 ans.

L'économie a de plus en plus intensivement besoin de compétences (skills), l'éducation devient centrale et constitue un remède contre la récession. Cette analyse de David Autor¹⁶⁰ est contestée par Kuttner, lequel ne trouve aucune évidence d'un changement historique de trend dans ce domaine, ainsi que Katz et Goldin¹⁶¹ (*The Race between Education and Technology*). La période la plus intense de l'économie digitale fut relativement égalitaire, car en période de plein emploi. Si l'emploi existe, alors les hommes s'entraînent pour le prendre.

L'absence de compétences ne concerne, selon Krugman, qu'une fraction du marché du travail. Il y a des raisons qui justifient l'amélioration de ces compétences en math et sciences, mais le remède ne résoudra pas le problème des inégalités ou des salaires stagnants pour la grande majorité. Des personnes très compétentes dont des fraudeurs de Wall Street et agissent pour faire s'effondrer l'économie. Certaines personnes très compétentes ne trouvent pas d'emploi à leur niveau et de plus en plus d'individus ayant un diplôme de collège ont des emplois qu'une compétence de High school suffirait. L'économie est vulnérable aux bulles financières et aux prêts de consommation excessifs pour soutenir la demande, mais elle n'est pas capable de générer des emplois adéquats. On parle de cette stagnation séculaire, laquelle prédite au début du XXe siècle, n'a pas été vérifiée du fait des guerres.

L'échec pour élargir les gains de productivité n'est pas une conséquence des technologies, compétences et même de la globalisation, mais il c'est notre échec pour contraindre et contenir la grande richesse privée, de donner plus de poids au travail et à inventer un gouvernement démocratique ayant des objectifs nationaux. Ce n'est pas le système éducatif amélioré ne restaurera pas des gains des classes ouvrières et moyennes. Pendant les périodes de guerre, les structures des économies capitalistes prennent racines dans l'investissement public et le plein emploi. L'échec du partage des gains de productivité n'a rien à voir avec la technologie ou les compétences. L'histoire du libéralisme a pris ses forces dans l'expérience de Teddy Roosevelt¹⁶² en

¹⁶⁰ Autor, D.H. (2014), Skills, Education, and the Rise of Earnings Inequality Among the "Other 99 Percent", *Science*, 23 May 2014: 344 (6186), 843-851.

¹⁶¹ Goldin, C. D., & Katz, L. F. (2009). *The race between education and technology*. Harvard University Press.

¹⁶² Fontanel, J. (2017), Etats-Unis, sanctuaire du capitalisme. Un siècle de leadership américain en questions. PSEI, n°8. <http://revel.unice.fr/psei/index.html>

faveur de la création des biens collectifs et comme contre-force au pouvoir des élites financières. A l'époque, il n'y avait pas de crise économique profonde, ni de guerre, mais des barons voleurs disposaient d'une concentration encore jamais connue de richesse. Il a convaincu des citoyens de corriger cette « imbalance ». Le résultat ne fut pas décisif, mais il a engagé une action pionnière intéressante. Il s'agissait plus de réduire les abus des privilégiés, plus que d'améliorer les conditions des plus pauvres. Il luttait contre les « malefactors of great wealth » (chemin de fer, banques, pétrole) et autres concentrations au pouvoir politique excessif et à l'action négative (par les prix) à l'encontre des classes moyennes. Il a alors augmenté des impôts progressifs de façon à limiter l'influence perverse de la richesse sur les revenus potentiels. L'allègement du fardeau des classes ouvrières n'était pas à son programme, il ne soutenait pas les syndicats, ni le socialisme. Il souhaitait surtout aider la classe moyenne contre les 1%. C'était une phase exploratoire du New Deal, laquelle après la guerre a conduit aussi au Plan Marshall, témoignant s'une grande solidarité.

Ces actions publiques sont aujourd'hui abandonnées. Le retard dans les infrastructures représentent, selon l'American Society of Civil Engineers des dépenses de l'ordre de 3.600 milliards de dollars, sans inclure les services de « smart grid » ou de « world-class Internet service ». Par exemple, Chattanooga utilise son service internet à haute vitesse créé par la municipalité comme un outil de développement économique régional pour les compagnies technologiques. L'investissement en infrastructure est nécessaire, il donne une stimulation macroéconomique importante. Il devrait aussi permettre d'accélérer la transition pour un développement soutenable et une lutte contre le changement de climat. Avec un investissement d'infrastructure de 500 milliards de dollars par an (couverts pour deux tiers par des bonds et un tiers par des impôts sur les plus riches) pendant 10 ans (soit 3% du PIB), tous les équipements collectifs pourraient être satisfaits. Il en résulterait une croissance accrue et la capacité à rembourser la dette. Il faut limiter le pouvoir de la finance privée et établir des objectifs publics clairs. L'objectif de cette lutte va bien au delà de la distribution des revenus et de la santé des classes moyennes. Il s'agit de défendre la démocratie, dont le pouvoir est trop concentré sur les intérêts des plus riches.

Les Présidents peuvent aller bien au delà des obligations de leurs mandats. Obama aime les approches modestes mais ingénieuses des problèmes publics. Dans un pays qui a une idée désastreuse des impôts, il faut convaincre aujourd'hui de la nécessité de protéger les hommes des évolutions du climat. Les historiens retiendront de cette dernière décennie comme une série de faux départs. Avec un autre Président que Bush, les attaques du 21 Septembre auraient pu produire un sens résurgent de destinée commune et d'essor d'un gouvernement plus démocratique. Au contraire, le gouvernement s'est engagé dans la guerre, l'obsession du secret et la division politique.

Avec le progressiste Obama, les investissements publics méritaient mieux qu'un faible et ciblé stimulus fiscal avec le 2009 Recovery Act. Avec les tornades, il aurait aussi pu définir une menace commune et chercher à trouver un remède public. Les jeunes d'aujourd'hui vivent sous la menace du changement de climat et d'horizons économiques déprimés. Il faudrait développer l'investissement public pour permettre des standards de vie satisfaisants à un coût réduit pour la planète. Il faudra à un moment ou à un autre mobiliser des ressources publiques et restaurer les objectifs communs. De nouveaux mouvements sociaux vont naître de cette langueur qui se transforme en crise.

Quelques éléments d'explication

La mondialisation de l'économie est souvent présentée comme la cause principale de la pauvreté à l'intérieur d'un pays. Pour s'en convaincre, il est fait état d'une rentabilité insuffisante des entreprises, d'une incapacité des travailleurs à se renouveler et à se former au regard des nouvelles exigences technologiques et d'une productivité individuelle faiblement concurrentielle. Certes, l'entrée de la Chine et des pays émergents dans la compétition internationale et l'arrivée de nombreux travailleurs peu formés sur les productions à grande échelle ont tiré les salaires vers le bas dans les pays riches. Cependant, la mondialisation n'explique pas tout. La Suède ou le Japon ne connaissent pas une telle violence des inégalités sociales, ce qui démontre que celles-ci dépendent aussi du choix des institutions et des politiques publiques, sociales et éducatives¹⁶³.

Le système économique crée l'envie et les besoins. Les couches supérieures (en revenus) de la société peuvent accéder à de plus en plus d'opportunités, ce qui rend leur cupidité dans la sphère du travail inaltérable. Aujourd'hui, la pauvreté ne concerne pas seulement l'incapacité à satisfaire ses besoins fondamentaux, elle dépend aussi, dans toutes les catégories de revenus, de la satisfaction de besoins non essentiels nécessaires à l'intégration sociale des personnes. Avec l'entrée sur le marché du travail des femmes et des immigrés, le salaire médian a eu tendance à diminuer. La stagnation des salaires des classes moyennes dans la population active a favorisé un endettement encouragé par les activités des banques, notamment sur la base des hypothèques immobilières ou du crédit à la consommation. Dans ce contexte, la dette privée et son service ont considérablement augmenté et ils ont pris une place excessive dans les dépenses des agents et dans le potentiel de satisfaction future de leurs besoins. Il est de plus en plus difficile de faire face aux remboursements des emprunts, jusqu'à leur non réalisation. Il en résulte des formes d'endettement qui isolent les débiteurs et les conduisent à

¹⁶³ Aux Etats-Unis, le système éducatif est fort inégalitaire, avec des universités de très grande qualité, sélectives et/ou onéreuses, dont sont écartés plus de 50 % des Américains les plus modestes.

des situations économiques de pauvreté effective que leurs revenus ne justifient pas toujours.

La deuxième guerre mondiale avait pourtant produit une société plus égalitaire, le gouvernement étant attentif au développement des classes moyennes, dans une perspective de vie commune apaisée. Il a fallu relancer l'économie, recapitaliser l'industrie qui avait souffert de la grande dépression et soutenir les nouvelles technologies, la science et les innovations. L'Etat n'acceptait de contrats de défense que si l'entreprise reconnaissait les syndicats. De 1940 à 1965, les impôts progressifs pouvaient atteindre un taux marginal de 94 % et les marchés des obligations étaient strictement réglementés, avec un taux faible (2,5 %). La FED émettait les obligations nécessaires à la victoire, ce qui éliminait les profits spéculatifs sur les bons du Trésor. La finance était contrôlée et contrainte. Une telle politique pourrait aujourd'hui être mise en place.

Comme le souligne Mark Mizruchi¹⁶⁴, l'élite américaine du monde des affaires à l'époque de l'après-guerre démontrait « l'éthique d'une certaine responsabilité civique, ainsi qu'un individualisme éclairé. » Elle était disposée à coopérer avec les syndicats, et se montrait favorable à un solide rôle de l'État dans la régulation et la stabilisation des marchés. Ses membres admettaient la nécessité de l'impôt aux fins du financement de biens publics importants, tels que les autoroutes inter-États ou encore le versement de prestations aux personnes âgées et défavorisées. Les élites commerciales n'étaient pas moins politiquement puissantes à l'époque qu'elles le sont aujourd'hui. Elles usaient néanmoins de leur influence pour promouvoir un agenda s'inscrivant plus largement dans l'intérêt national. La guerre avait créé des solidarités, favorable à une politique plus égalitaire. Picketty montre que la guerre crée des solidarités nationales.

Dans la période de l'après deuxième guerre mondiale¹⁶⁵, les personnes riches faisaient preuve d'une "responsabilité civique", dans le cadre d'un marché encore très concentré sur les consommateurs nationaux. C'est ainsi d'ailleurs qu'é a été développé le fordisme. Les inégalités dans les pays développés étaient modérées. Les théories économiques considéraient d'ailleurs que plus une société développait son économie et moins les écarts de revenus et de richesses étaient importants. Les classes riches se reconnaissaient comme citoyens et admettaient l'idée de partager un destin national commun. Ils coopéraient avec les syndicats, ils admettaient le rôle régulationniste de l'Etat, notamment celui des marchés lorsque l'intérêt commun était concerné et ils reconnaissaient l'utilité de l'impôt pour le financement des biens publics, l'aide aux personnes âgées et le soutien aux actions positives par le canal des Fondations et des activités philanthropiques.

¹⁶⁴ Mizruchi, M.S. (2013), *The fracturing of the American Corporate Elite*, Harvard University Press, Cambridge, MA.

¹⁶⁵ Rodrick, D. (2014), *Les super riches qui se voient hors de la société*, La Tribune, 3 Septembre.

Aujourd'hui, au contraire, la classe des personnes riches se sent persécutés par l'Etat et elle est convaincue que l'argent dont ils disposent n'est dû qu'à leur talent, à leur flair, à leur intelligence, même s'ils ont hérité leur position sociale. Dans ce contexte, elle a tendance à condamner un Etat qui s'occupe un peu trop de leurs affaires, qui la ponctionne de recettes fiscales excessives et qui, du fait de la démocratie, est trop dépendant d'une population trop souvent improductive, à la recherche d'une assistance imméritée, au regard de leur productivité. Ce harcèlement des personnes « méritantes » de la part des organismes étatiques leur est insupportable. La mondialisation et la fin du communisme éloignent les possédants de leur citoyenneté, les entreprises ne dépendent plus du seul consommateur américain, la santé de la classe moyenne n'est plus leur problème.

Pour la classe riche, le système de marché peut se suffire à lui-même. Rien ne permet de justifier les privilèges accordés à la classe ouvrière. L'action publique perturbe la rationalité des agents et elle remet en cause les conditions normales d'entreprises cherchant à maximiser leurs profits. L'intervention de l'Etat destinée à favoriser l'achat immobilier de familles à faible revenu a conduit inéluctablement à des financements de prêts hypothécaires non traditionnels, dont le défaut de paiement a été à l'origine du naufrage du système.

Pourtant, si les riches ne ressentent plus d'appartenance à la société, ils ont le sentiment que l'Etat doit être « à leur main ». Le gouvernement a financé la plupart des recherches à l'origine de la révolution des technologies de l'information ainsi que de l'émergence d'entreprises telles que Microsoft ou Apple¹⁶⁶. C'est l'Etat qui fait respecter les droits d'auteur, les brevets ou les marques pour protéger le monopole de la propriété intellectuelle. Les pouvoirs publics subventionnent les établissements d'enseignement supérieur qui permettent de former une main d'œuvre qualifiée et ils négocient les traités commerciaux. Le contrôle de l'information, de la presse¹⁶⁷, des médias permet aux chefs d'entreprise d'affirmer que la prospérité n'est que le résultat des marchés, ce que la classe moyenne est disposée à entendre. Les riches ont un égoïsme exacerbé, ils ne comprennent pas toujours qu'il ne peut y avoir de marché fonctionnant correctement sans une société saine, acceptant les règles que l'Etat propose et fait respecter. La « chienlit » ou l'anarchie violente aurait vite raison de leurs richesses.

Si à la fin de la dernière guerre mondiale, les Américains riches

¹⁶⁶ La manne du capital-risque est fortement soutenue par le secteur privé lorsque les crédits militaires sont disponibles et croissants. Depuis 2015, avec la réduction des dépenses militaires relative aux retraits des théâtres d'opération afghan et irakien, les investissements reculent dans la Silicon Valley et les fameuses « start-up » retardent leur entrée sur les marchés financiers.

¹⁶⁷ La France est souvent fière de la liberté qu'elle a su développer. Or, aujourd'hui, selon l'ONG Reporters sans Frontières, si l'on se réfère à son indépendance et au pluralisme de la presse, ce pays est passé en 2015 de la 34^e place à la 45^e place. Les rédacteurs en chef sont attentifs aux sujets qui intéressent positivement ou négativement leurs propriétaires. Le problème est moins dans la concentration des journaux que dans l'expression des intérêts des propriétaires.

faisaient preuve d'une certaine responsabilité civique, ce n'est plus le cas aujourd'hui. Pour Dani Rodrik¹⁶⁸, la richesse financière laisse supposer à leurs bénéficiaires qu'ils sont « meilleurs » que les autres. Jusqu'au début des années 1980, les inégalités au sein des pays développés étaient modérées, non seulement en termes de revenus et de patrimoines, mais aussi en termes d'inclusion des individus dans une vie sociale contrôlée partiellement par les pouvoirs publics. La thèse selon laquelle le développement économique conduisait inéluctablement à l'écrasement des revenus vers une réduction continue des disparités de revenus était assez largement partagée par les économistes encore inspirés majoritairement par une analyse keynésienne qui sera devenue obsolète dans son contenu initial par le processus de la globalisation économique. Les riches appartenaient encore à la société nationale, ils inscrivaient leurs actions dans un domaine géographique défini et se sentaient citoyens d'une collectivité destinée à partager un destin commun. Ils coopéraient avec l'Etat et les syndicats, facteurs de stabilisation des marchés, d'essor des infrastructures nécessaires à la vie sociale et de soutien aux personnes les plus défavorisées.

Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Devenu fortuné, quelles qu'en soient les conditions pour les « autres » qui n'appartiennent pas au même monde, est devenu un sport qui consiste à comparer les milliards de dollars de richesse personnelle, afin de témoigner face au monde entier la qualité managériale incontestable de son propriétaire. Dans ces conditions, l'Etat est devenu un prédateur, avec les recettes fiscales il pille l'argent honnêtement gagné, alors même qu'il devrait soutenir ceux qui produisent la richesse. Or, l'Etat se préoccupe plus d'une population peu efficace au travail et envieuse, qui le pousse, dans le cadre d'une démocratie populiste, à harceler les riches. Aujourd'hui, le menace communiste a disparu et les grandes fortunes ne dépendent plus des seuls consommateurs et travailleurs nationaux, grâce à la globalisation économique. Avec l'ouverture des frontières, les « riches » s'installent dans les pays les plus avantageux, ceux qui attirent les riches ou qui les ont soutenus dans leur recherche de réduction des salaires et de dégrèvements fiscaux. Dans ces conditions, l'essor de la classe moyenne européenne ou américaine n'est plus une condition d'opérations économiques profitables, car les pays émergents élargissent le marché solvable, tout en étant moins exigeant que celui des pays développés.

Or, le soutien des pouvoirs publics nationaux et internationaux sont nécessaires aux possédants, car la propriété privée, la stabilité et l'ouverture des marchés, le respect des lois économiques, pénales et civiles, la protection des brevets, des marques et de la propriété industrielle, les accords commerciaux internationaux ou la formation des cadres sont autant de règles qui s'imposent à tout citoyen et acteur économique, sans lesquelles

¹⁶⁸ Rodrick, D. (2014), Les super riches qui se voient hors de la société, La Tribune, 3 Septembre.

l'ensemble d'une économie nationale et internationale serait incapable de fonctionner. De même, le financement de la recherche fondamentale et des innovations est souvent public. L'Etat a la plupart des recherches de base à l'origine de la révolution des technologies de l'information, et il a soutenu, en leur temps, l'essor d'entreprises comme Apple et Microsoft.

Au fond, cette richesse dépend de l'action des Etats. Le marché fonctionne souvent en « pilote automatique », parfois modifié pour lutter contre les monopoles et le maintien modéré d'une concurrence viable. Lorsque la crise économique internationale apparaît, les possédants appellent alors les Etats à les soutenir, notamment pour sauvegarder les emplois. La crise financière de 2008 a été largement contenue par l'action des pouvoirs publics nationaux, à leurs dépens. Le gouvernement américain a garanti la stabilité financière et économique, il a renfloué les grandes banques, le géant assureur AIG, ou encore le secteur automobile. La FED a développé la disponibilité des liquidités. En cela, les pouvoirs publics ont soutenu les « riches », préférant soutenir les banques aux propriétaires lésés des biens immobiliers. Les riches ne se souviennent de leur nationalité que lorsque les affaires commencent à mal tourner, soit à l'étranger par les rapports diplomatiques ou guerriers, soit à l'intérieur pour leur donner des droits à maintenir leurs privilèges, comme ceux de l'héritage et du statut salarial. La crise de 2008 a bien mis en évidence cette vérité. Le gouvernement américain est fortement intervenu pour garantir la stabilité financière et économique des Etats-Unis. Dès que l'horizon économique s'est éclairci, les grandes fortunes se sont à nouveau senties persécutées par les Etats. Elles ne ressentent aucun devoir, aucune obligation à l'égard de leur Etat, et évidemment des autres Etats. Pourtant, le développement économique ne peut se passer d'une société organisée, avec des lois, des incitations, des accords nationaux et internationaux.

Sans l'Etat, sa puissance, ses règles, son droit, son soutien, aucun riche n'aurait de garantie de le rester. C'est l'Etat qui permet l'ouverture des marchés, qui développe le droit national et international, qui protège les richesses et assure la stabilité. L'Etat a renfloué les banques et le géant assureur AIG ; de même, la Federal Reserve Bank a nourri l'économie de nouvelles liquidités. Sans cette intervention, qu'aurait-il resté de la fortune des riches ? L'Etat a préféré soutenir les Banques que les propriétaires immobiliers peu fortunés et endettés.

Les Américains commencent à contester le système, pour ses inégalités croissantes, les revenus excessifs des 1% les plus riches, la réduction générale du niveau de vie, la précarité généralisée, notamment dans les classes moyennes. Ils sont sceptiques sur la capacité du gouvernement d'améliorer la situation. Le cynisme ou la démission des Républicains sur ces questions est confondante. La question même de la démocratie américaine doit être posée, car elle se montre particulièrement injuste. Comment expliquer, par exemple,

les divergences de revenus fondées sur la couleur de peau, la provenance héréditaire, le sexe, les régions ou l'âge ? Pourquoi les victimes du système des « subprimes » ont été abandonnées, contrairement aux banques à l'origine de celles-ci ? Le « capital » emporte tout, selon le principe des loteries : « les vainqueurs prennent tout », (the winner take all), quels que soient les moyens utilisés.

L'économie américaine est moins soucieuse de sa classe moyenne et de sa classe ouvrière que des résultats de ses grandes entreprises, fournisseuses de revenus extravagants qui confortent la concentration des richesses sur quelques personnes¹⁶⁹. Avec un salaire médian qui ne cesse de diminuer, la moitié des Américains n'a pas 400 dollars disponibles pour faire face à une urgence, ce obligerait ses membres à emprunter¹⁷⁰. Alors que la plupart des diplômés commencent dans la vie active avec une dette importante pour payer leurs études (de l'ordre de 20 à 50.000 dollars), la dette privée des ménages a considérablement augmenté depuis 30 ans, de l'ordre de 600 %. Comment briser ce cercle vicieux ? Comment restaurer un gouvernement constructif capable d'instaurer un système plus équitable favorable au « welfare » collectif, plus juste ? Cette situation est de plus en plus mal vécue, c'est un secret honteux que l'on cache pour maintenir l'illusion de la permanence du « rêve américain ».

Aux Etats-Unis, les emplois peu qualifiés et à faibles revenus ont décliné de 11 % depuis 1980, alors que ce n'est pas le cas pour les revenus moyens et élevés, ce qui crée un nouvel écart important entre ceux qui « ont » et ceux qui « n'ont pas ». Si l'on veut combattre la pauvreté, il faudra engager des interventions sur le marché du travail non seulement pour augmenter les petits salaires (salaire minimum), donner un plein emploi à une personne au moins du ménage et assurer une meilleure formation¹⁷¹. Les pauvres souffrent de multiples désavantages au regard des catégories aisées, notamment de plus hauts revenus, des emplois intéressants, des mariages par classe sociale et des patrimoines conséquents. Les écarts sont importants de classe à classe. Les barrières pour entrer parmi les classes privilégiées sont de plus en plus élevées pour les classes moyennes. Il est plus aisé pour une personne de la classe moyenne de rejoindre la classe des plus pauvres que d'atteindre celle des plus riches. Le rêve américain est devenu hors de portée pour la grande majorité des citoyens des Etats-Unis¹⁷².

¹⁶⁹ Kuttner, R. (2014), The Hidden History of Prosperity, The American Prospect – Essay – June 2014, <http://prospect.org/article/hidden-history-prosperity>

¹⁷⁰ Lauer, S. (2016), une classe moyenne sans moyens, Le Monde, 27 Avril, page 7.

¹⁷¹ Sawhill, I., Rodrigue, E., Joo, N. (2016), One Third of a Nation: Strategies for Helping Working Families, Brookings - Paper - May- 26 p. <http://www.brookings.edu/~media/research/files/papers/2016/05/31-one-third-of-a-nation-strategies-for-working-families-sawhill/one-third-of-a-nation.pdf>

¹⁷² Reeve, R.V., Joo, N. (2016), The Glass Barrier to the Upper Middle Class Is Hardening, Brookings – Blog - May 11, 2016. <http://www.brookings.edu/blogs/social-mobility-memos/posts/2016/05/11-glass-barrier-to-upper-middle-class-hardening-reeves>

Contrairement aux idées reçues, les Etats-Unis offrent un niveau relativement élevé de dépenses de bien-être social par habitant¹⁷³. En comparant les niveaux de pauvreté avec les autres pays de l'OCDE, elle a un taux inférieur à celui du Royaume-Uni et se situe à un niveau comparable avec celui des autres membres. La mesure américaine offerte par le gouvernement n'informe que très médiocrement sur les conditions de vie actuelle des pauvres car leurs dépenses sont finalement très peu étudiées. Sans analyses spécifiques et adaptées concernant l'autosuffisance des ménages et la réalité de leur bien-être des populations, la comparaison perd alors singulièrement de sa signification. La plupart du temps, la pauvreté est définie sur la base de la moitié du salaire médian d'une économie nationale. Or le salaire médian aux USA (24000 dollars pour une famille de 4 personnes) est supérieur à celui des pays européens. Il faudrait aussi retenir les bénéficiaires non pécuniaires comme les cartes d'alimentation et des crédits aux logements publics¹⁷⁴. Ce critère n'est donc pas satisfaisant. Si depuis 200, la pauvreté relative a augmenté aux Etats-Unis, cela est plus dû aux pauvres performances économiques plutôt qu'à une insuffisance des dépenses publiques concernées.

Plusieurs indicateurs pourraient être retenus, comme les dépenses de soin de santé et d'éducation, les prestations en termes de retraite, les autres transferts gouvernementaux (comme l'assurance chômage, les crédits d'impôt sur le revenu, les « cartes alimentaires », les dons privés ou les logements publics. Le système américain diffère des autres pays développés car il implique des financements publics et privés, ce qui est rarement le cas dans les autres pays où le gouvernement contrôle l'essentiel de ces types de dépense et de subsides. Le gouvernement fournit des soutiens importants en termes dépenses de santé en faveur des seniors et des personnes à faibles revenus. Les autres « poches de pauvreté » bénéficient de l'assurance santé procurée par leurs employeurs et les classes moyennes bénéficient aussi de retraites privées. Cependant, la question est de savoir combien de ces « avantages privés » reviennent aux pauvres eux-mêmes, notamment aux plus pauvres.

Sur cette base, les 45 millions de personnes concernées officiellement par la pauvreté aux Etats-Unis sont parfois éloignées de la pauvreté telle quelle est généralement perçue par les statistiques et l'émotion populaire. Il ne s'agit pas d'une pauvreté absolue, mais bien d'une pauvreté relative,

¹⁷³ Rector, R. (2015), Poverty and the Social Welfare State in the United States and Other Nations <http://www.heritage.org/research/reports/2015/09/poverty-and-the-social-welfare-state-in-the-united-states-and-other-nations65>. Garkinkel, I., Rainwater, L., Smeeding, T. (2010), Wealth and Welfare States. Is America a Laggard or Leader ? Oxford University Press, Oxford.

¹⁷⁴ Il existe de nombreuses aides concernant les crédits, le programme d'alimentation pour les enfants, l'aide à l'énergie, Medicaid Temporary Assistance for Needy Families (TANF) ou le Supplemental Security Income (SSI).

laquelle se mesure à l'aune du bien-être des autres habitants. Quelques statistiques officielles permettent de constater cette pauvreté « relative ».

- 80 % des ménages pauvres ont l'air conditionné.
- 75 % ont une voiture ou un camion, 31 % en possèdent 2.
- 66 % ont une télévision par câble ou par satellite
- Plus de 50 % disposent de jeux vidéo comme la PlayStation
- 43 % ont un accès à Internet
- 96 % des ménages estiment que leurs enfants n'ont jamais eu faim
- 82 % des adultes reconnaissent n'avoir jamais souffert de la faim. Les normes alimentaires sont toujours respectées.
- 10 % vivent dans des mobil homes, 4 % ont vécu provisoirement sans toit, 1,5 % d'entre eux n'ont pas de toit. 7 % vivent dans des logements surpeuplés, mais avec une surface supérieure à celles des européens. Les logements sont de qualité sanitaire acceptable.
- 42 % de ces pauvres sont propriétaires de leur maison ou appartement.

Si l'on tient compte de cette réalité, le système américain, boosté par ses résultats économiques, est plus efficace que dans nombre de pays développés.

Ce système n'est pas immuable, il n'est pas fondé sur les seules évolutions d'une économie numérique globalisée, il doit être réglé politiquement. Pour tenir son rang social, la classe moyenne ne dispose plus que d'une épargne minimale afin de réduire les frais financiers. Près de 50 millions d'Américains ont recours à une banque alimentaire ou des bons d'alimentation financés par des bons d'alimentation financés par les autorités publiques. Toutes les couches de la population sont convaincues de cet excès d'inégalité, que la distribution des revenus est injuste, que la vie sociale, sous prétexte de progrès, rend le travail de plus en plus précaire, de moins en moins rémunéré au regard des biens et services disponibles en comparaison avec les besoins requis et que la classe moyenne américaine connaît une crise d'identité et de régression sans précédent. Ce qui est à rejeter, c'est le système d'aujourd'hui qui affirme « The winner takes all ».

Le sentiment que le gouvernement n'est plus capable de rompre ce cercle vicieux devient la règle dans de nombreux pays développés. Une forme de cynisme et de résignation s'est emparée des citoyens, notamment parce que les responsables politiques sont fortement influencés par les grandes firmes et les « super riches », quand ils ne sont pas leurs commis. En outre, les instances politiques refusent de considérer que l'Etat se doit aussi de servir les plus pauvres, elles considèrent qu'il est plutôt nécessaire de soutenir les grandes firmes dans la compétition internationale. Seule la croissance est jugée utile pour le pays et pour les revenus des Américains, mais les fruits de cette croissance sont accaparés par les plus riches, accentuant d'autant plus les inégalités profondes des revenus et des patrimoines que les baisses des impôts et l'évasion fiscale viennent en soutien de ce cercle vicieux. S'il a bien

fallu aider les banques en difficulté du fait de la spéculation, l'Etat n'a eu aucune commisération pour les victimes des « subprimes », sur fond de racisme ambiant. Tout effort en faveur des salaires les plus bas, de réformes dans l'éducation ou de la santé publique est critiqué. Les effets des crises récurrentes sont réduits par l'action de certaines organisations non gouvernementales qui s'appuient sur le bénévolat et la quasi gratuite de leur action¹⁷⁵.

Si le PIB par habitant de la plupart des pays en développement s'est développé, les conditions humaines de l'exercice des emplois se sont dégradées avec les crises économiques récurrentes et l'existence de patrimoines privés considérables et croissants sont autant de faits de prédation légale sur le pouvoir d'organisation du système sociétal. Quelques pays en développement ont bénéficié du système, notamment le groupe BRICS, mais le miracle, qui s'était accompagné d'une forte inégalité des revenus, est aujourd'hui remis en cause laissant planer quelques interrogations sur les réactions des groupes sociaux oubliés ou négligés face aux pouvoirs politiques et financiers. Le monde, menacé par le terrorisme, la guerre et le retour au pessimisme, ne pourra résoudre ces questions sans une inflexion notable des inégalités de revenus, des pouvoirs et du consumérisme ambiant.

Les écarts entre riches et pauvres se sont creusés dans la grande majorité des pays. Le travail réduit les inégalités, mais dans certains pays il ne suffit pas non plus pour sombrer dans la pauvreté. Les personnes âgées sont généralement mieux traitées que les jeunes salariés et les ménages d'un seul adulte. En outre les pauvres, en dépensant la plus grande partie de leurs revenus, paient plus d'impôts indirects proportionnellement à leurs revenus. Les services publics sont plus également répartis que les revenus. Enfin, la répartition des patrimoines est bien plus inégalitaire que celle des revenus.

L'inégalité des revenus est un problème économique, mais aussi politique, en alimentant les revendications, la baisse du welfare et les frustrations. En outre, les citoyens fortunés peuvent, dans le cadre d'une démocratie sans garde-fous, accaparer le pouvoir au sommet de l'Etat, soit directement, soit par collaborateurs interposés. Les inégalités ont un prix, celui du gaspillage des ressources dans le cadre de groupes très riches dont l'optimisation de la fortune n'est guère possible, conduisant à une gestion de type « latifundias »¹⁷⁶. L'inégalité devant les richesses conduit inéluctablement à l'inégalité des chances et du potentiel réel des individus.

La classe ouvrière a perdu ses années de lutte pour une vie meilleure. La précarité s'est réinstallée, alors qu'elle avait disparu après les années

¹⁷⁵ Bensahel, L., Fontanel, J., Corvaisier-Drouart, B. (2009), Les organisations non gouvernementales ou l'homme au cœur d'une mondialisation solidaire, L'Harmattan, Paris.

¹⁷⁶ Un latifundium est un domaine agricole important exploité de manière extensive, sur la base d'une très forte concentration de la propriété foncière. C'est un exemple de gestion économique à la fois peu concentrée sur l'optimisation de la production et sur l'exploitation des ouvriers agricoles, généralement journaliers, dans les pays en développement.

violentes de la révolution industrielle. A mesure que la richesse croît, la majorité des personnes perdent leurs statuts. L'Etat-providence est souvent dirigé ou orienté par les valeurs libérales qui valorisent les inégalités. L'individualisme n'est pas dans les gênes de l'humanité. Dès la naissance, il faut la solidarité d'un groupe pour que l'enfant survive. Et le groupe ne peut survivre que si un groupe de groupe lui apporte la sécurité nécessaire et une organisation susceptible de lui permettre de vivre avec des règles et des lois¹⁷⁷.

Dans ce domaine, les pouvoirs publics se doivent d'agir, en cherchant à se libérer du pouvoir politique des pouvoirs économiques. C'est fondamentalement une nécessité de survie de la démocratie. Les grands Présidents dépassent les frontières de leurs agendas politiques. Dans un pays qui refuse les taxes sur l'essence, où le charbon reste bien utilisé ou le gaz et pétrole de schiste se développent, il faut une forte implication politique pour expliquer les évolutions nécessaires pour éviter la violence du changement de climat à venir. Le 11 septembre aurait pu être l'occasion de renouveler le sentiment de citoyenneté et de développer un gouvernement démocratique. Or, le secret et la division politique ont été les résultats concrets de cette occasion. Aujourd'hui, le réformiste minimaliste Barack Obama a fait de nombreux faux départ. Il n'a pas profité des catastrophes Hurricane Katrina and Superstorm Sandy pour s'engager dans la lutte contre le changement de climat. Tôt ou tard, il faudra engager une vaste mobilisation des ressources publiques pour résoudre la question du climat, du chômage, du « welfare ».

Dans une étude de l'American Enterprise Institute et de la Brookings Institution, un effort pour restaurer le rêve américain est réclamé¹⁷⁸. La pauvreté a changé, les réponses politiques doivent changer aussi. Il devient de plus en plus difficile pour les personnes des classes économiquement défavorisées de s'élever dans la société américaine d'aujourd'hui. Les principaux obstacles s'aggravent, ils sont principalement d'ordre éducatif, familial, économique et social. Deux solutions existent, soit la réduction des financements des autres programmes de l'Etat fédéral (notamment les subventions à l'agriculture ou les « corporate welfare »¹⁷⁹), soit l'augmentation des recettes (notamment en supprimant les crédits d'impôts, les niches ou les déductions fiscales¹⁸⁰ qui bénéficient aux plus riches), soit encore choisir un mix de ces deux propositions, en faveur de la sécurité

¹⁷⁷ Precht, R.D. (2010), *Qui suis-je ? Et si je suis combien ?* Berfond, Paris

¹⁷⁸ AEI/Brookings Working Group on Poverty and Opportunity (2015), *Opportunity, Responsibility, and Security. A consensus plan for reducing poverty and restoring the American Dream*. Brookings Institution, <http://www.brookings.edu/~media/research/files/reports/2015/12/aei-brookings-poverty-report/full-report.pdf>

¹⁷⁹ Ce sont des subventions accordées à des corporations ou des secteurs économiques qui seraient sans doute plus justifiées en faveur des pauvres.

¹⁸⁰ Ainsi, les déductions fiscales relatives aux prêts hypothécaires ont coûté 70 milliards de dollars en 2013 et plus de 100 millions de dollars annuel dans les années à venir.

sociale ou de Medicare, par exemple (qui devrait passer de 3,5 % du PIB en 2015 à 6,3 % en 2040).

La « gig economy » est la nouvelle étape d'une entreprise d'innovations successives qui favorise la création de profits au bénéfice exclusif des patrimoines et revenus les plus élevés. Cette situation devient dangereuse, car les contestations sociales vont devenir de plus en plus oppressantes. Il paraît essentiel de mieux répartir les produits de la croissance en fournissant des revenus croissants aux salariés. Pour cette raison, la réunion des forces négociatrices des salariés est nécessaire, car à côté des grands groupes d'entreprises dominantes, le monde du travail se présente dispersé, avec un taux de syndicalisation faible dans plusieurs organisations souvent opposées. Des droits de négociation spécifiques devraient être mis en place afin de lutter contre ces inégalités croissantes que l'économie de marché concrète produit en créant des rapports de force qui se substituent à la loi de l'offre et de la demande.

L'histoire des Etats-Unis témoigne de la défense des valeurs collectives. Si chaque individu doit respecter les valeurs de l'Amérique et soutenir les efforts des autorités publiques en faveur des biens collectifs, le pays doit favoriser en échange l'élévation de la condition des hommes et permettre à chaque individu, de manière équitable, de se réaliser, de participer à la vie de la société et d'atteindre ses objectifs légitimes. Ce rêve américain dessiné par Abraham Lincoln a été abandonné au profit de situations inégalitaires pérennes.

La « mondialisation » économique a modifié singulièrement les revenus des couches sociales de la planète. La hausse des revenus consécutifs au développement économique a concerné deux catégories de revenus, ceux qui se trouvent entre le 4^e et le 6^e décile des revenus médians dans leurs pays, notamment en Asie (Chine, Inde, Indonésie, Thaïlande ou le Vietnam) ou et ceux qui appartiennent au premier centile les plus riches (auxquels appartiennent 12 % des Américains). En revanche, les classes moyennes occidentales ont subi une stagnation de leurs revenus. Un temps masqué par le recours plus facile au crédit, la stagnation de ces types de revenus est le résultat des délocalisations, de la précarité du travail, du chômage, de la perte de qualification et des rapports de force entre les Etats, notamment ceux qui disposent de matières premières et énergétiques. Les nouvelles technologies créent moins d'emplois qu'elles n'en créent. Dans le monde du travail, des situations qui n'existaient plus depuis le début du XXI^e siècle réapparaissent, notamment la flexibilité excessive du marché de l'emploi, les fameux « contrats zéro heure » ou « l'ubérisation » des services.

La précarité remonte et la colère commence à renaître. Le précaire devient une nouvelle classe sociale, qui supporte une vie d'instabilité et d'insécurité dans le travail, avec toutes les conséquences familiales et personnelles qu'il implique. Ils sont privés de sécurité professionnelle, ils

n'ont aucune protection contre les renvois arbitraires, ne disposent d'aucun contrôle sur l'évolution de leur travail, leur niveau de qualification est souvent sous-estimé et les syndicats ne les protègent pas suffisamment. Cette classe ne dispose pas de la disponibilité concrète de tous les droits attribués leurs concitoyens. Cette quête effrénée de la flexibilité est une facilité offerte aux entreprises, lesquelles ne font qu'exploiter un système qui leur permet d'abuser ainsi de cette classe. Elles délocalisent ou externalisent leurs fonctions et font ainsi jouer la concurrence sociale. De nouvelles conventions collectives devraient être ainsi mises en place, à moins d'accepter les révoltes et les émeutes ou la marginalisation et l'engagement politique révolutionnaire.

La faiblesse des syndicats et la disparition des systèmes économiques alternatifs ont renforcé le poids politique des « riches », capables aujourd'hui de justifier leurs richesses par leur « travail et leur compétence » et non par une quelconque exploitation des travailleurs. La théorie du « ruissellement » qui suppose que l'enrichissement des uns annonce l'enrichissement progressif des autres ne fonctionne pas au niveau international. Elle pourrait avoir une application dans un pays si l'Etat procède à une politique de redistribution des revenus. La révolution technologique a produit des rentes immenses. Avec les lois sur la propriété industrielle et intellectuelle qui crée un monopole, la mondialisation a permis la captation des rentes à l'ensemble de la Terre¹⁸¹. Historiquement, le retour vers une meilleure répartition des richesses et des revenus intervient après les guerres, lesquelles redistribuent les cartes et fournissent des lois plus citoyennes et démocratiques.

Bibliographie

AEI/Brookings Working Group on Poverty and Opportunity (2015), Opportunity, Responsibility, and Security. A consensus plan for reducing poverty and restoring the American Dream. Brookings Institution, <http://www.brookings.edu/~media/research/files/reports/2015/12/aei-brookings-poverty-report/full-report.pdf>

Albert, E., Lauer, S. (2016), Les actionnaires engragent, les patrons engrangent, La Monde, 18 mai.

Atkinson, A., Chari, V.V., Kehoe, P.J. (1999), "Taxing Capital Income: A Bad Idea," Federal Reserve Bank of Minneapolis, Quarterly Review 23 (3) (1999): 3–17 <http://www.minneapolisfed.org/research/qr/qr2331.pdf>.

Aussilloux, A., Charrié, J., Jeanneney, M., Marguerit, D., Ploux-Chillès, A. (2015), Au delà du PIB, un tableau de bord pour la France, France Stratégie, Notes d'analyse, http://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/notes_danalyse_n32_-_24.06.pdf

¹⁸¹ Milanovic, B. (2016), Global inequality. A New Approach for the Age of Globalization, Harvard University Press, Cambridge, Mass.

Autor, D. (2014), Skills, éducation, and the rise of earnings inequality among the « other 99 percent », Science, 23 May, Vol.344, Issue 6186, pp.843-851

Avery, B.A., Grodzicki, D., Moore, K.B. (2013), Estate vs. Capital Gains Taxation: An Evaluation of Prospective Policies for Taxing Wealth at the Time of Death. Working Paper 28 (Federal Reserve Board, 2013), p. 18,<http://www.federalreserve.gov/pubs/feds/2013/201328/201328pap.pdf>

Bakker, B., Fellman, J. (2015), Les riches et la grande récession, in FMI, Finances et Développement, Juin.

Barre, R., Fontanel, J (1991), Principes de politique économique, Coll. Eco+, PUG, Grenoble.

Barrow and R. Jason Faberman (2015), Wage Growth, Inflation, and the Labor Share, FRB Chicago – Fed Letter no 349 – December, CFL No. 349 in EPUB Format.

Banque de France, Taux d'endettement des agents non financiers. Comparaisons internationales, Stat Info, 2^e Trimestre 2015. https://www.banque-france.fr/uploads/tx_bdfstatistiquescalendrier/2015-T2-stat-info-taux-d-endettement-des-anf-comparaisons-internationales.pdf

Barry, L, Bosworth, P. (2015), Limited Gains in Living Standards Caused by a Supply-Side Recession, Brookings - Opinion – December. <http://www.brookings.edu/research/opinions/2015/12/18-supply-side-recession-limited-living-standard-gains-bosworth>

Belouezzane, S., Ducourtieux, C. (2016), Travailleurs détachés, la France veut se faire entendre, Le Monde, 10 septembre.

Bensahel, L., Fontanel, J. (2006). L'économie souterraine: L'exemple de la Russie. Editions L'Harmattan.

Bensahel, L, Fontanel, J., Corvaisier-Drouart, B. (2009), Les organisations non gouvernementales ou l'homme au cœur d'une mondialisation solidaire, L'Harmattan, Paris.

Berger, T., & Frey, C. B. (2015). Industrial renewal in the 21st century: evidence from US cities. Regional Studies, 1-10.

Boarini, R. L'initiative Vivre Mieux de l'OCDE, OCDE, Better Life Initiative, [ocde-borini-30-mai-12pdf](http://www.oecd.org/dataoecd/30/mai/12pdf)

Bourguignon, F. (2012), La mondialisation de l'inégalité, Coédition Seuil et République des Idées, Paris.

Brookings Institution (2015), Opportunity, Responsibility, and Security: A Consensus Plan for Reducing Poverty and Restoring the American Dream, AEI-Brookings Working Group – Report – December.. http://www.aei.org/wpcontent/uploads/2015/12/opportunity_responsibility_security_doar_s_train_120315_FINAL.pdf

Brück, T. (2004a). Economie de la sécurité : Arbitrages économiques. In OECD, L'économie de la sécurité. Paris: OECD, 115.

Brück,T. (2004b). The economic consequences of terror: Guest editor's, introduction. European Journal of Political Economy.

Brynjolfsson, E., & McAfee, A. (2014). The second machine age: work, progress, and prosperity in a time of brilliant technologies. WW Norton & Company.

Burman, B. (2012), “No Obvious Relationship between Capital Gains Tax Rates and Economic Growth,” TaxVox, March 19, 2012, <http://taxvox.taxpolicycenter.org/2012/03/19/no-obvious-relationship-between-capitalgains-tax-rates-and-economic-growth/>.

Buzan, B., Waever, O., & de Wilde, J. (1998). Security: A new framework for analysis. London, Rienne Liener.

CBO(2013),The Distribution of Major Tax Expenditures in the Individual Income Tax

System, Congressional Budget Office
http://www.cbo.gov/sites/default/files/cbofiles/attachments/43768_DistributionTaxExpenditures.pdf.

CBO (2015), Summary of the Budget and Economic Outlook: 2016 to 2026 CBO – January 19, 2015 https://www.cbo.gov/sites/default/files/114th-congress-2015-2016/reports/511292016_Outlook_Summary.pdf

Charles, K. (2015), Un monde ambitieux, in FMI, Finances et Développement, Juin.

Clements, J., Wither, M. (2015), The Minimum Wage and the Great Recession: Evidence of Effects on the Employment and Income Trajectories of Low-Skilled Workers, Cato Institute – Research Brief – March 18, 2015 – 3 pages. <http://object.cato.org/sites/cato.org/files/pubs/pdf/research-brief-22.pdf>

Clinton, B. (2000), <http://www.whitehouse.gov/WH/SOTU00/sotu-text.html>., Discours sur l'Etat de la Nation.

Cohen, D. (2015) Le monde est clos et le désir infini, Albin Michel, Paris.

Coulomb, F., Fontanel, J. (2006), Spéculation et instabilité financière internationale, in « Des flux et des territoires. Vers un monde sans Etats ? ». Sous la direction de Bernard Jouve et Yann Roche, Presses de l'Université du Québec, Montréal, 2006.

Coulomb, F., Bensahel, L., Fontanel, J. (2007), The concepts of economic war and economic conflicts in a global market economy, in « Arms, War, and Terrorism in the global economy today, Ed. Wolfram Elsner, Ed. LIT Verlag, Bremen Schriften zur Konverzion, Band 13, Hamburg. 2007.

Coulomb, F., & Fontanel, J. (2003). War, peace, and economists. Economics of peace and security. In Encyclopedia of life support systems,(EOLSS). Developed under the Auspices of the UNESCO, EOLSS Publishers, Oxford, UK, retrieved April, 3, 2007.

Coyle, D. (2014) Is GDP still useful?, Better Life Index, May 16, <http://www.oecdbetterlifeindex.org/blog/is-gdp-still-useful.htm>

Dadush, U. (2015), The Truth About Trade, Carnegie Endowment for International Peace/Foreign Affairs – Article – November 18, 2015 <http://carnegieendowment.org/2015/11/18/truth-about-trade>

De Nardi Mariacristina, Giulio Fella, and Fang Yang (2016), Piketty's Book and Macro Models of Wealth Inequality, FRB Chicago – Fed Letter – January 2016 – 3 pages

DeNavas-Walt, C., Proctor, B.D. (2015), Income and poverty in the United States : 2014. Current Population Reports, United Census Bureau, U.S. Department of Commerce, September

Déry, R., Pezet, A. Sardais, C. (2015), Le management (manuel et guide de l'étudiant), JFD Editions, Montreal.

DeSilver, D. (2015), America's Middle Class Is Shrinking. So Who's Leaving It? Pew Research Center - Fact Tank - December 14, 2015. <http://www.pewresearch.org/fact-tank/2015/12/14/americas-middle-class-is-shrinking-so-whos-leaving-it>

Ducos, G. (2014) Quels indicateurs pour mesurer la qualité de la croissance, France Stratégie, La Note d'analyse, Septembre, <http://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/note-fs-indicateurs-croissance-ok.pdf>.

Echinard, Y, Fontanel, J., Fontanel, M. (2013), BRICS, un concept d'origine statistique devenu l'expression d'un puissant groupe de pression dans les relations internationales d'aujourd'hui, Annuaire Français des Relations internationales.

Ezell, S.J., Atkinson, R.D. (2015), False Promises : The Gap Between China's WTO Commitments and Practices, Information Technology & Innovation Foundation, 1 September, 2015-false-promises-china.pdf

Fisher, D. (1993). Nonmilitary aspects of security. A systems approach. Geneva: United

Nation, Institute for Disarmament Research, UNIDIR.

FMI (2015), Hélène Rey, Agent provocateur 2015, Finances et Développement, Juin.

FMI (2015), Pourriez-vous vivre avec 1,25\$ par jour ?, Finances et Développement, Juin.

Fontanel, J. (1990), The economic effects of military expenditure in Third World Countries, *Journal of Peace Research*, Vol. 27, n° 4, November.

Fontanel, J. (1994), La conversion économique du secteur militaire. *Economica*, Paris.

Fontanel, J. (1981, 1995), *Organisations économiques internationales*, Ed. Masson, Paris.

Fontanel, J. (1995). *Les dépenses militaires et le désarmement*. Paris: Publisud.

Fontanel, J., Bensahel, L. (2001), *Réflexions sur l'économie du sport*, *Colle Economie en Plus*. PUG, Grenoble.

Fontanel, J., Coulomb, F., & Samson, I. (2001). Military conversion and transition in Russia. *Pax Economica*, n°6.

Fontanel, J., & Bensahel, L. (2002). Les stratégies de la guerre économique. in *Globalisation économique et sécurité internationale. Introduction à la géoéconomie*. Collection Côté Cours, Université Pierre-Mendès-France, Grenoble, pp. 29-50.

Fontanel, J., Touatam Antipas. (2002), La myopie du FMI, *Géoéconomie africaine*, Septembre

Fontanel, J., Samson I. (2002). L'Etat, un agent économique contestable, mais irremplaçable. *Humanisme et entreprise*, (253), 37-56.

Fontanel, J., Samson, I. (2003). *Les liaisons dangereuses entre l'État et l'économie russes*. Editions L'Harmattan.

Fontanel, J., Touatam Antipas (2003), The nearsightedness of the IMF, *African Geopolitics*, n° 9, Winter, 2003.

Fontanel, J., & Touatam, A. (2004). *Cancun et l'Afrique, la guerre du coton*. *Géoéconomie africaine*, Paris.

Fontanel, J. (2005). *Globalisation économique et sécurité internationale. Introduction à la géoéconomie*, Avant-propos de Kenneth Arrow, Collection Côté Cours, Université Pierre-Mendes-France, Grenoble.

Fontanel, J. (2005). *La globalisation en 'analyse'*. *Géoéconomie et stratégie des acteurs*. Paris: Collection Librairie des Humanités, L'Harmattan.

Fontanel, J. (2006), *Spéculation internationale et géopolitique*, *Annuaire Français des Relations Internationales*, Vol. VI. 2006.

Fontanel, J. (2007), *L'intérêt de l'intégration économique*, *Annuaire Français des Relations Internationales*, AFRI, Paris.

Fontanel, J., Henriques, P. (2007), *A Globalização em «análise»: geoeconomia e estratégia dos actores*. Piaget Institut, Lisboa.

- Fontanel, J. (2007), *Ethique, démocratie et économie mondialisée. Quelle éthique ?* in « Questions d'éthique », Collection « Les idées et les théories à l'épreuve des faits », J. Fontanel, (Ed). L'Harmattan, Paris.

- Fontanel, J. (2007), *Ethique, solidarité et économie mondialisée. Quelle éthique ?* in « Questions d'éthique », Coll. « Les idées et les théories à l'épreuve des faits, J. Fontanel, (Ed). L'Harmattan, Paris.

- Fontanel, J. (2007), *Questions d'éthique*, Coll. « Les idées et les théories à l'épreuve des faits, l'Harmattan, Paris

Fontanel, J., Bensahel, L., Coissard, S., & Echinard, Y. (2008, October). French utopian economists of the nineteenth century. *Defence and Peace Economics*, 19(5).

Fontanel, J., & Chatterji, M. (2008). *War, peace and security*, Preface Walter Isard, *Contributions to conflict management, peace economics and development*. London:

Emerald.

Fontanel, J., & Coulomb, F. (2008, October). The genesis of economic thought concerning war and peace. *Defence and Peace Economics*, 19(5).

Fontanel, J., Hébert, J.-P., & Samson, I. (2008, October). The birth of the political economy or the economy at the heart of politics: Mercantilism. *Defence and Peace Economics*, 9(5).

Fontanel, G., Bensahel, L., Fontanel, J. (2009), Le sport, expression suprême de la mondialisation économique, in Maxence et Jacques Fontanel (Ed.), *Géoéconomie du sport. Le sport au coeur de la politique et de l'économie internationales*, Collection "Les idées et les théories à l'épreuve des faits", L'Harmattan, Paris.

Fontanel, J. (2009), En guise d'introduction : le rôle socio-économique du sport professionnel, in *Regards sur l'économie et le management du sport et des sportifs professionnels*, (Jacques Fontanel, Liliane Bensahel, Pierre Chaix, Eds.), Collection Librairie des Humanités, L'Harmattan, Paris. 2009.

Fontanel, J., Corvaisier-Drouart, B. (2014), For a general concept of economic and human security, in Bellais, R. *The evolving boundaries of defence : an assessment of recent shifts in defence activities*, Emerald, Bingley, U.K.

Fontanel, J., Coulomb, F., Bensahel, L. (2014), Economists' controversies about the causality between war and economic cycles, *Frontiers of peace economics and peace science*, Editors Chatterji, M., Chen Bo, Missra, R. *Contributions to Conflict Management, peace economics and développement*, Vol. 16, Emerald, Bingley, U.K.

Fontanel, J. (2014), Le commerce international est-il un facteur de paix ?, *Politique étrangère*, janvier.

Fontanel, J. (2015), La base des données des dépenses militaires recueillie par l'Organisation des Nations Unies : origine et évolution. *United Nations Standardized Instrument for Reporting Military Expenditure (2015)* In *Paix et sécurité européenne et internationale*, <http://revel.unice.fr/psei/>

Fontanel, J. (2016) La sécurité économique et sociétale : pour une conceptualisation humaniste multidimensionnelle, *PSEI, Politique de Sécurité Européenne et Internationale*, n° 3. <http://revel.unice.fr/psei/>

Fontanel, J. (2016), La science économique en débats et en défaut face à la crise, Document de Travail, Université Grenoble-Alpes, EDDEN, Grenoble, à paraître.

Fontanel, J. (2016), La Finance, prédatrice des richesses, Document de Travail, Université Grenoble-Alpes, EDDEN, Grenoble, à paraître.

Fontanel, J. (2016), La sécurité, un bien collectif économique et humain indispensable ? Document de Travail, Université Grenoble-Alpes, CESICE, Grenoble.

Fontanel, J. (2016), Paradis fiscaux, pays filous, *Economica*, Paris.

Fontanel, J. (2017), Etats-Unis, sanctuaire du capitalisme. Un siècle de leadership américain en questions. *PSEI*, n°8. <http://revel.unice.fr/psei/index.html>

Fontanel, J., Guilhaudis, J-F. (2019), Les effets pervers de l'usage du PIB pour la décision politique et les relations internationales. Comment en sortir ?, *AFRI (Annuaire Français des Relations internationales)*, Paris.

Furceri, D., Loungani, P. (2016), L'ouverture, cause d'inégalité, *Finances et Développement*, FMI, Mars.

Furchtgott-Roth, D., Meyer, J. (2015), *Desinherited : How Washington is Betraying America's Young*, Encounter Books, New York, May

Gershenkron, A. (1962), *Economic Backwardness* », in *Historical Perspective, A book of Essays*, Harvard University Press, Cambridge, Mass.

Girard, R. Désir mimétique et rivalité, La violence et le sacré, Ed. Grasset, [http://www.maphilosophie.fr/voir_un_texte.php?\\$cle=D%E9sir%20mim%E9tique%20et%20rivalit%E9](http://www.maphilosophie.fr/voir_un_texte.php?$cle=D%E9sir%20mim%E9tique%20et%20rivalit%E9)

Global Peace Index, Vision of Humanity. (2009). Global peace index rankings. http://www.miradaglobal.com/index.php?option=com_content&task=view&id=1061&Itemid=9§ion=16&lang=en

Galbraith, J.K (1968) Le nouvel Etat industriel, Gallimard, Paris.

Garkinkel, I., Rainwater, L., Smeeding, T. (2010), Wealth and Welfare States. Is America a Laggard or Leader ? Oxford University Press, Oxford.

Goldin, C., Katz, L.F. (2009) , The Race between Education and Technology, Harvard University Press, Cambridge, MA.

Gordon, R. (2016) , The Rise and Fall of American Growth : The American Standard of Living Since the Civil War, Princeton University Press, Princeton, N.J.

Hanquer, N. (2016), Confronting the Parasite Economy, American Prospect – Article - May 16, <http://prospect.org/article/confronting-parasite-economy>

JDN (2016), L'homme le plus riche du monde en 2016, Journal du Net, 3 mars. <http://www.journaldunet.com/economie/magazine/1151133-l-homme-le-plus-riche/>

Joint Economic Committee (2015), Millennials' Slow Start Down the Road of Life, https://www.legistorm.com/stormfeed/view_rss/856899/office/33.html

Joly, E. (2016), Pour en finir avec l'impunité fiscale, Le Monde diplomatique, Juin.

Kauffmann, M. (2006). Gouvernance économique mondiale et conflits armés. Banque mondiale, FMI et GATT-OMC. L'Harmattan, Paris: Collection La Librairie des Humanités. Paris.

Kirkegaard, J.K. (2015), The True Levels of Government and Social Expenditures in Advanced Economies, Peterson Institute - Policy Brief, March 2015 - 19 pages, <http://www.piie.com/publications/pb/pb15-4.pdf>

Kolesnikov, I. (2015), GDP Statistics from the World Bank, <http://knoema.fr/mhrzolg/gdp-statistics-from-the-world-bank>

Kurzweil, R. (2005), The singularity is Near, Viking Press.

Kuttner, R. (2014), The Hidden History of Prosperity, The American Prospect – Essay – June 2014, <http://prospect.org/article/hidden-history-prosperity>

Kuttner, R. (2016), The New Inequality Debate, The American Prospect magazine - Winter 2016. <http://prospect.org/article/new-inequality-debate-0>

Lauer, S. (2016), une classe moyenne sans moyens, Le Monde, 27 Avril.

Libération (2015), Le salaire minimum à 15 dollars l'heure fait rage, http://www.liberation.fr/futurs/2015/07/06/le-salaire-minimum-a-15-dollars-fait-rage_1344546

MarketWatch (2015), Class of 2015 has the most student debt in U.S. History, <http://www.marketwatch.com/story/class-of-2015-has-the-most-student-debt-in-us-history-2015-05-08>, May 9, 2015.

Matteudi, E. (2012), « Les enjeux du développement local en Afrique », L'Harmattan, Paris.

Matteudi, E., Fontanel, J. (2015), L'action de l'OMC et de la CNUCED favorise-t-elle la réduction de la pauvreté dans le monde ? Annuaire Français des Relations Internationales, Paris, 2015.

Milanovic, B. (2016), Global inequality. A New Approach for the Age of Globalization, Harvard University Press, Cambridge, Mass.

Mishel, L., Biven J., Gould, E., Shierholz, H. (2011), The State of Working America, Economic Policy Institute, 12nd Ed. Washington.

MIT (2015), The future postponed. Why declining Investment in Basic Research Threatens a U.S. Innovation Deficit. A Report by the MIT Committee to Evaluate the Innovation Deficit, April 2015.

Mizruchi, M.S. (2013), The fracturing of the American Corporate Elite, Harvard University Press, Cambridge, MA.

Mlachila, M., Tapsoba, R., Tapsoda, S. (2015), Pour une croissance de qualité, in FMI, Finances et Développement, Juin.

Mondragon-Vélez (2015), How Does Middle-Class Financial Health Affect Entrepreneurship in America? Center for American Progress, Report May 21. <https://cdn.americanprogress.org/wp-content/uploads/2015/05/MiddleClassEntrepreneurs-5.7.pdf>

Natural Resources Defence Council. (2006). Global Nuclear Stockpiles, 1945_2006. Bulletin of the Atomic Scientists.

Neumark, D. (2015), Reducing Poverty via Minimum Wages, Alternatives, FRB San Francisco - Economic Letter - December 28, <http://www.frbsf.org/economic-research/files/el2015-38.pdf>.

Nordhaus W., Tobin J., « Is Growth Obsolete ? » in , The Measurement of Economic and Social Performance, Studies in Income and Wealth, National Bureau of Economic Research, vol.38, 1973.

Nelson, R.M. (2015), Current debates over Exchange rates : Overview and Issues for Congress, Congressional Research Service, September 7. Washington.

Observatoire des Inégalités (2014), les inégalités s'accroissent en Russie, 21 Juillet. http://www.inegalites.fr/spip.php?page=breve&id_breve=993

OCDE (2008), Croissance et inégalités, OCDE, <http://www.oecd.org/fr/els/soc/41530189.pdf>

OCDE (2001), Du bien-être des nations, le rôle du capital humain et social. Paris. 2001.

OCDE. (2003). Les risques émergents au XXIe siècle. Paris: OECD.

OCDE. (2004). L'économie de la sécurité. Paris: OECD.

OCDE (2014), Inégalités et croissance, Focus, Décembre.

OCDE (2015), Inégalités de revenus et pauvreté, OCDE, Paris.

OECD (2016), Better Life Index. Edition 2016. <http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=BLI>

OECD (2016), Better Life Index. Edition 2016 ;
Definitions. <http://www.oecd.org/statistics/OECD-Better-Life-Index-2016-definitions.pdf>

OMS (2016), L'espérance de vie a progressé de 5 ans depuis 2000, mais les inégalités sanitaires persistent, OMS, 19 Mai. <http://www.who.int/mediacentre/news/releases/2016/health-inequalities-persist/fr/>

Otker-Robe, I., Podpiera, A.M. (2013), The Social Impact of Financial Crises : Evidence from the Global Financial Crisis, World Bank Policy Research Working, Paper 6703. Washington.

Osberg, L., Sharpe, A. (2002), Une évaluation de l'indicateur de bien-être économique dans les pays de l'OCDE, Séminaire de la DRES, 15 Octobre.

Parlement européen/Actualité (2013), Commerce international : les députés européens et nationaux demandent à l'OMC de maintenir l'approche multilatérale.

<http://www.europarl.europa.eu/news/fr/newsroom/content/20131202IPR29562/html/Commerce-international-maintenir-l'approche-multilatérale>

Perroux, F. (1952). Note sur les coûts de l'homme. Economie appliquée.

PewResearchCenter (2014), Most See Inequality Growing, but Partisans Differ over Solutions, PewResearchCenter, January 23, 2014, <http://www.people-press.org/2014/01/23/most-see-inequality-growing-but-partisans-differ-over-solutions/>

Pew Research Center (2015), The American Middle Class Is Losing Ground, December 9, http://www.pewsocialtrends.org/files/2015/12/2015-12-09_middle-class_FINAL-report.pdf

Pew Charitable Trusts (2016), Family Financial Security The Pew Charitable Trusts Research & Analysis, Issue Briefs, January. <http://www.pewtrusts.org/en/research-and-analysis/collections/2015/10/the-role-of-emergency-savings-in-family-financial-security>

Pew Charitable Trusts (2016), Household Expenditures and Income, The Pew Charitable Trusts Research & Analysis - Issue Brief - March 30, <http://www.pewtrusts.org/en/research-and-analysis/issue-briefs/2016/03/household-expenditures-and-income>

PewResearchcenter (2016), Shared, collaborative and On Demand : The New Digital Economy, May 19. <http://www.pewinternet.org/2016/05/19/the-new-digital-economy/>

Piketty, T. (2013), Le capital au 21^e siècle, Editions du Seuil, Septembre.

Piketty, T. (2015), En période de récession, augmenter les impôts est catastrophique, http://www.francetvinfo.fr/economie/impots/impots/thomas-piketty-en-periode-de-recession-augmenter-les-impots-comme-la-fait-hollande-c-est-catastrophique_820267.html

PNUD. (1999). Rapport mondial sur le développement humain. Paris, Bruxelles: De Boeck & Larcier s.a., p. 7_8.

PNUD (2014), Rapport sur le Développement humain 2014 ? Pérenniser le progrès humain : Réduire les vulnérabilités et renforcer la résilience, ONU, NY et Geneva.

Pouchard, A. (2015), Au delà du PIB, 10 indicateurs pour mesurer autrement le progrès, Le Monde, 10 Juillet.

Precht, R.D. (2010), Qui suis-je ? Et si je suis combien ? Berfond, Paris

Prokofieva, L. "Pauvreté et inégalités en Russie", CERISCOPE Pauvreté, 2012, [en ligne], consulté le 20/11/2015, URL : <http://ceriscope.sciences-po.fr/pauvrete/content/part5/la-pauvrete-et-l-inegalite-en-russie>

Rawls, J. (1997), A Theory of Justice, Harvard University Press, Harvard.

Rector, R. (2015), Poverty and the Social Welfare State in the United States and Other Nations <http://www.heritage.org/research/reports/2015/09/poverty-and-the-social-welfare-state-in-the-united-states-and-other-nations65>.

Reeve, R.V., Joo, N. (2016), The Glass Barrier to the Upper Middle Class Is Hardening, Brookings – Blog - May 11, 2016. <http://www.brookings.edu/blogs/social-mobility-memos/posts/2016/05/11-glass-barrier-to-upper-middle-class-hardening-reeves>

Reverchon, A. (2016), Le règne des managers, Le Monde, 10 Septembre..

Richard, T. (2009). Démocratie, économie de marché et paix. In J. Fontanel (Ed.), Economie politique de la sécurité internationale. Paris: Collection Librairie des Humanités, L'Harmattan.

Ridet, P.(2015), Droit du travail : des « mini-jobs allemands au contrat « zéro heure » britannique, Le Monde, 15 Juin.

Rodrik, D. (1997), Has Globalization Gone too far ? Peterson Institute for International Economic Papers, Washington.

Rodrick, D. (2014), Les super riches qui se voient hors de la société, La Tribune, 3 Septembre.

Sachs, J.D., Warner, A. (1995), Economic Reform and the Process of Global Integration, http://www.brookings.edu/~media/Projects/BPEA/19951/1995a_bpea_sachs_warner_aslund_fischer.PDF

Sawhill, I., Rodrigue, E., Joo, N. (2016), One Third of a Nation: Strategies for Helping Working Families, Brookings - Paper - May- 26 p. <http://www.brookings.edu/~media/research/files/papers/2016/05/31-one-third-of-a-nation-strategies-for-working-families-sawhill/one-third-of-a-nation.pdf>

Sciences&Avenir (2016), Médicaments innovants : les laboratoires accusés de « marges exorbitantes, 21 Juin.

Sen, A. (1981), *Poverty and famines: An Essay on Entitlement and Deprivation*, Oxford University Press.

Sen, A. (2002), *Identité et conflit. Existe-t-il un choc de civilisations ?* in J. Fontanel (direction), *Civilisations, globalisation, guerre. Discours d'économistes. Collection Débats*, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

Sen, A. (1985) *Commodities and Capabilities*, Amsterdam : Elsevier

Sen, A. (1992) *Inequality re-examined*, Oxford : Clarendon Press, Repenser l'inégalité, Paris : Seuil, 2000, p. 66.

Senate Judiciary Committee (2015), *Protecting Trade Secrets: The Impact of Trade Secret Theft on American Competitiveness and Potential Solutions to Remedy This Harm*—Hearing - December 2, 2015 <http://www.judiciary.senate.gov/meetings/protecting-trade-secrets-the-impact-of-trade-secret-theft-on-american-competitiveness-and-potential-solutions-to-remedy-this-harm>

Sharpe A., Méda. D, Jany-Catrice F. et Perret B (2003), "Débat sur l'indice de bien-être économique", *Travail et Emploi*, n° 93, Janvier 2003.

Sheehan, N. (2003). *Le maintien de la paix pour le développement*. In J. Fontanel (Ed.), *Civilisations, globalisation, guerre. Discours d'économistes. Collection Débats*, Presses Universitaires de Grenoble.

Sheehan, N. (2010). *Gendarme mondial de la paix. Vers un nouveau rôle pour l'OTAN*. In J. Fontanel (Ed.), *Economie politique de la sécurité internationale. Collection Librairie des Humanités*, L'Harmattan, Paris.

SIPRI yearbook. (2009). *Armaments, disarmament, and international security*. Oxford, Stockholm: Oxford University Press.

Slemrod, J. (2003), "The Truth About Taxes and Economic Growth," *Challenge* 46 (1) (2003): 5–14.

Smith, R., & Fontanel, J. (2008). *International security, defence economics and the powers of nations*. In Fontanel, J., & Chatterji, M. (Eds.), *War, peace and security, contributions to conflict management, peace economics and development*. London: Emerald.

Smith, R. (2010). *Sécurité internationale et crise économique internationale*. In J. Fontanel (Ed.), *Economie politique de la sécurité internationale*. Paris: Collection Librairie des Humanités, L'Harmattan.

Smith, R., Fontanel, J. (2010). *International security. Politics, Policy, Prospects*.

Sorkin, I. (2016), *What Does The Changing Sectoral Composition of The Economy Mean For Workers?* FRB Chicago, Fed Letter, May, 5 pages <https://www.chicagofed.org/publications/chicago-fed-letter/2016/358>

Stein, H. (2014), *How the government subsidizes Wealth Inequality*, Center for American Progress, June.

<https://www.americanprogress.org/issues/taxreform/report/2014/06/25/92656/how-the-government-subsidizes-wealth-inequality/>

Stiglitz, J. (2002), *La grande désillusion*, Fayard, Paris.

Stroobants, J-P. (2016), *Travailleurs détachés : une réforme qui divise l'UE*, *Le Monde*, 18 Mai, p.3.

Summers, L. (2015), *Low Real Rates, Secular Stagnation, and the Future of Stabilization Policies*, Blog Larry Summers – November 20, <http://larrysummers.com/wp-content/uploads/2015/12/LarrySummers-Central-Bank-of-Chile.pdf>

Touatam Guendergué, A., Fontanel J. (2015) La CNUCED, de l'alternative au GATT à la collaboration avec l'OMC, Annuaire Français des Relations Internationales, AFRI, Paris.

UNEP (2009). Evaluation environnementale de la bande Gaza après l'escalade des hostilités en Décembre 2008-Janvier 2009, Rapport PNUE, Septembre 2009.

United Nations Development Programme. (1994). Human Development, Report. New York, NY: UNO.

U.S. Senate (2015), Hearing on protecting Trade Secrets : The impact of Trade secret theft on American Competitiveness and Potential Solutions to Remedy this Harm, United States Committee on the Judiciary, December 2. <https://www.judiciary.senate.gov/imo/media/doc/12-02-15%20Pooley%20Testimony.pdf>

Walkenhorst, P., & Dihel, N. (2004). Trade impacts of increased border security concerns., International Trade Journal.

Walker, P.J. (2016), David Card, pourfendeur d'idées reçues, Finances & Développement, Mars, FMI, Washington.

World Bank (2016). GDP at market prices (current US\$) 2015, <http://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.MKTP.CD>